

COMMISSION SPECIALE  
CHARGÉE D'EXAMINER LES  
CIRCONSTANCES QUI ONT  
CONTRAIT AU  
DEMANTELEMENT DE LA DEXIA  
SA

du

MERCREDI 25 JANVIER 2012

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE DIE  
ERMEE WORDT BELAST DE  
OMSTANDIGHEDEN TE  
ONDERZOEKEN DIE HEBBEN  
GELEID TOT DE ONTMANTELING  
VAN DE NV DEXIA

van

WOENSDAG 25 JANUARI 2012

Namiddag

La séance est ouverte à 14.52 heures et présidée par Mme Marie-Christine Marghem.

De vergadering wordt geopend om 14.52 uur en voorgezeten door mevrouw Marie-Christine Marghem.

**Audition de M. Didier Reynders concernant ses anciennes compétences comme ministre des Finances**

**Hoorzitting met de heer Didier Reynders betreffende zijn voormalige bevoegdheden als minister van Financiën**

La **présidente**: Nous accueillons aujourd'hui M. le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, M. Didier Reynders qui, après avoir déjà répondu aux questions de commission en commission des Finances, vient aujourd'hui répondre à nos questions en commission spéciale sur les causes du démantèlement de Dexia. Je lui cède immédiatement la parole. Il connaît notre fonctionnement. Il fera un exposé introductif qui répondra sans doute déjà à quelques-unes des questions que vous vous posez. Et ensuite, nous passerons aux questions additionnelles.

Monsieur le vice-premier ministre, avant de vous céder la parole, je tiens à vous dire que certains commissaires vont nous rejoindre dans les minutes qui viennent, parce qu'ils sont présents en commission des Finances pour les travaux liés à l'activité gouvernementale. Ne déduisez pas de l'assemblée un peu clairsemée qu'il y a manque d'intérêt, bien au contraire. Ils en sont marris. J'avais tenté de vous proposer de venir ce matin à 10 heures, mais cela ne vous convenait. Nous avons cependant désiré maintenir votre audition. Ils nous rejoindront donc dans le décours de celle-ci.

Vous avez la parole, monsieur le ministre.

**Didier Reynders**, ministre: Madame la présidente, vous comprendrez qu'en fonction du changement de compétences, il y a parfois quelques impératifs d'horaires, qui sont encore un peu plus compliqués aux Affaires étrangères qu'aux Finances.

Je propose de vous faire un exposé introductif. Vous voudrez bien me pardonner deux choses. Premièrement, s'il est parfois un peu long; comme vous le savez, je suis resté pendant une douzaine d'années dans le même département. Il est donc peut-être utile de retracer certains éléments. Et deuxièmement, une partie de l'assemblée m'excusera de faire mon exposé exclusivement en français. Je répondrai bien entendu aux questions dans les deux langues. Je n'ai pas passé mon temps à travailler dans les deux langues sur un texte qui sera évidemment mis à votre disposition.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour votre invitation. Je vais tenter de vous expliquer l'action du gouvernement fédéral en examinant avec vous les circonstances qui ont conduit à la constitution du groupe Dexia jusqu'à la situation qui a contraint à son démantèlement en 2011.

Je vais revenir sur les conditions qui ont amené l'État à intervenir en 2008, l'intervention de l'État en 2008, la période entre 2008 et 2011 et, enfin, concernant l'intervention de l'État en 2011. Je souhaite également aborder avec vous, en conclusion, la réforme des marchés financiers et le nécessaire renforcement de la régulation financière entreprise depuis 2008 – je sais que beaucoup de questions portent sur ce point -, tant en Belgique qu'au sein de l'Union européenne;

renforcement qui doit se poursuivre.

Avant 2008.

Sur base du rapport du gouverneur Fons Verplaeste, le ministre des Finances Philippe Maystadt a voulu regrouper les sept organismes publics de crédit autour de deux pôles durant les années 90. Après plusieurs tentatives qui ont échoué, la décision est prise de fusionner en 1996 le Crédit Local de France et le Crédit Communal, étant donné qu'ils exercent leur activité dans le même domaine d'activité: le prêt aux collectivités locales.

En outre, le Crédit Communal avait une importante activité de collecte d'épargne en Belgique et son homologue français, le Crédit Local de France, avait un besoin de financement important pour assurer des prêts à long terme aux collectivités locales.

L'objectif des actionnaires lors de la création de Dexia était clair: utiliser l'excédent des dépôts de la banque belge pour financer le secteur public, quasi exclusivement des collectivités locales, en France et, plus largement, au sein de la zone euro. Les flux financiers entre la Belgique et la France sont, à ce moment, le principe inhérent à la fusion entre les deux entités. En d'autres termes, la logique de base sous-jacente à la création de Dexia était d'utiliser l'excédent de dépôts récoltés en Belgique pour financer notamment les collectivités locales françaises. L'ensemble des parties prenantes participant à la décision de 1996 le savaient à l'époque. La raison d'être de la fusion s'inscrivait dans cette logique et dans cet intérêt croisé. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, dans le cadre de ces transferts, tous les flux financiers devaient être sécurisés dans le cadre d'une relation intra-groupe et que donc, in fine, ils devaient apporter un rendement aux épargnants.

Cette fusion s'inscrivait dans le contexte de l'époque de création d'une zone monétaire unique pour le début des années 2000. Quand on analyse les décisions prises à une époque, il est préférable d'éviter toute tentation de se retrouver dans une position de prophète.

Un des objectifs de ceux qui ont participé à la création de ce modèle était que le Crédit Communal, devenu Dexia, soit à l'abri des tentatives d'absorption par un groupe étranger plus important et reste maître de son destin.

Dexia SA décida de mener une politique

d'expansion importante, notamment via le rachat d'Artesia, de Labouchere et ensuite de FSA au début des années 2000, ainsi que le rachat de DenizBank en 2006. C'est un choix stratégique collectif du management, des administrateurs et des actionnaires de Dexia SA. Toutes les décisions d'expansion importantes ont été validées par le conseil d'administration de Dexia SA. Cette politique d'expansion s'est poursuivie jusqu'à la crise financière.

Cette expansion était financée de plus en plus par le marché interbancaire, sur une forte base de dépôts pour financer cette expansion. Jusqu'à la crise financière de 2008, cette politique était rentable compte tenu de la liquidité du financement et du faible coût du risque durant cette période. Peu importe le nom que l'on donne à cette structure de financement, tout le monde s'accorde à dire qu'elle était très sensible à l'assèchement total et brutal du marché interbancaire.

L'objectif du management et du conseil d'administration (dont ne faisait pas partie l'État) était de devenir le leader mondial dans le domaine du financement public local grâce à cette expansion géographique. Ce sont des choix stratégiques des différents responsables de l'époque. Ceux qui leur ont succédé après 2008 devaient vivre avec cet héritage du passé, tant au niveau de la structure de financement, que des besoins de liquidité ou de la taille du bilan. Digérer et restructurer cet héritage demande du temps.

Durant cette période, les actionnaires recevaient un dividende important, en constante augmentation avec un *payout* d'environ 40 %. Le *return on equity* était de 17,2 % en 2004, 20 % en 2005, 23,1 % en 2006 et encore de 17,8 % en 2007.

À partir d'août 2007, le coût de financement sur le marché interbancaire augmente, reflétant une diminution de la confiance entre les établissements bancaires. Le 15 septembre 2008, la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers entraîne l'arrêt soudain du marché interbancaire. La rapidité de la rupture de confiance entre les établissements bancaires a surpris le monde entier. C'est un véritable bouleversement que personne n'avait anticipé. Le 11 septembre 2001 a marqué soudainement le changement d'une époque au niveau de la sécurité dans les aéroports. Le monde bancaire a changé dans les mêmes proportions après la faillite de cette banque d'affaires.

En février 2008, Dexia octroie 500 millions de dollars de capital additionnel à Financial Security Assurance (FSA) afin, selon les mots du rapport annuel 2007 de Dexia SA, "permettre à cette dernière de tirer parti d'opportunités croissantes et apparues récemment sur le marché du financement des municipalités américaines et des infrastructures publiques". Cet exemple afin de montrer que Dexia SA, à l'instar de l'ensemble des parties prenantes, n'avait pas anticipé la crise des *subprimes*. Je suppose que l'on n'aurait pas fait cet investissement aux Etats-Unis dans ces conditions.

Le rapport de la commission parlementaire sur le sujet explique clairement le risque systémique lié à la propagation de la crise financière aux établissements financiers européens. Comme l'indique le rapport de la commission spéciale chargée d'examiner la crise financière et bancaire, "la crise financière que nous avons connue en Belgique a principalement été causée par la conjonction de problèmes de marché (chute du marché des *subprimes* américains, méfiance accentuée sur le marché interbancaire, faillite de Lehman Brothers,...), difficilement prévisibles qui ont douloureusement remis en cause la gestion des risques fondamentaux de nos banques. Parmi ces risques, les besoins en liquidité ont été l'élément majeur dans cette crise. (...) Et pour cause, personne n'aurait imaginé que les banques en viendraient à ne plus se faire confiance au point de ne pas se prêter de l'argent, même à une échéance d'un jour. À travers les crises précédentes (bulle internet, crise asiatique, crise en Amérique latine,...), jamais le marché ne s'était tari de cette façon." À l'instar de beaucoup d'autres banques, Dexia était extrêmement sensible à une rupture brutale du crédit interbancaire.

Les causes macroéconomiques et microéconomiques de la crise financière de 2008 ont déjà été largement évoquées, notamment dans le rapport de Larosière au niveau européen et le rapport du parlement sur le sujet. Face à un secteur financier de plus en plus transnational, la surveillance et le contrôle des établissements demeuraient principalement nationaux. Permettez-moi de souligner que le rapport ne fait aucune référence à la crise des dettes souveraines que connaît actuellement la zone euro. Je reviendrai sur le sujet en expliquant les réformes des marchés financiers entreprises depuis 2008, tant au niveau européen qu'au niveau belge.

Je ne m'étendrai pas plus longuement sur la situation d'avant 2008.

L'intervention de 2008.

Comme je viens de l'évoquer, les institutions financières belges et européennes ont connu un problème de liquidité suite à une rupture de confiance entre les établissements financiers. Compte tenu de la structure de financement de Dexia SA, c'est-à-dire un financement des crédits à long terme par des crédits à court terme via le marché interbancaire, cette absence de confiance menaçait la pérennité de la banque et créait un risque systémique.

Permettez-moi de revenir sur quelques événements qui ont marqué cette période particulièrement troublée.

Le samedi 27 septembre 2008, le gouverneur de la Banque nationale, M. Quaden, a fait état, lors d'une réunion convoquée d'urgence sur la situation de Fortis, de la situation inquiétante dans laquelle se trouvait Dexia, en raison notamment de son exposition sur une banque allemande en risque de défaut (DEPFA).

Le lendemain, dimanche 28 septembre, M. Axel Miller, CEO de Dexia, a sollicité une entrevue et m'a signalé que Dexia avait un besoin très urgent de liquidités pour le lundi matin. Il a évoqué certaines pistes, comme la vente de certaines activités de Dexia, mais sans aucune précision complémentaire quant à la mise en œuvre de ces pistes ni à leur faisabilité.

Le lundi 29 Septembre, en soirée, les 3 Régions et les actionnaires de référence de Dexia (ARCO, Holding Communal, Ethias) se sont réunis avec les responsables du pouvoir fédéral, chez le premier ministre au 16 rue de la Loi, pour discuter de l'augmentation de capital de la banque.

Les détails d'un accord ont été ébauchés quant à la participation de chacun des intervenants présents: 1 milliard d'euros pour Régions (Région wallonne: 350 millions; Région flamande: 500 millions; Région de Bruxelles-Capitale: 150 millions), un milliard de l'État fédéral, les actionnaires pour 1 milliard 850 millions d'euros et Ethias pour 150 millions.

Le mardi 30 septembre, la commission des Finances de la Chambre s'est réunie pour que je lui détaille la teneur de l'accord, ainsi que le contenu des décisions dans le dossier Fortis. Parallèlement, le conseil d'administration de la SFPI se réunissait pour accepter les missions déléguées dans le cadre du dossier Dexia.

Le mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le comité de pilotage a été mis en place, lors d'une réunion au cabinet des Finances, composé de Luc Coene, Jean Hilgers, Wim Coumans, Peter Praet, Françoise Masaï et en présence du gouverneur de la Banque nationale de Belgique, Guy Quaden.

Le week-end des samedi 4 et dimanche 5 octobre, à l'issue de son conseil d'administration qui s'est tenu le dimanche, Dexia a réaffirmé que le groupe était en mesure de faire face aux conditions dégradées observées sur les marchés financiers, grâce notamment au renforcement de son capital annoncé le 30 septembre et effectivement réalisé le 3 octobre.

Le lundi 6 octobre, je me suis rendu à Paris et ai accompagné le premier ministre pour une visite à l'Elysée. En soirée, l'Eurogroup, réuni à Luxembourg, a fait le point sur la crise et les réponses apportées par les différents États membres.

Le titre de Dexia a plongé de 30 % à 5,98 euros ce même lundi vers 13h25, souffrant de la détérioration des conditions de marchés et dans le sillage du plongeon du titre de la banque allemande Hypo Real Estate, dont le plan de sauvetage avait échoué.

L'Ecofin réuni le lendemain à Luxembourg a adopté une décision sur les couvertures des Fonds de Protection nationaux (minimum de 50 000 euros).

Il a également été procédé, ce 7 octobre, à l'annonce de l'arrivée de M. Jean-Luc Dehaene et de M. Pierre Mariani à la tête de Dexia; M. Dehaene a rencontré le comité de pilotage ensuite, et les discussions ont débuté autour du problème FSA

Le mercredi 8 octobre, les groupes de travail intercabines se sont réunis afin d'envisager la mise en œuvre de l'extension de la couverture du Fonds de Protection.

Ce même jour, nous avons été avertis par Pierre Mariani de problèmes de liquidités rencontrés par la banque, ce qui a donné lieu à la convocation de réunions avec MM. Mariani et Dehaene et au sein du comité de pilotage. C'est à cette occasion que les questions des garanties d'État et/ou de nationalisation ont été évoquées.

Une réunion réunissant les responsables des trois États a été convoquée dans la soirée au Palais

d'Egmont, dans le but de boucler les négociations pour le lendemain matin.

C'est, pour mémoire, à cette période que nous avons été sollicités, via divers canaux, par Ethias, dont le management a fait savoir qu'elle connaissait des problèmes de liquidité liés à des retraits sur son produit "compte First", produit s'apparentant à un produit bancaire, et qu'elle souhaite bénéficier d'une garantie d'État.

Cette érosion faisait également suite à la baisse du cours de Dexia auquel Ethias était, et est toujours, fortement exposée (problème de diversification insuffisante des placements).

Le 8 octobre a également été la date des premiers contacts avec Bernard Thiry. Lors de la réunion au Palais d'Egmont, des représentants de la Région wallonne ont passé la nuit pour demander une intervention du fédéral dans Ethias, en plus de Dexia.

Suite à ces négociations, le lendemain jeudi 9 octobre à l'aube, les trois États ont annoncé une garantie des États jusqu'au 31 octobre 2009 pour les émissions d'une maturité maximale de 3 ans.

Parallèlement, le vendredi 10 octobre, le gouvernement a décidé de porter la garantie des dépôts de 20 000 à 100 000 euros, et d'étendre la protection donnée par ce Fonds de garantie à d'autres institutions du secteur financier, notamment des compagnies d'assurances ou des coopératives agréées, qui en feraient la demande pour des produits assimilables à des dépôts bancaires comme, par exemple, certains produits faisant partie de la branche 21.

Le dimanche 12 octobre, en plein milieu du week-end budgétaire, la présidence française de l'Union européenne a convoqué un Sommet Eurogroup exceptionnel à Paris, à l'Elysée, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, en présence également de la Grande-Bretagne. J'y ai accompagné le premier ministre. Cet Eurogroup exceptionnel a été l'occasion de passer au crible les différentes interventions des différents États, en réponse à la crise bancaire. Il est clairement apparu que les interventions adoptées par la Belgique au cours des jours précédents, étaient tout à fait en ligne avec les recommandations adoptées lors de ce sommet.

Les jours qui ont suivi ont été entre autres consacrés à la situation d'Ethias qui, dès le 14 octobre, a demandé à pouvoir bénéficier d'une garantie d'État sur les emprunts "interbancaires"

qui pourraient lui être accordés, cette garantie devait être accordée sous les mêmes conditions que celles octroyées aux banques.

Finalement, le 20 octobre, le gouvernement fédéral, la Région flamande et la Région wallonne ont décidé de recapitaliser Ethias à concurrence de 500 millions d'euros chacun (montée à 75% du capital).

Les discussions sur Dexia, et notamment sur le volet FSA, ont repris début novembre, le jeudi 6 novembre si mes souvenirs sont exacts. Il faudra préciser, si vous le souhaitez, la date à 24 heures près.

Et le mardi 11 novembre, la Commission européenne a déclaré ne pas soulever d'objection sur l'aide d'urgence en faveur de Dexia sous forme de garanties interbancaires notamment. Le Comité de pilotage s'est réuni avec le cabinet de Mme Lagarde, ministre française de l'Économie et des Finances, pour examiner les pistes de mise en place de contre-garanties spécifiques pour faciliter la vente de FSA par Dexia, et le 9 décembre, les 3 États ont procédé à la signature de la convention de garantie autonome entre la Belgique, la France, le Luxembourg et Dexia

Les Régions notamment ont continué à être informées régulièrement de l'évolution de la situation de Dexia et d'Ethias.

En février 2009 - nous y reviendrons -, un projet de plan de restructuration de Dexia a été adressé à la Commission, (plan qui ne sera pas approuvé et sera examiné dans le cadre d'une procédure formelle), et le 13 mars 2009, la Commission a ouvert une enquête approfondie relative à la restructuration de Dexia. La garantie pour les actifs de FSA a été approuvée, mais pas le coût de la garantie qui fera l'objet d'un examen approfondi.

Ces détails d'agenda prouvent, si besoin en était encore, que, en parallèle avec d'autres dossiers bancaires, avec les débats au niveau européen et d'autres questions de politique belge, comme l'adoption d'un plan de relance à la fin de l'année 2008, nous avons, avec le premier ministre Yves Leterme et l'ensemble du Conseil des ministres, pris les mesures nécessaires pour préserver la stabilité du système financier, préserver l'emploi en Belgique, garantir la poursuite de l'activité de crédit aux ménages, aux entreprises et aux collectivités locales afin, également, de garantir l'épargne des citoyens. Les décisions prises n'étaient pas faciles à prendre mais étaient

indispensables. Nous devons prendre nos responsabilités dans un laps de temps extrêmement court et dans une situation tout à fait inédite. Nous les avons prises.

Fin septembre 2008, la situation s'était particulièrement dégradée pour Fortis. Cela a nécessité une intervention rapide et innovante de l'État pour un problème qui ne s'était jamais posé auparavant. Nous ne savions pas quelles institutions financières allaient connaître des difficultés dans les jours ou semaines qui allaient suivre. Notre gestion de la crise devait donc être extrêmement prudente et tenir compte de cette intervention et d'une intervention potentielle de l'État dans le futur. Comme vous le savez, ce fut le cas avec Dexia, KBC et Ethias notamment.

Pour ce qui concerne Dexia, compte tenu du contexte, de l'urgence de la situation et de la nécessaire négociation avec nos homologues français vu la structure binationale du groupe, il n'y avait pas d'autres solutions possibles qu'une recapitalisation de Dexia SA, assortie d'une garantie rémunérée de l'État. La défense des intérêts du contribuable et des épargnants était notre priorité première. Cette solution était la plus souhaitable, même quand on analyse a posteriori le dossier. Le cas de l'Islande ou de l'Irlande ne peut pas être négligé.

Notre premier objectif était de préserver l'épargne des déposants, en ce compris pour les épargnants de Kaupthing, en assurant la continuité de ces établissements financiers. Cet objectif a été entièrement atteint. Cela semble peut-être évident aujourd'hui pour certains mais cela ne l'était pas à l'époque. Dans ce cadre, outre l'intervention de l'État directement dans les banques, la crise de confiance a nécessité de renforcer la confiance des déposants dans celles-ci. Le gouvernement a adopté un arrêté royal le 14 novembre 2008 visant à relever le plafond de la couverture du système de garantie des dépôts de 20 000 euros à 100 000 euros et d'offrir la possibilité aux sociétés d'assurances de garantir les produits de la branche 21 de manière similaire.

Dexia faisait face à un problème de liquidité mais une recapitalisation était également nécessaire, compte tenu de l'augmentation des risques liés à la crise financière et des pertes prévisibles en raison de l'exposition vis-à-vis d'établissements financiers en difficulté et vis-à-vis de FSA. Il fallait rétablir la confiance dans le système bancaire.

Très concrètement, le 30 septembre, les autorités belges (c'est-à-dire en ce compris les 3

gouvernements des régions), françaises et luxembourgeoises ont annoncé la mise en œuvre d'une augmentation de capital à hauteur de 6 milliards d'euros. L'État fédéral a investi 1 milliard d'euros dans Dexia SA, la Région flamande a investi 500 millions d'euros, la Région wallonne a décidé d'investir 350 millions d'euros et la Région Bruxelles-Capitale a décidé d'investir 150 millions d'euros dans Dexia SA. En outre, le Holding Communal a décidé d'investir 500 millions d'euros, ARCOFIN SCRL a décidé d'investir 350 millions d'euros et Ethias a décidé d'investir 150 millions d'euros. Soit un total de 3 milliards d'euros pour les actionnaires institutionnels et historiques belges, qui ne souhaitaient pas être dilués.

L'État français, la Caisse des Dépôts et Consignations et CNP Assurances ont également investi 3 milliards d'euros.

Suite à l'augmentation de capital de 2008, l'État fédéral belge détenait environ 5 % de l'actionnariat au 31 décembre 2008. L'État devenait donc, à l'instar des trois Régions du pays, un actionnaire minoritaire du groupe par rapport aux actionnaires historiques.

S'agissant du prix de souscription des actions émises par Dexia dans le cadre de l'opération de recapitalisation, le prix de 9,9 euros par action correspond au cours moyen des trente jours précédant l'opération, afin d'être conforme avec les dispositions de l'article 598 du Code des sociétés. En effet, dans le cas d'une augmentation de capital contre espèces réservée à une ou plusieurs personnes déterminées, le prix d'émission des actions nouvelles ne peut être inférieur à la moyenne des cours des trente jours précédant l'opération. Le prix des actions émises dans le cadre de l'opération a été fixé en vertu de cette obligation légale qui s'imposait à toutes les parties prenantes.

Le 9 octobre, la Belgique, la France et le Luxembourg ont conclu un accord relatif à un mécanisme de garantie conjointe, couvert à 60,5 % par la Belgique, à 36,5 % par la France et à 3 % par le Luxembourg. La répartition de la charge de cette garantie entre les 3 États se fondait sur la proportion des actionnaires de chaque État dans le capital de Dexia (non-flottant). Cette garantie a été rémunérée conformément aux exigences européennes. Depuis trois ans, nous avons été à chaque fois rémunérés pour les garanties octroyées et aucune de ces garanties n'a jusqu'à présent été mise en œuvre. La garantie était rémunérée

conformément au prix du marché et a rapporté plus de 665 millions d'euros à l'État belge depuis 2008. En outre, le montant effectivement garanti n'a jamais atteint le montant maximal et est en constante diminution.

Toutes les décisions prises ont été prises par le Conseil restreint (kern) et validées par le Conseil des ministres. Tous les membres du gouvernement ont soutenu les décisions prises.

L'aide fournie par les États était destinée à assurer la survie du groupe, à restaurer la confiance des investisseurs et à sauvegarder l'épargne des déposants. Sans cela et compte tenu de la taille de Dexia, une éventuelle défaillance aurait engendré un risque systémique aux conséquences incalculables pour le contribuable et l'économie belge en général. Cela a pu heureusement être évité!

La garantie effective n'a jamais atteint les 150 milliards maximum prévus en 2010 et a été ramenée à 100 milliards maximum en 2009. Elle a atteint, en termes de garanties effectivement accordées, un maximum de 95 milliards d'euros pour être ramenée à environ 29 milliards d'euros effectifs pour la Belgique à la date du 11 octobre 2011. Il faut en outre noter que Dexia a annoncé son souhait de sortir anticipativement et progressivement du dispositif de garantie au 30 juin 2010.

Ce montant a poursuivi sa baisse depuis ce moment. Les risques couverts par les garanties ont fortement diminué suite à la vente du portefeuille qui était lié à FSA. Les garanties restantes se trouvent actuellement en phase de liquidation. L'État belge a perçu de Dexia SA plus de 650 millions de primes de garantie depuis 2008, hors taxe bancaire.

L'option du démantèlement en 2008 n'était pas judicieuse et, au moment où cette orientation aurait pu être prise véritablement, personne n'a soutenu cette idée. Il aurait fallu payer un prix largement supérieur à 4 milliards d'euros pour Dexia Banque Belgique et la banque résiduelle aurait présenté un risque bien plus important que maintenant, tant en termes de volume de garantie à octroyer que de risque lié à cette garantie pour le contribuable. La cristallisation des pertes aurait entraîné un besoin de recapitalisation très important pour les États. Dexia SA en 2008 n'était pas le Dexia SA de 2011. Il fallait d'abord isoler ce que l'on appellera le *Legacy*. Cette décision aurait mis en difficulté l'État en pleine crise financière. Les problèmes rencontrés par l'Irlande en 2010,

suite au maintien de ses participations dans un secteur bancaire national en difficultés, sont à cet égard révélateurs de ce à quoi la Belgique a pu échapper.

Enfin, comme j'ai déjà pu le rappeler, fin 2008, la Commission européenne a approuvé, en vertu des règles du Traité de l'Union européenne relatives aux aides d'État, la garantie étatique en faveur du groupe financier Dexia. La Commission a conclu que la mesure constituait une aide d'État, en principe prohibée, mais dans ce cas précis, un moyen approprié, nécessaire et proportionné pour remédier à une perturbation grave de l'économie belge et est, à ce titre, compatible avec les règles de l'Union européenne sur les aides d'État. À plusieurs reprises, la Commission a prolongé cette décision.

Il s'agit formellement de décisions non négociées, communiquées aux États (in casu, la Belgique et la France), interlocuteurs uniques de la Commission. En pratique, les discussions se tiennent souvent en présence des institutions concernées, ainsi que d'un conseil de l'État (Eubelius) compte tenu de la technicité de la matière, et sachant que des informations privilégiées sur des sociétés cotées y sont discutées.

La Commission est souveraine dans sa décision. Les établissements financiers peuvent proposer des engagements à la Commission, comme Dexia l'a fait. La Commission exige que l'État reprenne ces engagements à son compte dans la décision finale (de sorte que, en cas de non-respect des engagements, la Commission pourra contraindre l'État de renotifier les mesures d'aide et suite à une telle renotification, éventuellement revenir sur l'approbation antérieure). Il doit donc être tenu au courant de l'évolution du dossier et de la nature de ces engagements.

Dans cette procédure formelle, la Commission décide seule in fine des conditions mise à l'aide, et accepte les engagements de Dexia uniquement parce qu'elle est convaincue que ces engagements peuvent suffire, hors nouveau choc systémique.

Il faut rappeler, me semble-t-il qu'une aide d'État n'est pas possible si la Commission estime que la société en question ne pourra survivre à terme sans le soutien de l'État.

A défaut d'accord de la Commission sur les aides apportées, le sort réservé à Dexia aurait été bien plus problématique, car elle aurait fort

probablement été obligée de rembourser l'augmentation de capital et les garanties auraient été levées.

Par ailleurs, en 2008, des membres du gouvernement sont intervenus en Conseil restreint afin de demander à l'État d'intervenir pour Ethias et pour ARCO. Compte tenu de la situation de crise dans laquelle on était, le gouvernement s'est engagé le 10 octobre 2008 et le 21 janvier 2009 à protéger la part de capital des coopérateurs personnes physiques dans des sociétés coopératives.

Le Parlement a concrétisé cet engagement dans l'article 22 de la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses. Il est prévu que le Roi peut, sur avis du CREFS, en cas de crise soudaine sur les marchés financiers ou en cas de menace grave de crise systémique, aux fins d'en limiter l'ampleur ou les effets: mettre en place, le cas échéant par le biais de règlements, un système d'octroi de la garantie de l'État pour le remboursement aux associés personnes physiques de leur part du capital de sociétés coopératives agréées conformément à l'Arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives.

2008-2011.

Très rapidement, le premier ministre belge Yves Leterme, soutenu par l'ensemble du Conseil des ministres, et l'État français estiment nécessaire de modifier la gouvernance de Dexia SA. Il est décidé de se séparer du président du conseil d'administration Pierre Richard et du CEO de Dexia SA Axel Miller. Ceux-ci ont été, le 7 octobre 2008 - nous l'avons vu - remplacés par Pierre Mariani et Jean-Luc Dehaene.

La tâche confiée à M. Jean-Luc Dehaene n'était pas une tâche facile car il fallait assumer l'héritage du passé, notamment en diminuant la taille du bilan et des besoins de liquidité et il fallait tenir compte de la grande complexité du conseil d'administration et des difficultés de réunir les intérêts de l'ensemble des actionnaires de référence.

Dans les premiers mois qui ont suivi le changement du management, plusieurs décisions

importantes sont prises par le nouveau management. Celui-ci visait trois objectifs par la mise en place d'un plan de transformation présenté le 14 novembre 2008: la réduction du profil de risque du groupe, un recentrage vers les marchés et métiers historiques et l'adaptation de la structure des coûts.

Dexia SA a engagé la cession des activités d'assurance de FSA et un arrêt des activités dans de nombreux pays du monde (Mexique, Inde, Australie,...). Dexia s'est désengagé des activités hors du *core business* de Dexia SA et des pays éloignés. La décision est également prise de réduire la taille du bilan, via principalement un *deleveraging* accéléré du portefeuille *Legacy*. La réduction du profil de risque était engagée rapidement, notamment via l'arrêt des activités de *trading* pour compte propre. La gestion de la trésorerie et le contrôle du risque sont centralisés. Réduction de 80 milliards du besoin de financement court terme et augmentation de 46 milliards du financement moyen et long terme dès les premiers mois.

La SFPI a nommé, en mission déléguée, Koen Van Loo comme administrateur, agissant, conformément au droit des sociétés belge, dans l'intérêt de la société. Un pacte d'actionnaires existait entre les principaux actionnaires représentés au sein du conseil d'administration de Dexia, en l'occurrence le Holding Communal, ARCO, Ethias et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ceux-ci étaient largement majoritaires au sein du conseil d'administration. À aucun moment, un des membres de ce pacte d'actionnaires n'a émis la volonté de le briser. En outre, certains actionnaires n'avaient pas la même vision que l'État quant à la nécessaire rapidité de la réduction du bilan et des besoins de liquidité. Certains actionnaires étaient plus sensibles à la capacité de Dexia d'assumer les pertes liées à cette politique de désengagement.

Un mot sur la décision de la Commission européenne.

Suite à cette négociation avec la Commission européenne, celle-ci adopte définitivement une décision le 26 février 2010 au sujet de l'aide publique reçue par Dexia fin 2008. La participation de l'État en 2008 était conditionnée à une restructuration, qui devait s'étaler sur plusieurs années.

L'objectif du plan de restructuration était d'avoir une perspective de redressement de Dexia SA en 2014, à la condition qu'il y ait un cadre

économique stable et sans nouvelle secousse systémique. L'objectif était de recentrer les activités de Dexia sur ses métiers et marchés principaux, de réduire significativement son profil de risque et son effet de levier et d'améliorer la structure de financement (afin d'avoir moins de dettes à court terme et plus à long terme).

Personne ne remet en cause la nécessité des décisions prises par la Commission et des engagements souscrits par Dexia, qui les a jugés très sévères à l'époque, et l'État belge dans ce cadre. Il fallait réduire significativement la taille du bilan, réduire significativement les besoins de liquidité et améliorer la structure de financement. C'est le choix qui a été fait.

Entre 2008 et 2011, à aucun moment, un dividende en cash n'a été versé aux actionnaires. La priorité du Conseil d'administration était l'amélioration de la solvabilité du groupe et la création d'un matelas de fonds propres suffisant pour assumer les pertes liées à la réduction du bilan. Un dividende en actions a été versé à la demande de certains actionnaires mais n'ayant aucun impact sur la solvabilité ou la liquidité du groupe.

Les 5 objectifs du plan de la Commission sont définis pour 2014:

- un retour au *core business* de Dexia, tant au niveau des activités que des zones géographiques choisies;
- une réduction de l'endettement avec une réduction du bilan de 35 % à l'horizon 2014;
- une modification de la structure de financement afin d'aller d'un financement à court terme vers un financement à long terme;
- une vente de certains actifs du groupe dans une logique de désinvestissement;
- une économie de la structure de coûts de 15 %.

Entre décembre 2008 et juin 2011:

- le financement à court terme a été significativement réduit: de 260 milliards d'euros en 2008 à 96 milliards en juin 2011, soit une baisse de 63 % en moins de 3 ans;
- un *deleveraging* important des actifs a également été mis en place, avec une réduction de 43 %;
- une réduction de 20 % de la taille du bilan en passant de 651 milliards à 518 milliards en ligne avec les exigences de la Commission européenne à fin juin 2011;
- une réduction de la base des coûts de 600 millions d'euros.

Le management et le conseil d'administration de



Dexia SA auraient pu aller plus vite dans la réduction du bilan et des besoins de liquidité. A posteriori, il est possible de le dire. Cependant, il faut éviter la tentation de réécrire l'histoire. Il faut également tenir compte des résistances qui existaient à l'intérieur du groupe concernant le niveau de pertes acceptable liées au désengagement.

J'en viens, madame la présidente, à l'intervention de 2011.

Comme je l'ai plusieurs fois évoqué, Dexia gère un portefeuille de prêts à long terme avec un financement court terme. Ce risque de financement a été réduit, ainsi que la taille du bilan. L'héritage du passé devait être liquidé. En mai 2011, le programme de réduction des actifs a été encore accéléré. La vente de FSA, obligeant Dexia SA à acter une perte importante, était essentielle pour diminuer le risque de liquidité.

Cependant, à cause de l'aggravation de la crise des dettes souveraines et l'exposition de Dexia aux obligations publiques des pays du sud de l'Europe et à la dégradation par Moody's le 3 octobre 2011, celle-ci n'avait plus la possibilité de se financer sur le marché interbancaire en raison d'un manque de confiance. La propagation de la crise souveraine de la zone euro a eu notamment comme conséquence une dégradation des conditions de refinancement des banques. De nouvelles mesures devaient être prises à court terme afin d'éviter les effets de contagion et la mise en péril de la stabilité financière.

Permettez-moi d'évoquer avec vous la crise des dettes souveraines car cette crise a contribué à rendre nécessaire l'intervention de l'État en 2011. Une intervention décidée et rapide de l'Union européenne est plus que jamais nécessaire: renforcement de la gouvernance économique européenne, approbation rapide d'une ambitieuse modification des traités, renforcement des capacités d'actions du Fonds européen de Stabilité financière pour renforcer la solidarité entre les États membres, mise en œuvre du *six pack* et de réformes structurelles au sein des États membres afin de réduire les déficits et de favoriser la croissance et la création d'emplois. La propagation de la crise doit être limitée et contenue. Cela demande une intervention forte et coordonnée de l'Union européenne visant à renforcer l'intégration économique et budgétaire de l'Union européenne.

Concernant Dexia, quelques jours avant l'Ecofin informel en Pologne, mi-septembre, j'ai appris qu'il

y avait des tensions particulièrement vives sur la liquidité de Dexia SA. J'en ai parlé avec le gouverneur de la Banque nationale et avec mon homologue français François Baroin. Nous en avons rediscuté à Washington en marge de la réunion annuelle d'automne du FMI..

A partir du même moment, plusieurs contacts ont eu lieu avec mes collègues du Conseil restreint et la Banque nationale de Belgique. Toutes les décisions ont été validées soit par le cabinet restreint soit par le Conseil des ministres dans son ensemble.

Le lundi 3 octobre, le conseil d'administration de la SA Dexia a diffusé un communiqué de presse indiquant que son CEO est chargé "de préparer, en concertation avec les États et les autorités de contrôle, les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes structurels qui pénalisent les activités opérationnelles du groupe et ouvrir de nouvelles perspectives de développement à ses franchises commerciales historiques en Belgique et en France" en vue de vendre plusieurs actifs. Ce communiqué de presse a entraîné une réaction négative auprès des investisseurs et le risque de *bank run* s'est amplifié: 4 milliards de dépôts ont été retirés de Dexia durant la semaine précédant le 7 octobre 2011.

Afin de réduire ce double risque, j'ai annoncé, avec mon homologue français M. François Baroin, dès le mardi 4 octobre, que les États belge et français prendront, en accord avec les banques centrales, toutes les mesures nécessaires pour protéger les épargnants et les créanciers et qu'ils s'engagent à garantir les financements accordés par Dexia. Cette intervention était nécessaire pour assurer la continuité de l'établissement de crédit. Tout au long de la négociation, le gouvernement a toujours défendu la même position: défendre l'intérêt général en garantissant la continuité de Dexia Banque Belgique afin de préserver l'intérêt de l'économie belge, des épargnants belges, de la clientèle individuelle et institutionnelle et du personnel de la banque.

À la demande du cabinet restreint, et après en avoir informé le formateur, M. Elio Di Rupo, un comité d'accompagnement présidé par M. Hans D'Hondt, président du SPF Finances, composé de représentants du premier ministre, des différents vice-premiers ministres et de la SFPI a été mis sur pied pour trouver des solutions à court terme. Ce groupe de travail a été assisté par un bureau d'avocats et une banque d'affaires (qui assistaient la SFPI). De nombreux contacts ont également eu lieu entre les premiers ministres et les ministres

des Finances belge, français et luxembourgeois. Alors que la France plaidait pour un traitement rapide afin de trouver une solution au financement des collectivités locales sans toucher à la structure d'ensemble de Dexia, l'État belge plaidait pour une solution structurelle et globale où toutes les alternatives possibles sont étudiées. Si un investisseur potentiel crédible s'était présenté, l'option aurait également été étudiée.

Le dimanche 9 octobre, ces négociations ont donné lieu à la conclusion, entre les autorités belges, françaises et luxembourgeoises, d'un accord sur le démantèlement de la SA Dexia. Le formateur, M. Elio Di Rupo, a été invité à cette réunion après avoir été informé de la situation quelques jours plus tôt; ce pour que l'ensemble des formations participant aux négociations de formation d'un gouvernement soient aussi tenues au courant de la situation. La discussion s'est conclue entre premiers ministres à Bruxelles (François Fillon et Yves Leterme). La décision prise a été validée ensuite par l'ensemble du Conseil des ministres.

L'État belge devait intervenir pour reprendre Dexia Banque Belgique car il s'agit d'une banque systémique qui a une grande influence sur l'économie, l'emploi et l'épargne du pays, ainsi que sur l'ensemble de ses collectivités locales. Sans intervention de l'État, les conséquences auraient été très dommageables pour l'ensemble des parties prenantes, tout particulièrement les communes. Le gouvernement belge s'est efforcé de limiter autant que possible le coût et les risques de la reprise de Dexia Banque Belgique pour les contribuables belges. Aucun membre du nouveau gouvernement n'a remis en cause les décisions prises.

L'accord adopté par le conseil d'administration de Dexia SA comportait trois volets.

1. Il est prévu que les autorités des 3 pays s'engagent à fournir une garantie d'État à concurrence de maximum 90 milliards d'euros pour le financement de la SA Dexia.

La Belgique garantit 60,5 %, la France de 36,5 % et le Luxembourg de 3 %, conformément à la répartition de l'actionnariat issu des trois pays. Cette garantie est rémunérée conformément au prix du marché. Chaque année, une prime de près de 270 millions d'euros sera payée pour la garantie de l'État belge. Il s'agit d'une garantie d'État accordée à la SA Dexia pour une période de 10 ans sur les financements, obligations et titres ayant une durée probable de 10 ans.

Comme ce fut le cas pour la garantie de 2008, il convient d'apprécier le risque au regard du volume des emprunts pour lesquels Dexia SA demandera effectivement à bénéficier de la garantie de l'État.

En d'autres mots, le montant maximal total garanti est inférieur de 60 milliards à celui que nous avons accordé en 2008. Je rappelle que la Trésorerie n'a pas enregistré de défauts de la garantie dans le cadre de cette première garantie jusqu'à présent.

Pour cette première garantie, des dispositifs ont été mis en place pour en assurer le suivi: rapportage sur le montant des emprunts garantis, recensement des emprunts pour lesquels l'État a émis un certificat d'éligibilité, suivi du risque. À l'instar de ce que nous avons fait pour la première garantie, il convient de s'assurer d'un suivi actif de ce risque et de le gérer au mieux, notamment en assurant un suivi des portefeuilles garantis de Dexia SA. C'est ce qui devra être fait, je présume, dans les prochaines semaines et les prochains mois.

La clé de répartition choisie a été identique à celle choisie en 2008 et est moins importante pour la Belgique que son poids dans l'actionnariat (63 %), si l'on fait abstraction du *free float*. D'autres clés auraient pu être négociées mais cela aurait eu un impact sur le prix payé pour Dexia Banque Belgique dans la négociation globale qui a eu lieu. Notre objectif était de réduire au maximum le prix du rachat de Dexia Banque Belgique, pour, si possible, le rendre inférieur à 1 % du PIB (sans pour autant provoquer de besoin immédiat de recapitalisation ou d'appel de garantie pour Dexia SA). Une moindre répartition pour la Belgique de la garantie aurait entraîné immédiatement une augmentation du prix payé par l'État belge pour Dexia Banque Belgique. En 2008, la même répartition des garanties était en vigueur. La France souhaitait préserver, sans succès comme tout le monde le sait, son triple A et était donc sensible à la répartition de la garantie.

En 2008, l'État belge s'est porté garant de Dexia pour un montant maximal de 90 milliards d'euros. Dexia SA, la banque résiduelle, présente un portefeuille de meilleure qualité que la *bad bank* créée en 2008 pour Fortis (Royal Park Investment), banque qui, depuis, a rapporté de l'argent à l'État.

2. L'accord comporte aussi une offre d'achat de Dexia Banque Belgique émanant de l'État belge à hauteur de 4 milliards, dont 3,73 milliards seront

effectivement payés au comptant. Cela s'explique par le fait que l'État belge obtient un paiement anticipé de la prime de garantie due par la SA Dexia, soit un montant de 270 millions qui sont directement reversés à l'État par Dexia SA. En d'autres termes, la reprise de Dexia Banque Belgique augmente l'actif de l'État belge et entraîne une augmentation du taux d'endettement de la Belgique d'environ 1 % du produit intérieur brut, qui reste inférieur à 100 %. La SFPI a été chargée par le Conseil des ministres d'effectuer l'achat en mission déléguée.

Comme pour d'autres transactions antérieures dans le secteur bancaire, le premier ministre a négocié in fine le prix de rachat. Le vendredi 7 octobre, le gouvernement français demandait 7,9 milliards d'euros. Avant le week-end de négociation finale, la banque était valorisée entre 3 et 8 milliards d'euros par plusieurs intervenants. Dans le cadre de la négociation entre premiers ministres, le prix a été ramené à un prix raisonnable de 4 milliards d'euros. Si l'on tient compte d'une prime de garantie qui va nous être payée immédiatement, l'impact sur les finances publiques sera limité à 1 % du PIB. Suite à ce rachat, Dexia Banque Belgique, qui présente une capacité bénéficiaire de l'ordre de 500 millions d'euros, est détenue à 100 % par l'État fédéral.

Dexia Banque Belgique a comme activités principales la banque, qui regroupe la banque de détail et commerciale, ainsi que la banque publique et de gros, et l'assurance. La reprise de Dexia Banque Belgique inclut l'ensemble des actifs et tous les passifs, à l'exception de 49 % de Dexia Asset Management. Fin juin 2011, seuls 4,2 % du portefeuille avaient une notation de crédit inférieure à "valeur d'investissement".

En outre, il est prévu, dans le cadre du rachat de Dexia Banque Belgique, de permettre aux actionnaires actuels de Dexia SA de participer à une éventuelle plus-value en cas de vente de Dexia Banque Belgique dans les 5 ans à venir. Si la vente se réalise dans les 18 mois, 100 % sera rétrocédé à Dexia SA, et ce après rémunération de l'État. Ensuite, le taux de rétrocession diminue de 6,25 % par semestre jusqu'à l'expiration de la période de 5 ans. Une éventuelle plus-value sera utilisée en tant que tampon supplémentaire au sein de Dexia SA afin de compenser d'éventuelles pertes futures et ne peut pas être versée aux actionnaires. Ceci afin de diminuer le risque lié aux garanties.

Cette prise de participation permettra, dans les prochaines années, une recette provenant des

dividendes de Dexia Banque Belgique et la Belgique pourra, en temps utile, valoriser son investissement. La vente a été validée par l'ensemble des administrateurs, en ce compris donc les administrateurs d'ARCO, d'Ethias et du Holding Communal, à l'exception du représentant de l'État qui s'est logiquement abstenu.

Dexia Banque Belgique est une banque saine, disposant d'une large base de dépôts. Le réseau de ventes en Belgique est également à tenir en compte quand on analyse le rachat effectué par la Belgique.

3. L'accord prévoit la poursuite des négociations avec les autorités françaises en vue de l'adossement de Dexia Municipal Agency à la Caisse des Dépôts et Consignations française et en vue de la création d'un consortium composé de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque Postale française afin de garantir l'activité de financement des pouvoirs locaux français. Des négociations ont également été lancées, et ont abouti depuis lors, en vue de la vente de la Banque Internationale au Luxembourg.

La décision prise était la meilleure pour le contribuable, pour l'économie belge, pour les épargnants. Comme en 2008, aucun d'entre eux n'a perdu le moindre euro, faut-il le rappeler. La continuité de la banque a été assurée. L'intervention de l'État a permis d'éviter la survenance d'un risque systémique et a protégé l'intérêt du contribuable tout en garantissant l'égalité de traitement des actionnaires. Une discussion avec la Commission européenne a été entamée de manière à obtenir son accord sur l'aide d'État octroyée et elle a donné un accord provisoire à ce jour.

Cette intervention doit renforcer notre détermination à réformer les marchés financiers et à apporter une réponse crédible, à l'échelon européen, à la crise des dettes souveraines. Cette réponse, impliquant une responsabilité accrue et une solidarité plus forte, doit passer par un renforcement de l'intégration budgétaire de l'Union européenne et de la zone euro et ce dans la durée.

La réduction, via la mise en œuvre de réformes structurelles orientées principalement sur les dépenses, de l'endettement public est la priorité des prochains mois pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Cela passe par la confection de budgets crédibles de réduction du déficit conformément au Pacte de Stabilité et de croissance, appliqué avec rigueur dans la durée,

et la mise en œuvre de politiques de croissance au niveau européen, notamment l'approfondissement du marché unique et l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Selon les nouvelles recommandations budgétaires européennes, la Belgique s'est engagée vis-à-vis de l'Union européenne à réduire annuellement son endettement d'un vingtième de la différence entre l'endettement actuel et la norme de 60 %, soit, pour la Belgique, de 2 % par an. L'objectif est d'atteindre l'équilibre budgétaire au plus tard en 2015.

À la suite du démantèlement, j'ai demandé que le futur conseil d'administration de Dexia Banque Belgique soit uniquement composé de professionnels qui seront sélectionnés par un bureau de chasseur de têtes. Le président du conseil d'administration a été nommé et l'ensemble des administrateurs devront être nommés sur proposition du nouveau ministre des Finances.

L'objectif premier qui a suivi le rachat a été de diminuer les transferts de liquidité afin de mettre un terme à ces transferts entre Dexia Banque Belgique et Dexia SA. Comme je l'ai déjà évoqué, ces transferts sont inhérents à la volonté des personnes ayant décidé la création de Dexia en 1996. Il va de soi que décider, de manière abrupte, d'arrêter tout flux de liquidité entre Dexia Banque Belgique et Dexia SA entraînerait la mise en liquidation de DCL. Et, de ce fait, la perte pour Dexia Banque Belgique de tous ces crédits. L'objectif est de diminuer progressivement mais rapidement ces flux de trésorerie entre les deux entités. En quelques semaines, les transferts non sécurisés ont été divisés par deux.

En outre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, le nombre des transferts autorisés au sein d'un même groupe sera également limité en application de la réglementation européenne.

À la suite de la décision de 2008, le cabinet restreint a décidé le 9 septembre 2011 de soumettre pour avis à la Banque nationale de Belgique le projet d'arrêté royal portant application de l'article 22 de la loi du 2 juillet 2010. La Banque nationale de Belgique a estimé que les conditions légales étaient remplies. Cet arrêté royal a donc été adopté le 10 octobre 2011. Le 14 octobre, le Conseil des ministres a adopté l'arrêté royal qui octroie ce régime de garantie aux sociétés ARCOPAR, ARCOPLUS et ARCOFIN. Cette décision a été suspendue par la Commission européenne.

Il me semble essentiel que tant que les garanties d'État subsistent, Dexia SA ne paie ni dividende ni nouveau bonus. L'accord du gouvernement sur le sujet est explicite. Il est prévu qu'il faut "s'assurer, pendant toute la durée du soutien financier public, consistant notamment en participation de capital ou garanties, à une institution financière, dans un cadre légal conforme à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, qu'aucun administrateur exécutif ou non exécutif et membre du comité de direction ne pourra bénéficier de *stock-options*, d'actions gratuites, de bonus ou avantages similaires, *golden handshake* ni aucune retraite chapeau (sans effet rétroactif dans ce dernier cas)." Cette décision relève du nouveau ministre des Finances, ainsi que toutes les questions que vous auriez relatives à la situation présente ou future.

Le Holding Communal.

Lors de la décision d'injecter du capital en octobre 2008 dans Dexia, le Holding Communal qui était le premier actionnaire de référence, a été sollicité par les pouvoirs publics et a souhaité participer à l'opération. À défaut, il aurait tout à la fois été dilué mais se serait trouvé aussi en danger, puisque la baisse de l'action Dexia entraîne pour lui une perte de collatéral (et de fonds propres).

Le Holding Communal a été aidé par les pouvoirs publics, via l'octroi de garanties provisoires fédérales et de garanties régionales, de manière à lui permettre de se restructurer et de diversifier son risque lié à la situation de Dexia.

L'intervention de l'autorité fédérale a été discutée en Conseil des ministres et en Comité de concertation, avec les Régions. Dès mars 2009, les Régions ont souhaité, dans la logique institutionnelle de ce pays, mais aussi conformément à l'activité du Holding Communal, disposer d'un pouvoir de contrôle du Holding Communal: le fédéral s'est engagé à supprimer ses commissaires du gouvernement dès la fin des garanties fédérales (*in concreto*, juin 2010, période d'affaires courantes). Les Régions qui ont chacune un représentant au sein des organes de gestion se sont vues reconnaître dès ce moment un pouvoir équivalent à celui du fédéral, dans une décision du Comité de concertation et dans les conventions relatives aux garanties.

Les Régions devaient recapitaliser et restructurer le Holding Communal. En septembre 2009, une augmentation de capital a eu lieu, selon le principe arrêté par le Comité de concertation, par les communes et selon des modalités différentes. L'État fédéral a accepté de prolonger jusqu'en juin

2010 sa garantie pour un montant réduit pour accompagner cette opération. Ensuite, le gouvernement fédéral a encore été sollicité, et il a uniquement racheté les parts du Holding Communal dans ASTRID en septembre 2011, via la SFPI qui détient le reste des parts.

J'étais tenu informé de l'évolution des problèmes du Holding Communal, soit directement, soit via mon chef de cabinet, par le commissaire du gouvernement représentant le ministre des Finances. Un groupe de travail avait été créé, avec les Régions, dans le cadre de la mise en place des garanties. Il n'a pas toujours été facile de faire respecter les décisions du gouvernement fédéral, ni celles du Comité de concertation, tant le Holding Communal que les Régions sollicitant régulièrement une prolongation des garanties ou de nouvelles garanties.

Pour ne pas être trop long sur ce sujet, je joindrai, si vous le souhaitez, pour vos travaux, une note reprenant le détail des décisions qui ont été prises, des engagements qui avaient été pris également, en particulier par les Régions, à l'égard du Holding Communal et des demandes adressées par les tutelles régionales pour inciter les communes à participer à l'opération d'augmentation de capital. C'est utile, je pense, pour vos travaux.

La réforme des marchés financiers - on a beaucoup évoqué la situation en la matière -, entre 2008 et 2011.

La régulation financière, et notamment les recommandations du Parlement belge, nécessite des réponses à plusieurs niveaux: au niveau belge, au niveau européen et à un niveau plus global.

Dans ce cadre, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil Ecofin mettent ensemble en œuvre un vaste et ambitieux programme de réformes réglementaires dans le secteur des services financiers.

À la suite des mesures d'urgence qui devaient être prises, l'ensemble des acteurs européens ont lancé un plan de réforme des marchés financiers qui était également nécessaire. Dans le respect du monopole de proposition de la Commission, le gouvernement belge s'est inscrit positivement dans cette démarche en soutenant l'ensemble des propositions qui ont été formulées dans le rapport de Larosière. La Belgique y a également joué un rôle central et moteur dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne au

second semestre 2010.

Ce renforcement de la régulation financière visait à répondre à quatre objectifs:

- mieux réglementer le secteur financier: il s'agit de renforcer et d'étendre le *corpus* de règles applicable via une réglementation stricte au sein de l'Union européenne, garantissant un *level playing field* entre tous les acteurs et en évitant ainsi un arbitrage réglementaire ou prudentiel;
- améliorer sa surveillance, en créant une structure cohérente et efficace pour le contrôle prudentiel des marchés et des opérateurs financiers (banques et assurances) au sein de l'Union européenne;
- renforcer la protection des consommateurs et des investisseurs, tout particulièrement afin de restaurer la confiance de ceux-ci dans le système financier;
- créer des mécanismes appropriés de prévention et de gestion des crises.

La supervision financière.

Le 25 février 2009, un groupe d'experts de haut niveau présidé par Jacques de Larosière a publié un rapport concluant à la nécessité de renforcer le cadre de la surveillance pour réduire le risque de crises financières futures et leur gravité.

Sous l'impulsion de la présidence belge, le Conseil Ecofin à l'unanimité et le Parlement européen à une très large majorité – je regrette toujours qu'un certain nombre de groupes n'ait pas souhaité faire progresser la réglementation européenne à ce moment - se sont mis d'accord en septembre 2010 pour la mise en place de trois nouvelles autorités de contrôle microprudentiel (EBA, ESMA et EIOPA) et d'une autorité européenne chargée du contrôle macroprudentiel (ESRB). Ce sont les trois autorités sur les secteurs bancaire, des assurances et des marchés, et le comité du risque systémique.

Un règlement vise à établir le Comité européen du risque systémique et à en définir les fonctions, pouvoirs, composition et fonctionnement. Trois règlements concernent respectivement l'institution, la définition des pouvoirs, la composition et l'organisation de l'Autorité bancaire européenne (EBA), l'Autorité européen des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) et l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA).

Les autorités microprudentielles vont permettre d'améliorer la transparence des marchés et des

produits financiers, d'agir en vue d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur, notamment en assurant un niveau de réglementation et de surveillance élevé, efficace et cohérent et en favorisant un meilleur encadrement des risques systémiques transfrontaliers grâce à une plus grande coordination de réaction en cas de situation de crise.

Plus fondamentalement, en agissant au niveau européen, on évite les arbitrages réglementaires en garantissant des conditions de concurrence égales pour tous, dans l'intérêt de l'économie européenne, de ses citoyens et de ses entreprises. Les nouvelles autorités européennes de surveillance coordonneront les travaux des autorités nationales de surveillance en veillant à dégager entre elles des consensus et à harmoniser leurs pratiques prudentielles et en arrêtant, si nécessaire, des décisions à leur intention. Elles pourront jouer le rôle de médiateur ou d'arbitre en cas de désaccord entre autorités nationales et interviendront en cas de mise en œuvre des règles européennes de manière incorrecte ou inappropriée. En cas de désaccord entre superviseurs nationaux, les autorités compétentes pourront imposer une médiation juridiquement contraignante et, si aucun accord ne peut être atteint par le collège de superviseurs pertinent, elles pourront imposer les décisions de surveillance de l'institution financière visée.

Elles émettront des standards techniques ayant force de loi (uniformisation des règles et des pratiques de surveillance afin d'éviter des distorsions de concurrence et un arbitrage réglementaire). Les autorités sont habilitées à contrôler certaines catégories d'institutions, produits ou activités du secteur financier afin d'évaluer les risques pour les marchés et elles pourront, le cas échéant, transmettre des alertes. Lorsqu'une législation financière sectorielle le prévoit, les autorités peuvent temporairement interdire ou limiter les activités ou produits financiers nocifs, et elles peuvent aussi demander à la Commission d'établir des actes législatifs visant à interdire définitivement ces activités ou produits.

Outre la création de nouvelles autorités européennes micro-prudentielles, le Conseil Ecofin et le Parlement européen ont aussi approuvé la mise en place du Comité européen du risque systémique.

Cette institution surveille la stabilité du système financier dans son ensemble, avertit les autorités nationales si nécessaire, et formule des

recommandations quand une menace importante pour la stabilité financière est identifiée. Le Président de la Banque centrale européenne est de droit le président de ce comité pour une première période de 5 ans.

En parallèle à la mise en place de ces autorités, de nouvelles règles prudentielles pour les entreprises d'assurance (Solvabilité 2) et pour les banques (l'accord de Bâle III transposé via la directive CRD IV) verront le jour.

La directive Solvabilité 2 renforce les obligations prudentielles pour les entreprises d'assurance et de réassurance. Elle a été approuvée par le Conseil Ecofin le 6 mai 2009.

Ces objectifs sont quadruples:

- renforcer la protection des assurés en prévenant le risque d'insolvabilité des assureurs;
- approfondir le marché unique européen en respectant le principe de « *level playing field* »;
- soutenir la croissance économique et les innovations financières, par une allocation optimale des ressources financières, en fonction des risques véritablement encourus;
- renforcer la compétitivité des assureurs et des réassureurs européens par rapport aux concurrents non communautaires.

La directive Solvabilité 2 s'articule autour de trois piliers.

Pilier 1: exigences en capital de manière quantitative, avec deux seuils pour les contrôleurs: le « *minimum capital requirement* » et le « *solvency capital requirement* ». Il a pour rôle de garantir que le seuil de fonds propres et des provisions corresponde aux engagements pris et garantisse la solvabilité à long terme de la compagnie d'assurance.

Pilier 2: cadre du contrôle, évaluation qualitative de la gestion du risque au sein de la compagnie d'assurance.

Le pilier 3 souligne l'importance de l'information et introduit des obligations de transparence.

La directive sera progressivement d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Concernant les établissements bancaires, la Commission européenne a publié sa proposition de texte le 20 juillet 2011. La négociation est actuellement encore en cours entre le Parlement européen et le Conseil Ecofin.

Les deux objectifs principaux de la nouvelle directive et réglementation se résument comme suit:

- création d'un « *single rule book* »: l'objectif est d'harmoniser les règles applicables aux

établissements de crédit dans l'optique du marché intérieur unique et d'éviter les arbitrages prudentiels. À cette fin, la Commission propose de supprimer un maximum de discrétions nationales présentes dans la directive bancaire actuelle, notamment en remplaçant une partie de la directive par un règlement européen.

- Introduction des normes Bâle III: cela inclut la nouvelle définition du capital réglementaire, la nouvelle calibration des exigences minimales (4,5 % de *common equity*, 6 % de *Tier One* et 9 % de *total capital*), l'introduction des « *buffers* » (*capital conservation* et « *countercyclical buffers* » de 2,5 % respectivement), l'introduction d'un ratio de liquidité (LCR) à titre indicatif jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et obligatoire par après, l'introduction d'un *leverage ratio* au titre du pilier 2, les mesures transitoires proposées par le Comité de Bâle. La sous-estimation du risque de liquidité, qui existait dans Bâle II, sera ainsi maintenant mieux tenu en compte.

Conformément à la recommandation 3 du rapport de Larosière, il faut que l'utilisation des notations soit progressivement fortement réduite dans les réglementations financières.

Une autre lacune a été comblée avec la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, dont font partie les « *hedge funds* » et les « *private equity* ». En vertu de cette directive, des acteurs du marché au fonctionnement jusqu'alors opaque, tels que les « *hedge funds* », devront fournir des données aidant les autorités de surveillance à détecter les risques systémiques potentiels chaque fois qu'il en surgit au sein du système financier et à réagir en conséquence, par exemple en limitant l'utilisation de l'effet de levier.

La présidence belge a obtenu un accord entre le Parlement européen et le Conseil Ecofin. Cet accord, obtenu à l'unanimité au Conseil Ecofin, a été voté par une large majorité des suffrages exprimés au Parlement européen. On peut toujours regretter de n'avoir pas pu atteindre une majorité encore plus large au Parlement, mais nous avons au moins progressé dans cette réglementation.

Jusqu'à présent, aucune surveillance ou régulation spécifique n'existait au niveau européen. Ce texte étend une réglementation et une surveillance efficaces et appropriées à tous les acteurs et toutes les activités financières qui comportent des risques significatifs.

Cette nouvelle législation met en place des règles nouvelles qui vont permettre notamment de

renforcer la protection des investisseurs:

- la transparence du secteur des *hedge funds* et du secteur du « *private equity* », notamment vis-à-vis des employés et de l'ensemble des investisseurs. Les sociétés de « *private equity* » devront par exemple notifier leur présence dans les entreprises rachetées et fournir des informations aux employés, notamment concernant leur stratégie future pour l'entreprise et les répercussions potentielles sur l'emploi.

- La conservation des titres (la fonction de dépositaires);

- la gestion des risques, la rémunération et l'effet de levier sont également encadrés.

Agences de notation.

Depuis la crise financière et sur base du rapport de Larosière, les autorités européennes ont adopté un règlement (CRA I), le 16 septembre 2009, un second règlement (CRA II), en décembre 2010 et une nouvelle proposition de la Commission a été faite en novembre 2011.

Le Parlement européen et le Conseil ont approuvé la proposition de règlement sur les agences de notation, le 16 septembre 2009.

Les agences de notation inscrites devront se soumettre à des règles strictes afin de garantir:

- que les notations ne sont pas influencées par des conflits d'intérêts,

- que les agences de notation restent vigilantes quant à la qualité de la méthode de notation et des notations elles-mêmes;

- et qu'elles agissent d'une manière transparente.

Le règlement prévoit aussi un système de surveillance efficace au titre duquel les autorités européennes compétentes surveilleront les agences.

Les nouvelles règles sont notamment les suivantes:

- elles ne sont pas autorisées à noter des instruments financiers si elles ne disposent pas d'informations de qualité en quantité suffisante sur lesquelles fonder leur notation;

- elles rendent publics les modèles, les méthodes et les principales hypothèses sur lesquelles elles fondent leurs notations;

- elles sont tenues de publier un rapport de transparence annuel;

- leur conseil d'administration doit compter au moins deux membres indépendants, dont la rémunération ne peut être subordonnée aux performances économiques de l'agence.

CRA I prévoit notamment que: "Les agences de

notation de crédit adoptent, mettent en œuvre et appliquent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les notations de crédit qu'elles émettent soient fondées sur une analyse approfondie de toutes les informations dont elles disposent et qui sont pertinentes pour leur analyse au regard de leurs méthodes de notation. Elles adoptent toutes les mesures nécessaires pour garantir que les informations qu'elles utilisent aux fins de l'attribution d'une notation de crédit soient de qualité suffisante et proviennent de sources fiables." (article 8.2)

"Les agences de notation de crédit utilisent des méthodes de notation rigoureuses, systématiques, sans discontinuités et pouvant être validées sur la base de données historiques, y compris des contrôles a posteriori." (article 8.3).

## CRA II

Suite à la demande du Conseil européen de confier, dans le cadre de la réforme de la structure de supervision de l'Union européenne, la surveillance des agences de notation à la nouvelle Autorité européenne des marchés financiers (ESMA), la Commission européenne a publié, le 2 juin 2010, une proposition de modification à cette fin.

A cette fin, la proposition:

- octroie à ESMA les pouvoirs nécessaires, dont des pouvoirs d'investigation;
- organise la coopération entre ESMA et les autorités compétentes nationales, et les éventuelles délégations de tâches aux autorités nationales et
- donne le pouvoir, à la Commission européenne, d'imposer des sanctions pécuniaires aux agences de notation.

Une nouvelle réglementation relative aux conglomérats a abouti et vise à renforcer la supervision des grands conglomérats financiers actifs en Europe. Cette réglementation donne plus de pouvoir aux superviseurs de chaque pays de l'Union pour mieux maîtriser les risques. La directive vise à se prémunir contre la perte de surveillance du niveau le plus élevé pour les groupes dirigés par les banques ou par les assurances en cas de reconnaissance d'un groupe comme conglomérat financier.

Un règlement sur la vente à découvert et les contrats d'échange sur risque de crédit (*credit default swaps* ou CDS) a été adopté par le Parlement européen et le Conseil Ecofin. Ce règlement renforcera la transparence en imposant le marquage des ordres à découvert sur les plate-

formes de négociation, ainsi que la notification ou la publication des positions courtes importantes sur actions ou sur dette souveraine (notamment lorsqu'elles sont prises au moyen de CDS). Le règlement prévoit également une interdiction possible des CDS à nu relatifs aux dettes souveraines.

Un règlement sur les marchés de produits dérivés de gré à gré (EMIR) a été proposé en septembre 2010 et est proche d'un accord au sein du Conseil. Ce règlement instaurera l'obligation nouvelle de passer par une contrepartie centrale pour la compensation des contrats normalisés sur dérivés de gré à gré.

D'autres réglementations, relatives à l'audit, au crédit hypothécaire, aux systèmes de garantie de dépôts, aux produits d'investissement de détail, aux abus de marché, à Mifid II et MIFIR, ... sont actuellement en cours de négociation entre le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil Ecofin et aboutiront normalement dans les prochains mois.

En ce qui concerne les rémunérations, la principale initiative réglementaire qui a été prise en Belgique est l'arrêté royal du 22 février 2011 portant approbation du règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 8 février 2011 concernant la politique de rémunération des établissements financiers (faisant suite à la directive CRD III). Ces dispositions sont entrées en vigueur.

L'article 7 du règlement prévoit notamment que: "Art. 7. Lorsqu'ils définissent et mettent en œuvre leur politique de rémunération, les établissements respectent les principes suivants:

- a) La politique de rémunération permet et promeut une gestion du risque saine et effective et n'encourage pas une prise de risque excédant le niveau de risque toléré de l'établissement;
- b) la politique de rémunération est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts à long terme de l'établissement et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts;

(...)

- h) l'évaluation des performances s'inscrit dans un cadre pluriannuel afin de garantir que le processus d'évaluation porte bien sur les performances à long terme et que le paiement effectif des composantes de la rémunération qui dépendent des performances s'échelonne sur une période tenant compte de la durée du cycle économique sous-jacent de l'établissement et de ses risques économiques;



(...)

k) dans le cas d'établissements qui bénéficient de l'intervention exceptionnelle des pouvoirs publics:

- la rémunération variable est strictement limitée à un pourcentage du total des résultats nets d'exploitation lorsque cette rémunération n'est pas compatible avec le maintien de fonds propres solides et une sortie en temps voulu du programme d'aide gouvernementale;
- l'autorité de contrôle compétente exige des établissements qu'ils restructurent les rémunérations d'une manière qui soit conforme à une gestion saine des risques et à une croissance à long terme, y compris, s'il y a lieu, en fixant des limites à la rémunération des personnes chargées de la direction effective de l'établissement, le cas échéant le comité de direction;
- aucune rémunération variable n'est versée aux personnes chargées de la direction effective de l'établissement, le cas échéant le comité de direction, sauf si cela est justifié;

(...)

p) le paiement d'une part appréciable et, dans tous les cas, au moins 40 %, de la composante variable de la rémunération est reporté pendant une durée qui n'est pas inférieure à trois à cinq ans et cette part tient compte correctement de la nature de l'entreprise, de ses risques et des activités du membre du personnel en question. Si la composante variable de la rémunération représente un montant particulièrement élevé, le paiement d'au moins 60 % de ce montant est reporté. La durée du report est établie en fonction du cycle économique, de la nature des activités, des risques associés à celles-ci et des activités du membre du personnel en question."

En tant que ministre des Finances, j'ai également mis à contribution le secteur financier afin de récupérer les coûts des interventions des pouvoirs publics dans le secteur financier auprès des responsables de la crise que sont les institutions financières. Dans ce cadre, la Belgique a instauré une taxe bancaire qui a rapporté 600 millions d'euros en 2010. À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, les modalités de la taxe ont été revues par le législateur, sans évidemment une diminution du montant de la taxe, conformément à l'accord du gouvernement, pour mieux tenir compte du risque lié à chaque établissement financier.

Durant la présidence belge de l'Union européenne au second semestre 2010 et à l'instar de celle de 2001, j'ai plaidé à plusieurs reprises en faveur de la taxe sur les transactions financières. J'ai soutenu cette idée au G20 Finances à Séoul, au sein du conseil d'administration du Fonds

monétaire international et au sein de l'Ecofin.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Mevrouw de voorzitter, normaal heet dat "filibusteren". Wij zijn bezig met een onderzoek naar Dexia, niet met het voorlezen van het regeringsprogramma voor de toekomst.

**Minister Didier Reynders:** Het is geen regeringsprogramma. Ik weet dat een antwoord op financieel vlak zeer technisch is. Ik betreur dat voor u, maar u moet toch proberen te volgen.

**La présidente:** Mijnheer Dedecker, chaque intervenant que nous avons reçu a pu s'exprimer librement dans un exposé introductif. Vous ferez vos remarques après si vous estimez devoir les faire. Chacun est libre de s'exprimer et s'engage sur ce qu'il dit mais laissons à notre intervenant le soin de terminer son exposé.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Mevrouw de voorzitter, ik ga akkoord. Wat u zegt, is correct, maar u hebt verschillende sprekers onderbroken omdat ze te ver afwijken van het onderwerp, het onderzoek over Dexia. U bent voorzitter, u bent van dezelfde partij. Het is ook uw volste recht om de zaken te beïnvloeden.

**La présidente:** Cela n'a rien à voir, monsieur Dedecker. Mijnheer Dedecker, cela n'a strictement rien à voir. Je n'ai jamais interrompu aucun intervenant, il n'y a pas de raison que je le fasse. En plus de cela, j'apprends en écoutant ce que vient de dire M. le vice-premier ministre, qu'il a terminé dans deux minutes. Je pense que vous aurez donc encore un peu de patience pendant deux minutes.

**Didier Reynders, ministre:** Si M. Dedecker n'était pas intervenu de manière un peu impromptue, comme à son habitude, j'aurais déjà terminé mon propos. Tout ça n'est pas grave.

Ik begrijp het. Het is zeer technisch, het is moeilijk om te volgen, maar u moet het toch proberen, zelfs in financiële zaken.

We zijn niet op het strand, mijnheer Dedecker. We zijn bezig met een zeer ingewikkeld financieel dossier.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Zo ingewikkeld dat de boel twee keer failliet is gegaan.

**Minister Didier Reynders:** Het is gemakkelijk om zo'n positie in te nemen op een tatami, maar in een financieel dossier is dat moeilijker, mijnheer

Dedecker.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): U had de verantwoordelijkheid als minister, maar Dexia is wel twee keer failliet gegaan onder uw bewind.

Minister **Didier Reynders**: Ik had de verantwoordelijkheid voor de belastingplichtigen. Het heeft de belastingplichtigen tot nu toe nog geen euro gekost. Dat is het belangrijkste punt.

La **présidente**: Monsieur le vice-premier ministre, si vous voulez bien continuer votre exposé. Ensuite, je passerai la parole à chacun d'entre vous pour vos interpellations, questions et commentaires.

**Didier Reynders**, ministre: Dans le cadre de la présidence belge, le groupe de travail Šemeta a été lancé, ce qui a permis d'aboutir à la proposition de la Commission européenne sur le sujet en matière de taxe sur les transactions financières. J'espère que cette taxe sera adoptée dans les prochains mois au sein de l'Union européenne et, si ce n'est pas possible, au sein de la zone euro. Si cette taxe est adoptée, elle fera baisser la contribution des États membres de l'Union européenne donc également celle de la Belgique. Le budget belge s'en trouvera allégé.

Conçus et pilotés par l'autorité bancaire européenne, les tests de résistance ont montré que Dexia SA a un ratio de capital sain. Ces tests portent uniquement sur la solvabilité des établissements bancaires et non sur leur liquidité. Dexia SA a connu une crise de liquidité, les tests de résistance ne pouvaient donc détecter ce risque, qu'ils ne devaient pas mesurer.

Dexia SA n'a plus pu se financer sur le marché interbancaire en raison d'un manque de confiance. Le débat sur la révision de ces tests de résistance est actuellement en cours. Toute modification en ce qui concerne notamment les critères de liquidité devra faire l'objet d'une négociation au niveau européen.

La question se pose également de savoir si les tests de résistance doivent tenir compte d'un scénario selon lequel un État membre de l'Union européenne ne pourra plus rembourser sa dette publique. Cela pourrait donner l'impression aux investisseurs que ce scénario est réaliste. Le risque est grand que cela abaisse encore plus la solvabilité de nombreux États membres.

Dans le cadre de l'accord de gouvernement, il est prévu que le gouvernement demande à la Banque

nationale de Belgique une mission d'étude quant à l'opportunité et à la faisabilité pratique et financière de l'introduction d'une distinction entre les banques de dépôts et les banques d'affaires. Je dis bien que le gouvernement demande une mission d'étude quant à l'opportunité et à la faisabilité pratique.

En Belgique, sur base du rapport Lamfalussy, la structure de contrôle a été modifiée. Nous avons opté en faveur du modèle *Twin Peaks* dans la loi du 2 juillet 2010 comprenant deux organismes de contrôle. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, l'ensemble du contrôle macro et microprudentiel a été confié à la Banque nationale de Belgique. La *Financial Services and Market Authority* (FSMA) est, quant à elle, chargée du contrôle des marchés financiers, de la relation entre les participants aux marchés et de veiller à ce que les investisseurs et consommateurs soient traités de manière honnête, égale et professionnelle.

Voilà ce que je souhaitais vous dire à propos de la création de Dexia, de la situation qui a mené à une intervention en 2008 et de l'intervention de 2011, mais aussi concernant toutes les initiatives qui ont été prises en Belgique ou, d'ailleurs souvent sur l'initiative de la Belgique, au niveau européen en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers.

Quoi que peuvent en penser l'un ou l'autre membre de votre commission, je crois qu'il est important de se poser la question de savoir non seulement pour quelle raison on est intervenu dans un dossier, quelle a été l'efficacité de cette intervention, mais peut-être aussi quelles ont été les initiatives prises en matière légale et réglementaire à l'échelon national ou international, pour tenter d'éviter que ce genre de situation ne se reproduise.

Si vous le souhaitez, je remettrai ce texte au secrétariat, mais également une annexe comportant le détail des mesures ou des décisions, que je ne vais pas lire pour ne pas importuner M. Dedecker, concernant le Holding Communal, puisque, si j'ai bien compris, cette partie-là l'intéresse beaucoup moins.

La **présidente**: Nous allons recevoir copie de ces documents qui vont être immédiatement remis à l'ensemble des membres de cette commission.

**Joseph George** (cdH): Je ne vais pas poser de questions sur la situation avant 2008. C'est éclairant, cela met les choses en perspective. Je vous rejoins quand vous dites qu'il ne faut pas

essayer de réécrire l'histoire. Ce serait faire preuve d'anachronisme. Il est facile de dire après coup: "il n'y avait qu'à...", "on aurait dû...", sans savoir quelle était la réalité à laquelle nous étions confrontés ni le coût des autres hypothèses.

J'entends également ce que vous avez dit pour après 2011. Notre commission étant chargée d'établir des recommandations, il est évidemment intéressant que vous ayez dit ce qui avait été fait. Il ne s'agit pas de dire, dans nos recommandations, ce qui a déjà été fait depuis 2011. Ce qui m'intéresse, c'est la période 2008-2011.

Je souhaiterais vous poser cinq questions. Je ne serai pas long.

La première question, vous l'avez évoquée. Vous avez dit que le sentiment qui était le vôtre était que la sensibilité des actionnaires était différente par rapport au management de Dexia. Je souhaiterais savoir ce qui vous fait dire cela. Je ne vous cacherai pas que d'autres l'ont laissé entendre. En avez-vous eu connaissance, et à quel moment? D'une façon ou d'une autre, cela a-t-il justifié de votre part l'un ou l'autre comportement ou l'une ou l'autre décision? A-t-on laissé faire, si c'était le cas? C'est un élément important de la mission qui nous est dévolue.

La deuxième chose, c'est qu'à partir du moment où on a recapitalisé Dexia – c'était une aide d'État, et vous l'avez bien spécifié –, Dexia était soumise, bien évidemment, à l'autorisation de la Commission européenne. Qui a négocié? Qui était partie prenante? C'est un élément important. L'État belge – à mon avis, c'était le cas – était-il présent à ces négociations? Quelle était sa place? De quels éléments disposait-il? Était-il simplement là pour écouter Dexia et la Commission? Ou avait-il un rôle plus actif? Quel est, finalement, le rôle de l'État dans toute cette phase des relations avec la Commission? La Commission devait valider le plan. Dans ce cadre-là, elle suivait ce qui devait être fait au sein de Dexia.

La troisième question sur laquelle je souhaiterais vous entendre concerne la chute de Dexia. Vous serez certainement d'accord de dire que c'est quand même un peu singulier, parce que c'est la seule banque, finalement, dans la crise actuelle qui ait connu cette situation. Je ne dis pas que d'autres n'ont pas connu de difficultés, mais en arriver à la situation qu'on a connue, c'est la seule. Vous dites que c'est à la mi-septembre que vous avez appris les difficultés de Dexia, si j'ai bien entendu ce que vous avez expliqué tout à l'heure.

N'y avait-il pas de signes avant-coureurs? L'État avait des commissaires dans Dexia. Vous aviez des personnes susceptibles de vous informer: soit la Banque nationale, soit la FSMA.

Quatrième question. On dit souvent qu'un homme averti en vaut deux. On a connu la crise de 2008. Elle avait tout un côté de surprise puisqu'elle venait des États-Unis, à travers la faillite de Lehman Brothers et la perte de confiance dans le système économique. La commission précédente a réfléchi à la mise en place d'un nouveau système de contrôle. Dans le rapport de cette commission, on laissait la place à plusieurs hypothèses de travail, la commission n'a pas tranché. Le Parlement a décidé d'un modèle *twin peaks*. C'est quand même surprenant, pour quelqu'un qui a connu la situation de 2008, de voir qu'à peine trois ans après, il faut recommencer, il y a à nouveau un problème qui se pose. Pour ce problème, quel a été pour vous le rôle de nos contrôleurs, puisqu'on est passé de l'un à l'autre, avec un système intermédiaire qui était la CREFS mais qui ne s'est pas mis en place? Est-ce acceptable? Au moment où on met en place un système de contrôle renforcé par rapport à celui qui, en 2008, avait un peu pêché par légèreté, où en est-on cette fois-ci?

La cinquième question est peut-être un peu plus large. Vous parlez de la volonté de renforcer les marchés financiers. Derrière toute cette crise, il y a une conception erronée. Je rappelle qu'il y a plus de cinq ans, avant la crise de 2008, l'Ecofin s'était penché sur le problème de la régulation monétaire mais n'avait rien mis en place. On se doutait bien qu'il fallait faire quelque chose. On croyait que les marchés s'autorégulaient. Ce secteur méritait plus qu'un autre d'être régulé, vu son ampleur et son poids. Il n'y a pas d'activité humaine dans laquelle il n'y a pas de règle, d'arbitre, de juge ou de personne qui contrôle les opérations. Ici, on a l'impression qu'on a laissé aller les choses. Je vous l'avais dit en 2009 lors du débat au Parlement: le pire des dangers, c'est l'oubli. Je crois que vous étiez d'accord sur cette réflexion. Après un an, certains sont toujours tentés de reprendre les mêmes travers. Je ne le dis pas pour vous mais pour certains opérateurs, il faut remettre des règles très strictes ou alors les mettre hors d'état de nuire. Je pense aux fonds spéculatifs au départ des paradis fiscaux, etc. Il faut les mettre hors d'état de nuire. Nous sommes dans une situation où on a spéculé contre des banques, on a spéculé contre des États et on a donc spéculé contre nous tous.

Voilà les cinq questions sur lesquelles je

souhaitais vous entendre.

La **présidente**: Nous allons procéder question par question ou groupe par groupe.

**Didier Reynders**, ministre: Il y a des questions qui se recoupent mais c'est comme vous voulez.

La **présidente**: Je leur demande d'être attentifs. Nous le serons ensemble.

**Didier Reynders**, ministre: Si vous le souhaitez, il y a des points sur lesquels je vous fournirai le détail des actions ou interventions entreprises, de manière tout aussi concise que les questions posées.

Actionnariat et management: oui, bien entendu, l'État est intervenu – et j'ai rappelé la composition du capital et notre intervention – de manière relativement marginale, tout comme les Régions, devenant actionnaire très minoritaire, avec un pacte d'actionnaires existant entre d'autres actionnaires.

Faisons bref! D'un côté, la mouvance communale en Belgique – je parle des actionnaires belges –, de l'autre, la mouvance financière autour du Groupe ARCO. Vu que j'ai eu l'occasion de rencontrer ces derniers souvent pour parler de leur situation, je sais qu'ils font partie de la mouvance du Mouvement ouvrier chrétien et d'un certain nombre d'associations ou mutuellistes ou syndicales qui peuvent tourner autour et qui ont financé tout cela, et qui n'avaient évidemment pas nécessairement – et je peux les comprendre – la même préoccupation. Je l'ai expliqué: simplement parce que leur préoccupation était de ne pas voir des pertes dans le Groupe ayant un effet trop important sur la valeur du groupe, dès lors parfois aussi sur la valeur de leurs propres actifs. Ici, je pense – et vous le verrez dans la note que je joindrai pour le Holding Communal – notamment aux craintes de pertes en matière de collatéral et de fonds propres.

Il y a eu là une contradiction au sein du groupe, parfois entre les actionnaires et le management, mais je dirais même entre l'actionnaire qui était minoritaire à l'époque et l'ensemble du conseil.

Nous avons essayé – j'ai donné les chiffres – d'appliquer malgré tout l'ensemble des orientations acceptées par la Commission européenne; j'y viendrai. Vous avez vu et j'ai cité – vous les reverrez dans le texte – les réductions qui ont été opérées drastiquement dans un certain nombre de domaines. Peut-être aurait-on pu – je

vais le redire – aller plus vite, mais, en général, elles correspondent, en 2011, à la trajectoire proposée par la Commission qui, je le rappelle, allait jusque 2014. Elle avait donc une vision sur l'ensemble de la période.

Qui a négocié? Ce sont effectivement les États. J'ai eu l'occasion d'avoir des réunions avec la Commission. Mon cabinet a travaillé sur ce dossier.

Je rappelle simplement que, quand on dit "négocier avec la Commission", on se laisse peut-être un peu vite influencer par des pays voisins. Parce qu'on ne négocie pas vraiment une aide d'État; on réalise une opération et, je l'ai rappelé à plusieurs reprises, la Commission décide. On peut peut-être utiliser de très nombreux moyens pour expliquer à la Commission son point de vue; peut-être que d'autres ont d'autres pratiques encore à l'égard de la Commission, mais, à un moment, la Commission décide.

Je retiens simplement que ce que nous avons proposé, en tout cas dans l'opération de 2008, puisque celle de 2011 n'est pas bouclée de ce point de vue (c'est toujours une autorisation provisoire), a été accepté et renouvelé dans son acceptation, régulièrement, par la Commission.

Je n'aime pas beaucoup le mot "négocier", qui donne un mauvais sentiment vis-à-vis de la Commission, mais l'explication du dossier avec le *case team* de la Commission, plus avec la Commission, a été fait par mes collaborateurs, les conseillers de l'État, comme par moi-même. Je sais qu'on m'a demandé souvent: avez-vous rencontré de temps en temps la Commission? Je rappelle qu'étant membre de l'Eurogroupe et de l'Ecofin, j'avais l'occasion de les rencontrer très régulièrement, sans parler d'autres occasions encore.

Vous dites: la seule banque qui est retombée. D'abord, si on regarde l'ensemble du secteur financier, ce n'est pas tout à fait exact, mais je ne vais pas commencer à comparer. On pourrait se dire que c'est un dossier qui marque particulièrement en Belgique, mais je crois qu'il y a eu quelques difficultés dans d'autres institutions financières à travers le monde comme à travers l'Europe, qui ont d'ailleurs parfois eu un impact.

Je vous dirais deux choses sur ce volet. Je crois d'ailleurs que j'ai eu l'occasion d'en parler au parlement à l'occasion de "révélations de presse" selon lesquelles, si je me souviens bien, un contrôleur prudentiel français aurait attiré

l'attention sur les difficultés du groupe. Et nous n'aurions pas été suffisamment attentifs.

Quand vous avez donné 150 milliards de garanties et que vous savez que ces garanties diminuent mais sont toujours là - encore à la fin de l'année dernière, j'ai cité le chiffre un peu en dessous de 30 milliards d'euros -, vous êtes conscient que le groupe a des difficultés. Le groupe nous a demandé, je vous l'ai dit, fin juin 2010, de pouvoir sortir des garanties. Nous étions dans un groupe en ayant recapitalisé, en ayant donné des garanties très importantes. On savait évidemment qu'il y avait des difficultés dans ce groupe. Cela n'a pas été une surprise de voir l'évolution de la situation.

J'ajouterai que c'était d'autant moins une surprise que certains des actionnaires, eux, étaient de plus en plus pressants en raison de leurs propres difficultés. Je reviens aux communes, d'un côté, à travers le Crédit Communal et le groupe ARCO, de l'autre. Vous avez raison de le dire et je dis parfois que même un âne ne butte pas deux fois sur la même pierre: un homme averti en vaut deux! J'ai cité tout à l'heure le rapport d'une commission que vous avez bien connue, je pense. Je l'ai relu. Je n'ai pas trouvé de trace indiquant une possible crise de dettes souveraines. Je comprends aujourd'hui que tout le monde semble convaincu qu'on aurait dû ...

Je veux saluer les travaux de votre commission pendant une assez longue période avec pas mal de membres des assemblées. À l'époque - et ce n'est pas très ancien -, manifestement une crise des dettes souveraines n'avait pas l'air d'inquiéter qui que ce soit. Mais c'est vrai, y compris comme membre de l'Eurogroup et de l'Ecofin, j'ai été assez surpris de voir l'ampleur qu'a pris progressivement ce problème des dettes souveraines dans la zone euro.

Pourquoi? Je peux vous donner une comparaison très simple. La Grèce représente 2 %, un peu plus peut-être, du PIB de la zone, 3 % du total de l'endettement. C'est un problème mondial. On va encore en parler dans les prochains jours, on tente d'adapter les règles en fonction de cela.

La Californie pourrait probablement être un membre du G7 ou du G8. Si vous lisez régulièrement la presse financière, la Californie est quasiment en faillite. Cela n'a pas de répercussion sur les marchés. Pourquoi? Parce qu'aux États-Unis, il y a un Trésor américain qui émet des bons du Trésor et que la solidité y est jugée à ce niveau.

Chez nous, nous avons une banque centrale, une monnaie mais, encore aujourd'hui, 17 budgets dans les 17 pays de la zone euro. Au lieu, comme dans les années '90, d'attaquer les monnaies, on voit bien que la taxe s'est portée sur les taux d'intérêt des dettes souveraines, comme on dit. C'est-à-dire que les États doivent supporter seuls. Et la Grèce est évidemment incapable de supporter la dette aux taux d'intérêt que lui réclameraient les marchés. Ce qui me frappe, c'est que toute cette évolution n'était manifestement pas prévue.

Je sais bien que peut-être certains réécrivent l'histoire mais je trouve que c'est intéressant dans un parlement de voir à des moments différents l'analyse qui a été faite d'une situation. Le rapport de votre commission est encore, je crois, assez récent. Pourtant on n'y trouve pas trace d'une évocation de ce qui s'est produit. Et donc, je crois que j'étais effectivement averti, vous avez raison, du fait que Dexia était en difficulté. Nous avions des garanties, nous étions actionnaires. Nous savions que des problèmes de liquidité pouvaient se poser mais, bien évidemment, la crise de la dette souveraine est venue frapper de plein fouet une série d'institutions et en particulier une institution exposée en la matière, même si les risques, je crois que cela a dû être expliqué par le management, ont été réduits les dernières années. Mais réduire les risques, cela ne veut pas dire qu'il n'y en a plus!

Il est vrai que, dans ce domaine, la crise de la dette souveraine est survenue de manière brutale.

Pour ce qui concerne *Twin Peaks*, je vais vous répéter ce que j'ai dit à l'époque de l'adoption des textes. Si un des deux modèles en discussion en Europe avait été meilleur que l'autre, il aurait certainement permis à ceux qui se trouvaient dans l'un de ces deux modèles de voir venir la crise.

Je ne reviendrai pas sur un pays situé un peu au nord du nôtre mais, si je me souviens bien, mon collègue de l'époque a déclaré qu'il avait repris les *gezonde delen van de bank*. Cela a quand même coûté 25 points de PIB en taux d'endettement. En outre, cela provoque – je le signale en passant – des commissions d'enquête qui ont estimé que les Pays-Bas ont acheté beaucoup trop cher. J'aimerais que l'on échange, un jour, les commissions afin que l'on se rende compte qu'en France, on considère que nous avons payé trop peu, qu'aux Pays-Bas on estime qu'ils ont payé trop cher. Je suppose qu'ici, l'avis de certains est différent. Vous savez très bien que, dans un

parlement, les avis sont différents.

Je constate simplement qu'aucun des deux modèles de contrôle n'a permis de voir venir clairement la crise.

À l'époque, je souhaitais que l'on aille vers le modèle *Twin Peaks* simplement pour s'aligner dans un modèle européen. En effet, ayant l'intention de mettre un modèle en place à l'échelon européen, il vaut mieux avoir, sinon un copier-coller, une démarche un peu similaire et intégrer les contrôles.

Je vais être très clair avec vous. On peut demander aux contrôleurs. Je crois d'ailleurs savoir qu'il y a un débat avec la présidente. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours dit que je ne voyais pas d'inconvénient à ce que vos experts et la commission aient accès, d'une manière ou d'une autre, à tous les documents. Mais je n'ai pas vu d'analyse plus "forte" émanant de nos contrôleurs prudentiels sur la montée du risque des dettes souveraines. Il s'agit-là d'un des problèmes majeurs.

Sachez d'ailleurs – il s'agit-là d'une analyse politique récente – que c'est surtout le Sommet de Deauville qui a commencé à réaccélérer les choses. Dès que l'on parle pudiquement du PSI (*Private Sector Involvement*) – traduction: les prêteurs vont devoir supporter une partie de la charge –, les prêteurs demandent des taux d'intérêt plus élevés et entament une négociation un peu différente.

Enfin, si j'ai énervé l'un ou l'autre membre en expliquant ce que nous avons fait entre 2008 et 2011, c'était pour répondre à votre dernière question.

Il y a eu des débats au niveau de l'Ecofin, de l'Eurogroup. Mais que voulez-vous? Je prends trois exemples très simples. Je pense que, dans notre pays, nous sommes fortement en faveur de ressources propres pour l'Union européenne. Lors de la première présidence de l'Union européenne à laquelle j'ai eu l'occasion de participer, en 2001, j'avais plaidé à l'Ecofin pour un système de taxation européen pour financer une partie du budget européen.

J'ai fait l'unanimité en Belgique. Aucun des autres membres, nous étions quinze à l'époque, à l'échelon de l'Union, n'a soutenu la démarche. Plus récemment, on a vu beaucoup se développer l'idée de la taxation des transactions financières. J'ai défendu ce dossier à chacun des échelons.

J'ai même dû, je ne vais pas rappeler les groupes concernés, plaider devant des groupes parlementaires au Parlement européen, que je croyais être favorables à la mesure. J'ai tenté de les convaincre car ils étaient divisés. Mais là aussi, pour l'instant, il n'y a pas dans la zone euro l'unanimité. Quand vous dites: "Nous avons bien vu le problème", mais la solution n'est pas venue, car simplement, pour qu'elle vienne, il faut arriver à l'unanimité dans certains cas, une majorité qualifiée dans d'autres, parfois un vote du Parlement européen.

Et j'en arrive au dernier élément que j'ai voté ici. Je comprends le principe du verre à moitié plein et à moitié vide, mais j'ai essayé de convaincre au Parlement européen pendant la présidence belge. Il y a des groupes qui, jusqu'au bout, ont dit sur les trois autorités de contrôle, "cela n'est pas suffisant donc nous ne voterons pas", ou sur les *hedge funds* dont vous avez beaucoup parlé, je crois aussi, "on ne votera pas". Si on adopte cette attitude de dire que le verre n'est pas suffisamment rempli, il n'y a aucune réglementation, et on attend des années. Ce que nous avons fait pendant la présidence belge - j'en remercie tous ceux qui y ont participé car nous avons eu l'unanimité à Ecofin, et une très large unanimité au Parlement -, c'est faire progresser.

Si je dis tout cela, et si, précédemment, j'ai exposé ce qui a été réalisé entre 2008 et 2011, et désolé de devoir le rappeler, à l'initiative de la Belgique dans le cadre de la présidence de l'Union, c'est parce que cela montre bien la difficulté, même quand un problème, comme vous l'avez dit, est isolé, identifié, d'y apporter une réponse. Regardez ce qui se passe aujourd'hui sur le nouveau traité européen. Tout le monde voit bien qu'il y a un problème de dettes souveraines, tout le monde voit bien qu'il y a une difficulté très claire en Grèce. De là à prendre des décisions pour apporter la solution, il faut convaincre, et il faut convaincre souvent l'unanimité des membres de la zone euro et, parfois même, au-delà.

S'il y a des éléments sur lesquels vous souhaitez parfois une référence à des moments d'intervention ou à des décisions qui auraient été prises, je vous les communiquerai volontiers.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Je vous remercie, madame la présidente et monsieur le ministre. Ce n'était pas la première, ni la dernière fois, mais peut être qu'on s'accordera. Je ne partage pas votre relecture de la réalité de ce dossier et je ne peux qu'être choqué quand vous dites que finalement, cela n'a rien coûté à l'État

belge, voire cela a rapporté de l'argent. Cette crise financière a un effet déplorable sur la maîtrise que nous avons sur certains outils économiques importants que sont les banques, mais nous n'allons pas refaire le débat Fortis, nous sommes dans le débat Dexia.

Il est clair que ces garanties qui ont dû être apportées aux banques ont contribué à la dégradation de la situation financière de la Belgique, à sa difficulté de trouver de l'argent au meilleur prix sur les marchés pour financer sa dette. Vous ne pouvez pas le nier. Et je ne parle pas du nombre d'emplois qui ont été perdus dans les établissements concernés. Il se fait que vous étiez ministre des Finances depuis 1999. Le programme politique que vous mettez en application, je ne le partage pas. Je pense qu'on a laissé la bride un peu trop lâche aux marchés et qu'on s'est empêché d'intervenir quand c'était nécessaire. C'est mon opinion au sens large.

Je voudrais revenir sur des questions précises sur les trois périodes. Beaucoup de choses que vous avez dites sont connues. L'énervement que je partageais en partie avec mon collègue Dedecker tenait au fait que tout cela est connu. Vous l'avez dit en commission des Finances, vous avez le mérite de la cohérence.

Sur la période de 1999 à 2008, vous étiez ministre des Finances, cette période est relativement bien connue grâce aux travaux de la précédente commission sur la crise bancaire et financière. Je vous ai vu, dans un ancien reportage, vous féliciter à l'époque de la politique d'acquisition de Dexia et le fait que le groupe grandissait toujours. D'autres que vous partageaient sans doute ce point de vue. On sait que c'est la source de tous les problèmes, y compris pour Fortis. Puisque vous étiez aussi responsable, en tant que ministre des Finances, des superviseurs, quel est le regard que vous jetez sur la qualité du travail réalisé de 1999 à 2008, et un peu après, en termes de contrôle prudentiel et de supervision?

La Belgique n'est pas une île, nous ne sommes pas la seule région du monde qui a été impactée par la crise bancaire et financière, mais il faut poser un relatif constat d'échec sur le fait qu'on n'a pas pu empêcher Fortis et Dexia, mais je pourrais citer d'autres établissements. N'a-t-on pas manqué de capacité d'intervention? Quel était votre rôle de ministre des Finances? On a déjà discuté des réformes qui ont été introduites mais, à ce moment-là, vous étiez néanmoins responsable. En termes de testament comme ministre des Finances, quelle est votre vision de

cette question?

C'est clairement la période 2008-2011 qui nous intéresse le plus; c'est là que la majeure partie de mes questions vont se concentrer.

Tout démarre, effectivement, de cet accord que vous signez avec la France au moment des difficultés de Dexia. Cela nous a été répété à plusieurs reprises par plusieurs acteurs: l'accord politique, c'était une intégration renforcée du groupe. Ce qui ne nous aide pas aujourd'hui, à l'heure du démantèlement. Mais personne ne se sentait autorisé à remettre en cause cet accord politique initial, que j'aurais tendance à qualifier de faute initiale.

Pouvez-vous nous réexpliquer la nature des discussions de l'époque? L'État belge que vous représentiez à ce moment-là, avec le premier ministre, avait-il d'autres intentions? Pourquoi n'ont-elles pas abouti?

Pourquoi, par exemple, n'a-t-on pas dit que le groupe reste intégré, mais qu'on avait envie d'arriver, à un terme plus ou moins proche, à un démantèlement? En effet, sa nature-même était son problème.

Pourquoi a-t-il été question à l'époque d'un engagement clair de l'État français d'adosser DCL à des banques françaises, ce qui est un peu l'Arlésienne et ce qui était en débat à plusieurs reprises dans l'histoire de Dexia après 2008, c'est-à-dire d'adosser DCL à la Caisse des Dépôts et Consignations et à la Banque Postale?

Avez-vous eu un engagement selon lequel on chercherait une solution de ce type pour que la France gère ce qui relève du financement de ses collectivités locales et des difficultés aussi posées par des investissements aventureux du côté français?

Un élément neuf que M. Mariani mettait sur la table lors de sa dernière audition: pourquoi avoir choisi la méthode de la recapitalisation à 9 euros plutôt qu'une prise de pouvoir par les deux États sous forme d'une double nationalisation? Une des hypothèses de M. Mariani et de M. Dehaene – vous l'aurez lu – est de dire que la recapitalisation était nécessaire pour encaisser les pertes liées à FSA, mais qu'elle a créé un mouvement d'inquiétude sur les marchés, qui a rendu les choses plus difficiles. Cette hypothèse, à l'époque, a-t-elle été abordée?

Voilà une série de questions par rapport à

l'intention initiale.

Deuxième série de questions: c'est par rapport à l'intention réelle de l'État belge dans le dossier.

En quelque sorte, quel est le mandat donné aux différents intervenants, au nom de l'État belge, dans le dossier?

Il y a une incompréhension de longue date entre nous sur le sujet. Je ne vous mets pas plus en cause que moi; on ne se comprend pas.

**Didier Reynders**, ministre: (...)

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Oui, mais je suis ici un représentant des citoyens.

Je constate que l'État a mis beaucoup d'argent sur la table et que son intention n'est pas claire. Et plusieurs le disent. Quand on demande à M. Dehaene: "On vous a appelé une nuit pour devenir président de Dexia; vous a-t-on expliqué exactement ce qu'on attendait de vous?" Quand on interroge le représentant de la SFPI, que vous avez nommé grâce à la participation de 5 % qui a été prise par l'État belge: "On ne vous a pas demandé de coordonner les actionnaires belges?", même s'il y avait des intérêts différents entre un groupe comme ARCO et le Holding Communal. Cela n'apparaît pas clairement.

À la limite, même au niveau du comité de pilotage, dont vous avez rappelé la mise en place. Vous n'avez pas parlé de sa suppression. Mise en place en octobre 2008. On nous dit: "On a reçu un mandat clair du *kern* en janvier 2009". Trois mois plus tard. Et, en mai 2009, si je ne me trompe pas dans les dates, on supprimait le comité de pilotage, parce que la BNB devenait l'organe de contrôle prudentiel.

Par quoi le comité de pilotage a-t-il été remplacé? Plus fondamentalement, par rapport à des questions qui concernent l'intérêt financier de tous les Belges et de l'État belge, par rapport à l'intégration de certains risques français dans DBB, par rapport au transfert de liquidités de DBB vers DCL qui s'est accéléré, par rapport au fait qu'à terme, ce serait bien d'arriver à une situation où chacun reprenne ses billes et assume ses risques, un mandat clair a-t-il été donné? Vous pouvez me répondre une nouvelle fois: "C'est le droit des sociétés; chaque administrateur est autonome". Mais je trouve que la réponse est un peu courte par rapport aux conséquences budgétaires sur la Belgique.

Troisième question. Au début de cette période, il y a effectivement une montée en capital des différents acteurs. Une des questions qui se posent dans cette commission est le mode de financement de cette recapitalisation pour ceux qui n'avaient pas les moyens de s'endetter ailleurs qu'auprès de DBB.

Alors, effectivement, on nous a dit: "Ce n'est pas formellement illégal mais c'est tout sauf conseillé". Personne n'a, à l'époque, estimé que ça n'allait pas et, pourtant, c'est un des éléments qui, aujourd'hui, met encore plus en difficulté le groupe. Vous, en tant que ministre des Finances à ce moment-là, avez-vous trouvé la solution à la fois élégante et efficace?

Quatrième élément sur lequel je voudrais revenir sur cette période, c'est la fameuse garantie d'État à ARCO. J'ai retrouvé trois communiqués du gouvernement annonçant que, effectivement, il y aurait une garantie pour les coopérateurs d'ARCO qui... Sans doute la mise en application d'un accord politique sur lequel je ne me prononcerai pas. Je m'étonne très fort du timing dans lequel les trois arrêtés royaux nécessaires à la mise en œuvre de cet accord politique ont été pris. Le premier, le 3 mars 2011: un arrêté royal mettant en œuvre l'évolution des structures du contrôle financier, un arrêté par lequel on modifie la loi sur la Banque nationale et introduit la possibilité de mettre en place un règlement protégeant les coopérateurs. Le deuxième, le 10 octobre 2011 – là, on est dans une période déjà assez suspecte –, c'est l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 2008, etc. C'est l'arrêté qui élargit effectivement le système de garanties aux coopératives et détermine les règles à appliquer pour activer ces garanties. Et puis, seulement le 7 novembre 2011, l'arrêté royal qui vise le cas d'ARCO en tant que tel.

Aujourd'hui, des questions légitimes, y compris de membres de votre groupe, se posent quant à la légalité de ce dispositif, etc. Et moi, je m'interroge: pourquoi finalement, alors qu'il semblait y avoir un accord politique, a-t-il fallu autant de temps pour mettre en œuvre ce principe?

Cinquième élément sur la période, il a été un peu abordé par M. George, c'est le fait de savoir qui négociait au nom de l'État belge. Au niveau de la Commission européenne, je ne reviendrai pas sur des choses qui ont été écrites dans le *Standaard*, dont on ne peut pas parler mais qui laissaient sous-entendre – c'est un clin d'œil à la présidente – que la Belgique n'était pas très armée dans ce type de négociation, dans sa capacité de



négociation. Et des acteurs importants, que je respecte comme tous ceux que nous avons entendus, disaient: "Mais finalement, est-ce que la Belgique est suffisamment équipée? Est-ce qu'elle dispose du bras armé nécessaire pour agir, aller négocier en son nom tant avec un État voisin pour ce qui concerne l'avenir d'un groupe binational, avec la Commission européenne, avec y compris, si c'est nécessaire, les dirigeants de la banque quand on estime, quand on a des signes qu'il y a des difficultés qui se posent? Donc, indépendamment du contrôle prudentiel mais une capacité effectivement à être très rapidement sur le dossier et très rapidement en capacité de négocier correctement.

On sait que l'enchaînement des problèmes de Fortis et de Dexia a mis les équipes de négociation des banques et de l'État belge sur les genoux. À ce moment-là, on manque peut-être de lucidité et de capacité de bien négocier. Mais une des conclusions que nous devrions tirer ne serait-elle pas de nous doter d'une équipe d'intervention plus efficace que ne l'a été votre intervention?

J'ai encore plein de questions à poser sur 2008-2011, mais mes collègues également. Je regarderai après les avoir entendus s'il m'en reste. J'ai une question, par rapport à 2011 et au nouvel accord – je ne reviens pas sur le prix payé pour DBB –, sur la répartition de la charge et le système de vases communicants entre la garantie importante donnée par l'État belge et le prix que vous estimez tout à fait raisonnable pour DBB.

Vous dites que la première garantie ne vous a rien coûté. Il y a encore 29 milliards d'encours; vous l'avez mis en évidence. Mais si je lis l'avis de l'Inspection des Finances à l'époque, que j'ai enfin obtenu hier, ils se posent la même question que celle que je me pose depuis le début: "L'accord prévoit que la répartition des garanties apportées à Dexia SA et à Dexia Crédit Local SA (on peut déjà s'étonner qu'on doive garantir une banque française) se fait selon les mêmes pourcentages qu'en 2008".

J'attire l'attention de M. le ministre sur le fait que, plus qu'en 2008, et dans les jours qui ont précédé le week-end décisif, les difficultés concernaient essentiellement la branche française du groupe.

Il ne faut pas comparer nos PIB et l'impact de ces garanties sur les PIB relatifs des trois pays concernés. Je conteste également l'idée que vous émettez que cette garantie est moins dangereuse que la précédente. Que reste-t-il de Dexia aujourd'hui? Quelle est sa réputation sur les

marchés financiers? J'espère réellement que ces 60,5 % de 90 milliards ne devront jamais être activés.

Je voudrais aussi vous interroger sur la nature juridique du dispositif d'octroi de cette garantie d'État. J'ai fait une lecture comparée avec ce qui existait en la matière en France.

Un décret adopté par le Sénat français très précis dans son développement, précise bien que la garantie ne peut être engagée que si les deux autres États activent la leur en même temps. Chez nous, c'est à la première demande, si j'en crois l'article 3 de l'arrêté du 18 octobre.

Je m'étonne aussi qu'on puisse, en termes budgétaires, engager à des montants aussi importants un État par un simple arrêté royal à votre seule signature.

Je regrette, mais c'est un débat avec le nouveau ministre des Finances qui s'est engagé à changer la situation, que ce type d'engagement ne figure pas dans les documents budgétaires annuellement présentés à ce parlement. Cela existe au Grand-Duché du Luxembourg.

En conclusion, pourquoi avez-vous accepté avec le premier ministre une garantie aussi importante et qui fait porter une hypothèque aussi importante sur les finances publiques? Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait dans un cadre plus sécurisant que le cadre existant actuellement?

**Didier Reynders**, ministre: Je vais essayer d'isoler les questions. J'ai entendu beaucoup de prises de position. On peut évidemment conclure avant d'entendre mais je ne sais pas répondre aux avis que vous avez émis. Je suppose qu'ils ne changeront pas d'ici la nuit des temps; donc, je vous les laisse!

Pour ce qui concerne tout d'abord des approximations. J'ai répété effectivement qu'à ce jour, par exemple, les garanties que nous avons données dans le cadre du dossier Dexia n'ont pas coûté un euro aux contribuables.

Vous pouvez évidemment me dire que la récession économique qui a découlé de la crise internationale entraîne des pertes d'emploi, des augmentations des dépenses de chômage, des décisions budgétaires. Pour ma part, j'essaie d'éviter les confusions mentales. Quand nous donnons une garantie - 150 milliards - et nous en prenons un peu plus de 60 %, que pendant toute la période aucun euro de cette garantie n'est

appelé mais que, par contre, nous recevons des primes, nous sommes dans une situation comparable à celle d'un assureur qui assure un risque, qui encaisse les primes et qui a la chance de ne pas constater de sinistre.

Vous constaterez, comme moi, qu'en bout de course, il a effectivement réalisé un bénéfice sur l'opération.

Ma conception est que nous devons tenter de continuer jusqu'au bout dans ce dossier, bien entendu, dans le cadre financier et non au niveau des répercussions économiques et sociales d'une crise généralisée. Mais dans les données financières, nous devons faire en sorte que le secteur rémunère l'État et les contribuables pour les interventions et le fasse avec un gain pour l'État. Néanmoins, je le répète, on n'a jamais, comme un autre assureur, la garantie absolue qu'aucun sinistre n'interviendra.

J'ai parfois le sentiment en vous entendant que vous aimeriez que le sinistre intervienne. Je peux dire que le mandat que j'ai donné à de nombreux intervenants, c'est l'inverse, c'est d'éviter qu'il se produise. Je suis désolé de devoir vous répéter que, dans tous ces dossiers, nous avons, jusqu'à présent, reçu des dividendes sur les participations prises, des primes sur les garanties données, des intérêts sur les crédits qui ont été octroyés.

Nous continuons dès lors à plutôt générer dans les budgets de l'État des recettes beaucoup plus importantes que le coût des interventions. Évidemment, si vous voulez comparer cela à la situation économique générale, vous me direz que l'effet est négatif.

Personnellement, je constate l'intervention que nous avons faite dans les différents secteurs. Je ne tenterai pas de vous convaincre en la matière. Les chiffres sont clairs et sont systématiquement répétés dans les présentations budgétaires. Mais le risque est là. De toute évidence, il y a un risque qu'une garantie joue un jour. Jusqu'à présent, elles n'ont pas joué. Au contraire, nous avons, par exemple, encaissé des primes.

Vous m'avez demandé de retracer le parcours de 1999 à 2008. J'ai tenté d'être bref tout à l'heure sur le contrôle prudentiel. J'ai eu à m'entretenir avec M. Duplat, M. Wymeersch, M. Servais, comme responsables successifs de la Commission bancaire qui a changé de nom à plusieurs reprises.

Ce que l'on a tenté de faire durant toute cette

période, c'est de renforcer ce contrôle prudentiel en lui donnant un caractère collégial et en l'adossant de plus en plus sur la Banque centrale. Je ne reviendrai pas sur ce qui, à mes yeux, a déclenché la réforme de 2002 déjà, une réforme importante votée par le parlement: tout le monde considérait que, dans la formule précédente, avant 2002, le président de la Commission bancaire décidait pratiquement seul avec un collègue, dont on ignorait s'il allait participer à la décision. Cela a d'ailleurs défrayé la chronique plus d'une fois.

Dès mon arrivée au département des Finances, j'ai rencontré M. Duplat à plusieurs reprises. Je me suis forgé la conviction qu'il fallait une réforme en profondeur du système. C'est la loi de 2002. On peut la critiquer. Elle a été adoptée très largement pour réformer ce secteur du contrôle prudentiel. Cela nous a effectivement permis d'adosser ce contrôle prudentiel à la Banque nationale de Belgique avec une interaction entre les comités de direction et une présence de représentants de la banque.

J'ai poursuivi ce travail, lorsque les nouvelles institutions ont été mises en place, avec M. Wymeersch et puis avec M. Servais. Tout au long de cette période, on a tenté de renforcer la démarche pour aboutir, plus tard, au modèle *Twin Peaks*.

Vous me demandez si le système de contrôle prudentiel, en Belgique, a permis d'éviter la crise. Vous pouvez répondre vous-même à cette question. Il n'y aurait pas eu de crise si tel avait été le cas. Que voulez-vous que je vous dise? Tout a été fait pour améliorer les choses le plus possible. La loi de 2002 a été reconnue comme telle, y compris à l'échelon international. Mais comme je l'ai dit tantôt, le modèle *Twin Peaks* n'a pas empêché, dans d'autres pays, que la crise intervienne. Tout a été fait pour tenter de réagir à un certain nombre de signaux qui pouvaient se manifester.

Je ne reviendrai pas sur les origines de la crise, mais toute une série de signaux ont été pris en compte. Il se fait que l'assèchement en matière de liquidités liées à la faillite de Lehman Brothers a été un coup particulièrement rude qui est venu frapper le secteur. Et, comme je l'ai déjà dit, il a en été de même, plusieurs années plus tard, pour la crise des dettes souveraines.

Voilà ce que je pouvais vous dire au sujet de toute cette période. J'assume totalement ma responsabilité car je crois pouvoir dire que l'on a

tenté d'améliorer systématiquement les dispositifs – par rapport à ceux que j'ai découverts en 1999 – en matière de contrôle prudentiel.

Vous m'avez posé une question relative à la faute initiale. J'ai parfois le sentiment que l'on procède à un examen biblique. Si vous êtes convaincu qu'il y a eu un péché originel, que voulez-vous que je vous dise? Il s'agit ici de conviction. Je ne peux répondre à une conviction.

Je peux vous dire qu'au moment où nous avons négocié avec nos collègues français, il n'y avait aucune possibilité de mettre en œuvre un démantèlement du groupe. Peut-être qu'un jour, vous apprendrez que quand on négocie avec un autre État, pour pouvoir appliquer votre solution, il faut à un moment donné, que cet État l'accepte. Or, au départ, il n'y avait aucune volonté du côté français – en tout cas, au moment de la crise de 2008 – d'imaginer un démantèlement du groupe. Nous avons, bien entendu, examiné cette question. Mais je ne vous apprend rien. Avant 2008, si j'ai bien compris, il y avait, à en croire le management, des idées de séparation des activités, même si je n'en ai pas beaucoup entendu parler à l'époque.

J'en reviens à votre notion de faute initiale. Comme vous, j'ai été membre de l'opposition. Un gouvernement, une majorité ont décidé d'approuver, en 1996, une opération partant de l'idée que l'on pouvait marier le Crédit Local de France et le Crédit Communal de Belgique.

L'excès de dépôts dans la banque de dépôts en Belgique permettait de financer cette opération. Vous pouvez vous interroger sans fin sur tous ceux qui ont pris la décision à l'époque. Je constate tout simplement que c'était celle-là et vous avez évoqué, de manière sélective, des extraits télévisuels de l'époque. Je vous ai cité les résultats, les rendements pour les actionnaires.

Quand une banque, dans laquelle l'État n'est pas actionnaire, annonce des résultats comme ceux-là et démontre que sa progression est forte, pourquoi voulez-vous que je l'en blâme? Je peux vous le dire puisque j'ai été ministre des Finances pendant douze ans, pendant toute la période que j'ai citée, je n'ai vu aucun actionnaire de Dexia, ni commune, ni Groupe ARCO, ni autres, me demander si le rendement est trop élevé, me demander si je ne crains pas que sa commune, recevant un tel dividende, n'encoure un risque quelque part, et quelles que soient les majorités politiques. Je vous ai cité les chiffres tantôt. Pourquoi voulez-vous que j'aie blâmer, dès lors,

une opération comme celle-là? Mais, en parallèle, KBC utilisait les surplus de liquidités pour aller investir en Europe centrale et orientale et la démarche paraissait, dans une logique d'élargissement de l'Europe, raisonnable, de prendre des positions fortes dans cette partie de l'Europe. Un autre groupe s'est lancé dans des acquisitions, en ce compris une volonté d'acquisition au nord de notre pays. Allez vous opposer à cette démarche, si l'ensemble des actionnaires dont, je le répète, l'État n'était pas, estime que c'est la voie effectivement à suivre, et qu'il n'y a pas d'obstacle dirimant en la matière?

Pourquoi dès lors, dans cette opération-là, prendre une part de garantie plus importante? D'une certaine manière, c'est une question que j'entends revenir tout le temps. Pourquoi les Belges ont-ils accepté ceci ou cela? J'aimerais qu'on se mette en tête que, dans le Groupe Dexia, s'il y a ou s'il y avait un risque de *bank run* et de difficultés quelque part, immédiates, c'est en Belgique. Pourquoi? Parce que nous avons la seule activité du groupe ayant une banque de dépôts. Cela a des avantages, et cela peut avoir des inconvénients. Une banque de dépôts, c'est aussi le fait que, si la confiance disparaît, vous avez effectivement un cataclysme immédiat.

Cela étant, je vous renvoie de nouveau au texte que je vous remettrai, le choix de la clé de répartition de la garantie est lié au choix de répartition de l'actionnariat. Je n'ai pas choisi l'actionnariat. Ce sont des Belges dans les communes, dans le groupe que j'ai qualifié tout à l'heure de la mouvance mutualiste syndicale sociale-chrétienne et du MOC, par exemple, qui ont choisi d'être actionnaires, et qui ont choisi d'être actionnaires et de l'être majoritairement. La Belgique n'a pas, comme État, contribué à cela dans toute cette période.

Quand j'ai découvert la situation de l'actionnariat, je ne l'ai pas trouvé anormal. Vous auriez sûrement fait mieux, cela j'en suis convaincu. Que nous essayions d'obtenir moins de charges en garantie que notre actionnariat, c'est ce qui s'est passé, mais à quelques pour-cents près, parce que simplement l'ensemble des actionnaires et les États disaient que c'est une institution dont l'actionnariat est majoritairement belge, et demandaient de tenir compte de cette répartition.

Je rappelle d'ailleurs que, quand nous sommes intervenus en 2008 – parce qu'on semble l'oublier –, le CEO était aussi belge. C'était un actionnariat belge à plus de 60 %, avec un CEO belge. Et vous nous dites: "Est-il normal que la Belgique prenne

une part importante?"!

Vous avez dit " ...en comparaison du PIB". Mais un grand pays a aussi d'autres banques dans son propre pays. On ne peut pas sans arrêt demander d'intervenir en faisant abstraction des risques d'une entreprise déterminée mais en disant simplement: "comme vous êtes plus grand, c'est vous qui intervenez plus fortement". Cela n'a aucun sens dans un débat économique.

Nous l'avons fait effectivement avec une recapitalisation. Pourquoi? Parce que, simplement, au moment où nous l'avons faite, tout le monde considérait qu'il fallait au moins une part de recapitalisation. Vous avez dit : "Êtes-vous suffisamment armé?". Je peux vous dire qu'il y avait une armada de conseillers français. Je me souviens d'une séance, madame la présidente, où nous avons commencé une réunion dans l'ancienne salle du cabinet restreint du 16 rue de la loi. La première remarque du président du comité de pilotage, l'actuel gouverneur de la Banque nationale – je lui avais demandé de le faire parce que je ne voulais pas le faire moi-même –, a été de demander que la délégation française choisisse ses membres et que, pour négocier ce genre de choses, on ne soit pas plus de 6 de chaque côté. Je crois qu'ils ne m'en voudront pas de dire en anecdote – nous avons vécu cela avec nos amis néerlandais aussi –, qu'il y a eu des moments où on a eu le sentiment qu'on n'arrivait pas à ouvrir une porte au 16 rue de la loi ou au Lambermont, sans tomber sur un avocat conseil ou une banque d'affaires.

Vous nous demandez maintenant si nous étions moins ou mieux armés que d'autres avec simplement un ministre des Finances, ses collaborateurs, des conseils, un comité de pilotage. Lisez le rapport des commissions parlementaires aux Pays-Bas et vous verrez la manière dont on considère notre négociation par rapport à cette équipe très importante de conseils du côté néerlandais.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Mijnheer de minister, ik ben tevreden dat u daarop terugkomt. U zegt dat er in Nederland de commissie-De Wit bestaat. Ik zal u voorlezen wat die commissie zegt. U bent overvallen door de Fortiszaak en de Dexiazaak en hebt op drie dagen tijd, tussen vrijdagavond en maandagavond, moeten beslissen dat er 6 miljard euro kapitaalbreng moest zijn, alhoewel de kapitaalbreng de solvabiliteit betrof en de liquiditeit het probleem was.

Ik ben even te rade gegaan bij wat de commissie-De Wit zegt. Wij zouden hier mevrouw Kroes horen. Zij komt niet, maar is wel naar de commissie-De Wit geweest. Ik zal u zeggen wat de heer Bos, maar niet alleen hij, ook de voorzitter van de Nationale Bank van Nederland, zeggen over die periode. Ik wil u alleen maar ondervragen over de politieke verantwoordelijkheid, want de financiële ligt voor mij een stuk bij de bankiers. Het gaat over uw houding als minister en die van de heer Leterme.

Ik lees letterlijk voor: "Wij hadden het gevoel dat wij de Belgen steeds informatie gaven over de situatie in België. Tijdens de redding van Fortis wist de Belgische toezichhouder volgens de Nederlandse partijen amper wat zich bij de bank afspeelde. Bos, de minister van Financiën, zei dat mensen van Financiën en medewerkers van DNB aan de Belgen moesten uitleggen hoe slecht de Belgische bank ervoor stond. Nee, echt soepel ging het niet met de Belgische collega's". Zij zeggen in feite: een groot stuk onbekwaamheid.

Ik ga nog wat door, want ik zal niet veel vragen meer stellen. Jullie hebben op dit moment beslist om geen *bad bank* te realiseren. U zegt: de Fransen kwamen daar aan met de armada. Inderdaad, de armada is gebleven, en de B-groep en dergelijke meer. Dexia heeft zelfs meer dan 100 miljoen euro aan *consulting* betaald.

We gaan dan verder over de houding van de Belgen tussen 2008 en 2011. Ik kan hier niet citeren, maar ik kan wel bepaalde zaken van bepaalde mensen citeren die klaar en duidelijk stellen dat u persoonlijk, als het over de Europese Commissie ging, zelfs niet aanwezig was. Ik kan u zeggen dat hier klaar en duidelijk is gezegd door getuigen, als ik dat mag zeggen, mijnheer de expert, dat men nooit de indruk had dat er in de onderhandelingen met de Europese Commissie Belgen aanwezig waren. Dat er Belgen aanwezig waren, wist men wel, maar hun stem hebben ze niet gehoord.

Ik wil terugkomen op iets, mijnheer de minister. In feite was DBB de melkkoe voor Frankrijk. Ik zou u kunnen citeren dat wat goed is voor de Fransen, goed is voor ons, maar dan zou ik iemand in diskrediet moeten brengen. Heel het politieke bestel dat u hebt georganiseerd, heeft de Fransen rijker gemaakt.

U hebt inderdaad gezegd dat 60,5 % van die garantie naar Frankrijk gaat. Kunt u mij zeggen op welke basis u beslist? U zegt: op basis van het aandeelhouderschap, terwijl DBB, de Belgische

melkkoe, klaar en gezond is en melk kan geven, en alle toxische producten bijna in DCL zitten. We zijn drie jaar later en we doen net hetzelfde.

Wat hebben de Belgen gedaan? Dat wil ik klaar en duidelijk weten. Dat zijn zware beschuldigingen die hier geuit zijn, niet alleen door mensen van de Europese Commissie. Ik moet oppassen wat ik zeg, of ik krijg hier handboeien aan. De Nederlanders hebben dat ook gezegd in 2008. In feite wordt er twee keer gezegd: wij zijn onbekwaam, wij gaan naar Frankrijk en laten ons doen door de Fransen. Dat komt steeds terug.

We zitten drie jaar later weer met een groot probleem in Frankrijk, we zitten met die 60,5 %, u koopt die bank voor 4 miljard euro, terwijl de beurswaarde op dat moment amper 3 miljard was. Dat is zo: u kunt de beurswaarde van de Holding gemakkelijk berekenen, die was 3 miljard euro op dat moment, en u hebt ze gekocht voor 4 miljard euro.

U vernoemt hier iets tussen de 3 en de 8 miljard euro, inderdaad. Wat is onze houding geweest? Ik zeg alleen dat wij financieel zijn gerold door de Fransen. Kijk maar naar de transfers die zijn gebeurd van België naar Frankrijk, waar wij nu nog altijd voor 60,5 % borg voor staan. Ik zou daar graag antwoord op hebben.

Minister **Didier Reynders**: Ik heb geen vraag gehoord. Ik wilde juist de informatie geven dat DBB geen beursgenoteerde vennootschap is. U kunt misschien een berekening maken.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** (...)

Minister **Didier Reynders**: 4 miljard euro was voor DBB.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** (...) voor Dexia.

Minister **Didier Reynders**: Ik heb dat niet gevraagd voor Dexia alleen. Ik zeg alleen: ik heb 4 miljard euro betaald. Het is gemakkelijk een evaluatie te maken dankzij de beurs.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Het is een Holding op zich waar DBB in zit. (...) heeft van 3 miljard euro. U haalt er DBB uit en u betaalt 4 miljard euro. Ik denk dat u toch kunt rekenen.

Minister **Didier Reynders**: DBB is er nu uit. U hebt dat juist gezegd. Het is geen beursgenoteerde vennootschap.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** U betaalt een

miljard euro meer dan het geheel waard is!

Minister **Didier Reynders**: Op basis van alle analisten is er een mogelijkheid om 500 miljoen euro winst te maken met DBB. Men kan een andere berekening maken, maar ik herhaal, het was een correcte berekening van de prijs op basis van de verschillende voorstellen op tafel.

Ik heb geen vraag gehoord en zal geen antwoord geven op dergelijke basis, maar ik heb juist ook de conclusies gelezen van de onderzoekscommissie in Nederland. Ik herhaal, dit is altijd met veel kritiek voor een te hoog betaalde prijs door onze Nederlandse collega's. Het is altijd zo, ook in eigen land.

Je reviens aux questions relatives à la situation en 2008. Comme je le disais, nous avons une situation un peu particulière liée à l'activité de banque de dépôts en Belgique et du risque de *bank run* que cela peut entraîner mais nous avons aussi une situation particulière, monsieur Gilkinet, du fait que des actionnaires souhaitaient participer à la recapitalisation et rester présents. Dans Fortis, je ne me souviens pas avoir trouvé d'actionnaire souhaitant participer à l'opération. Dans KBC, par contre, les actionnaires ont souhaité qu'on intervienne plutôt sous une autre forme de quasi-capital à travers des prêts. Mais, au sein de Dexia, il y avait une volonté des actionnaires de continuer. J'ai d'ailleurs dit qu'ils avaient même continué leur pacte d'actionnariat en commun. Je répète que nous sommes intervenus pour un des six milliards au niveau de l'État belge en ce qui concerne cette recapitalisation.

Je ne veux pas rentrer à nouveau dans le droit des sociétés. Vous me demandez: quel mandat avez-vous donné aux différents intervenants dans ce dossier, que ce soit M. Dehaene comme président, M. Mariani comme CEO ou n'importe quel autre intervenant? Le premier, sinon nous ne serions pas intervenus, c'est la poursuite des activités. Il s'agissait d'éviter une cessation d'activités et toutes les conséquences que cela aurait pu avoir sur les différents intervenants dans le dossier. Le deuxième élément adressé à tous les intervenants, c'est évidemment d'appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des éléments faisant l'objet des décisions de la Commission européenne.

On me demande sans arrêt comment on a négocié. Les styles sont peut-être différents dans les négociations. Je constate que ce que la Belgique a pris comme engagement se retrouve

dans les décisions de la Commission. Il se peut que d'autres aient eu besoin de négocier d'une autre façon, peut-être d'une manière plus agressive. Ce n'est pas la méthode que nous utilisons. Je constate simplement que nous avons pu dès lors demander aux différents intervenants d'appliquer le plus rapidement possible les éléments de décision de la Commission européenne. Vous trouverez, dans le texte que je vous remettrai, ces éléments d'évolution entre 2008 et 2011, ce sur quoi le groupe a choisi d'évoluer, à une vitesse suffisante ou non, mais qui correspond en tout cas aux objectifs fixés à ce moment dans un planning allant jusqu'à 2014.

Et puis, pour des administrateurs, sauf si vous changez la loi, monsieur Gilkinet... Cela peut être une recommandation de la commission si vous obtenez une majorité pour cela. Mais, un administrateur, son premier rôle, et je le rappelle à tous les administrateurs – y compris représentant l'État –, c'est d'abord de défendre les intérêts de la société dans laquelle il se trouve. Mais vous pouvez considérer que l'*affectio societatis* ne doit plus être traduit dans le droit belge et donc que l'on doit pouvoir donner des mandats en disant à l'administrateur: faites ceci, même à l'encontre de la société dans laquelle vous allez... Vous me demandez ce que je demande comme recommandation. Je sais que vous avez dit que vous étiez représentant des citoyens.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): (...)

**Didier Reynders**, ministre: Vous êtes représentant des citoyens, probablement que moi pas... Mais je peux vous dire qu'un certain nombre de citoyens votent quand même pour m'envoyer ici. Je ne sais pas combien il y en avait pour vous la fois dernière, mais il y en a un certain nombre qui m'ont envoyé ici aussi. Donc, je n'aime pas beaucoup cet argument suivant lequel, parce que quelques-uns auraient voté pour vous, ceux qui reçoivent plus de voix, eux, n'auraient pas de représentation des citoyens.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Je n'ai jamais dit ça!

**Didier Reynders**, ministre: Si, si.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Je connais votre méthode qui consiste à détourner ce qui a été dit pour ne pas répondre sur le fond. Il y a le droit des sociétés. Mais pour autant un administrateur doit-il accepter des décisions qui vont à l'encontre des intérêts de ses mandants? Il n'y a rien qui dise cela dans le droit. Il y a des

positionnements qui sont tout à fait compatibles. J'ai posé les mêmes questions aux représentants d'ARCO et du Holding Communal.

**Didier Reynders**, ministre: C'est, en tout cas, un grand jour, madame la présidente, puisque M. Gilkinet semble reconnaître que le droit des sociétés existe et donne à un administrateur comme premier mandat de défendre les intérêts de la société dans laquelle il siège. Je ne dis rien d'autre que cela!

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): (...)

**Didier Reynders**, ministre: Madame la présidente, ou je continue à écouter un point de vue, j'ai toute la nuit pour le faire, mais alors je ne réponds plus – cela n'a aucun intérêt – ou vous me permettez de temps en temps de répondre.

Vous m'avez parlé de faute originelle, de responsabilité, mais je sais très bien que votre point de vue est arrêté avant que je ne vienne! Ce n'est pas un problème, mais laissez-moi au moins répondre aux quelques questions que j'ai tenté d'isoler dans votre diatribe.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Si avoir une opinion différente de la vôtre, c'est vous manquer de respect, alors il y a un problème!

**Didier Reynders**, ministre: Je vais faire parvenir les réponses par écrit à M. Gilkinet, puisqu'il ne souhaite pas que je lui réponde.

La **présidente**: Non, monsieur le vice-premier ministre, j'insiste. Et, donc, monsieur Gilkinet également, si vous le permettez. Je vais dire une chose à chacun. Monsieur Gilkinet, quand vous posez des questions, vous laissez plus ou moins – je dis: plus ou moins, vous savez ce que je pense...

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): (...)

La **présidente**: Mais non, je ne crois pas que nous en soyons là. Vous avez l'habitude de débattre avec M. le ministre Reynders. Vous connaissez son style, il connaît le vôtre. Donc, faites-nous l'économie, puisque nous n'avons pas l'habitude de vous voir débattre ensemble, des petites fioritures. Laissez-le répondre à vos questions! Après, vous vous plaindrez qu'il n'y a pas répondu!

**Didier Reynders**, ministre: Je reviens à la démarche.

Je me réjouis que nous soyons tous d'accord sur le fait qu'un ministre, même en mission déléguée, puisse désigner un administrateur d'une société.

Quel est le mandat donné à cet administrateur? Je répète que le premier mandat, c'est de respecter le droit des sociétés et d'éviter de prendre des décisions en tenant compte d'un autre intérêt que celui de la société, qui vont à l'encontre des intérêts de cette dernière.

Cela signifie-t-il que, lorsque les intérêts de la société correspondent ou pourraient correspondre aussi à l'intérêt de l'État, on ne lui demande pas de tenir compte de cet aspect? L'administrateur est, bien entendu, également représentant d'un actionnaire.

Toujours est-il que la priorité est le respect du droit des sociétés. Et je n'ai pas rédigé de lettre de mandat demandant autre chose. Bien entendu, il faut également assurer la poursuite de l'activité, appliquer les décisions qui ont été prises par la Commission européenne.

M. Dehaene pour qui j'ai du respect ou M. Van Loo qui a été mon chef de cabinet et qui s'occupe de la SFPI, savent que leur rôle est de faire en sorte que la société dégage des résultats bénéficiaires, que cette société distribue, un jour, des dividendes à ses actionnaires, rémunère mieux le personnel, et prenne en compte le mieux possible l'intérêt des clients. Mais ce serait faire injure à des représentants de l'État – car c'est l'intérêt de la société dans laquelle ils siègent – de ne pas comprendre qu'il faut aussi s'occuper de tous ces éléments.

Je ne comprends toujours pas pourquoi on souhaiterait que tout cela figure dans des lettres de mandat qui pourraient les mettre en porte-à-faux avec le droit des sociétés.

J'en arrive ainsi aux autres actionnaires et leur financement.

Je vais peut-être vous surprendre, madame la présidente, mais j'essaie autant que possible que le financement de leur participation par d'autres actionnaires ne concerne pas trop l'État.

Quand, sur une courte période, l'État a dû intervenir dans le dossier Fortis, dans le dossier Dexia, puis dans KBC, Éthias, prendre des risques pour ARCO parce que plusieurs le demandent, j'essaie de faire en sorte que les risques soient les plus limités possibles.

Nous avons mis un milliard dans Dexia. Les Régions ont souhaité intervenir à hauteur du même montant, ce dont je me suis réjoui. ARCO, Éthias, le Holding Communal sont intervenus. Je m'en suis également réjoui. J'ai d'ailleurs fait des démarches pour que cette participation ait lieu dans le cadre logique de leurs responsabilités. Je n'en dirai pas plus. Vous lirez la note sur le Holding Communal qui va vous être remise.

Cependant, je peux vous dire qu'au niveau du financement, par exemple, le 27 août 2009, le gouvernement wallon a "pris acte de la proposition faite par le conseil d'administration du Holding Communal et marqué son accord pour que les communes et provinces, qui doivent contracter un emprunt pour financer leur participation, le fassent sous forme de prêt d'une durée de 10 ans, au travers du compte du CRAC et sans intervention de la Région wallonne." Si les Régions arrivent à financer, à travers leurs propres mécanismes internes, pourquoi voudriez-vous que je mette en péril les finances de l'État fédéral pour prendre la place d'une autorité qui, finalement, a la tutelle sur les communes et qui a donc une responsabilité en la matière.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Dat klopt niet. De voorzitter van de Gemeentelijke Holding is de heer Vermeiren. Die zegt het omgekeerde. De heer Vermeiren zegt: ik werd door de federale regering verplicht mee te stappen in die kapitaalverhoging. Dat zijn de letterlijke woorden van de heer Vermeiren. Hij heeft dat zo gezegd.

**Gwendolyn Rutten (Open Vld):** Hij heeft gezegd dat hij er niet was.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Het staat zwart op wit. Als u wilt, ga ik het halen. U weet dat heel goed, mevrouw. De heer Vermeiren heeft dat gezegd. Hij heeft dat gedaan op voorwaarde dat de federale regering toen beloofd had om de zaak te garanderen. Ik zal dan nog niet uitweiden over die 13 %, die achteraf aan de bevolking is beloofd, dat leg ik u niet ten laste, maar er is hier net het omgekeerde gezegd van wat u zegt.

Wat mij verwondert, mijnheer de minister, is dat de CBFA een scenario heeft ontwikkeld voor Fortis, net het omgekeerde van wat er werd gedaan bij Dexia. Ik zou heel graag willen weten of het de aandeelhouders zijn, de grote groepen met in het vooruitzicht weer de dividendenstroom, die wilden gaan voor de kapitaalstroom en niet voor de *bad bank*? Zijn het dus de aandeelhouders of is het de overheid, die op die drie dagen heeft beslist over die 6 miljard euro van

de kapitaalverhoging? U zegt dat daar niks van verloren is. Dat is geld in zee gegooit in Nieuwpoort en in Oostende wachten tot het eruit komt, mijnheer de minister. Ik wil daar de waarheid over weten.

**La présidente:** Si vous permettez, monsieur Dedecker, je vous laisse parfois intervenir, parce que vous êtes très spontané. Puisque vous étiez l'intervenant suivant, je suppose qu'après, vous aurez beaucoup moins de questions...

J'aimerais que M. le vice-premier ministre termine de répondre aux questions de M. Gilkinet. Ensuite, je vous passerai la parole ainsi qu'aux autres intervenants. Donc, n'interrompez plus! Je vous remercie.

**Didier Reynders**, ministre: Je voudrais quand même réagir à ce qui vient d'être dit. Dans vos travaux, je veux bien comprendre que M. Dedecker dise que ce que je dis est faux ou est contredit.

Ik heb alleen een beslissing van de Waalse regering gelezen. Wat is het probleem? Het is een contradictie met wat? Ik heb alleen een beslissing van de gewestelijke regering en begrijp dus uw redenering niet dat dit niet juist is. Het is een tekst met een formele beslissing, een notificatie van de Waalse regering.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Dat is niet wat de heer Vermeiren zegt.

**Didier Reynders**, ministre: Si M. Vermeiren n'est pas d'accord avec la notification, qu'il dépose plainte pour faux en écriture au gouvernement wallon. Que voulez-vous que je vous dise?

Je vous lis simplement une notification du gouvernement wallon et vous dites: c'est faux. Déposez plainte pour faux en écriture! J'essaie de comprendre le raisonnement.

Vous me dites en outre que les 6 milliards ne sont toujours pas là. Je rappelle que, pour le contribuable belge, c'est 1 milliard d'investissement que l'État fédéral a mis en balance dans la recapitalisation et pas 6 milliards. Il y a 3 milliards français; sur les 3 milliards du côté belge, les actionnaires ont pris une part et l'État fédéral 1 milliard.

Je vous ai dit tout à l'heure que, si je compare le rendement des primes sur garantie, nous avons déjà encaissé bien plus que le milliard investi, et

notre participation est toujours là.

Donc faites attention quand même avant de dire que nous avons perdu beaucoup d'argent; jusqu'à présent, les ministres du Budget et secrétaires d'État successifs vous le confirmeront. Je vous le répète: jusqu'à présent, et je dis bien jusqu'à présent, nous avons plus reçu du secteur financier que nous y avons investi.

Si vous considérez que les plus-values et les moins-values latentes existent déjà, j'ai toujours dit que nous ne sortirions du secteur bancaire – du moins je l'espère – que quand il sera possible de réaliser correctement l'opération.

Concernant ARCO, je vais être très clair sur trois points. Je suppose qu'on sait dans quel monde on vit. Quand on a terminé la négociation sur Dexia, des membres du gouvernement – j'ai d'ailleurs cité le fait que des représentants du gouvernement wallon étaient là pendant toute la nuit de négociations – souhaitaient qu'on intervienne dans Ethias et d'autres membres du gouvernement souhaitaient qu'on intervienne pour les coopérateurs d'ARCO.

Dans une décision politique, j'ai donc bien compris à un moment donné que je ne pourrais pas – et le premier ministre aussi à l'époque – boucler l'accord avec nos collègues – on dit tout le temps français, mais je rappelle que nous étions là avec des collègues français et luxembourgeois, et avec la direction de Dexia – si, en même temps, il n'y avait pas des décisions prises sur Ethias et sur ARCO.

D'ailleurs, il y a eu d'autres demandes, mais qu'on a quand même fini par ne pas prendre en considération. Je n'y reviens donc pas.

Sur le dossier ARCO, nous avons d'abord dit qu'il y aurait une intervention en garantie comparable à celle qui était réalisée dans le secteur des produits bancaires, voire des produits assimilés en assurance, comme la branche 21 d'Ethias.

Donc, pour les coopérateurs des coopératives – je ne vais pas relire les textes –, nous avons pris cet engagement. Alors, pourquoi en trois étapes et pourquoi avec pas mal de temps? Parce qu'il a d'abord fallu faire en sorte que cet accord politique puisse se traduire dans un texte.

Je rappelle, comme dit tout à l'heure, qu'une loi a été votée pour intégrer cette logique possible de garantie pour des coopérateurs. Puis, une fois cette loi votée, le texte prévoyait qu'en cas de



mise en œuvre, la Banque nationale doit se prononcer. J'ai donc interrogé la Banque nationale. Vous relirez dans le texte que j'ai lu tout à l'heure que la Banque nationale s'est effectivement prononcée.

Puis, sur base d'un arrêté général, il a fallu que les coopératives fassent la demande, ce qu'elles ont fait; et nous sommes intervenus.

Je n'ai jamais caché que je pensais qu'on était là plus qu'à la limite de ce qu'on pouvait faire en matière de garantie d'État. Mais dans un débat politique, on doit tenir compte des exigences des uns et des autres. D'où, j'ai notifié ce mécanisme de garantie à la Commission européenne en précisant bien – je l'ai d'ailleurs dit au parlement – qu'il y avait un risque que la Commission considère cela comme une aide d'État, mais cette fois non compatible, donc qu'il y ait une enquête ouverte.

C'est ce qu'a fait la Commission: elle a suspendu la mesure. Aujourd'hui, toutes ces garanties sur ARCO et les coopératives sont suspendues en attendant la fin des procédures.

Y a-t-il un risque d'illégalité? Comme tout acte posé par l'autorité, il y a des recours possibles. Si des intervenants introduisent des recours, il appartiendra à des juridictions de se prononcer. Si vous me demandez si j'étais vraiment convaincu que nous devions agir de la sorte, je n'en ai pas fait la proposition; je me suis laissé convaincre dans un accord de gouvernement où je souhaitais clairement qu'on intervienne dans le dossier Dexia, mais où j'ai eu des demandes ... comment dire ... de part et d'autre, sur Éthias et sur ARCO.

Interrogez celles et ceux qui ont demandé ces interventions. Je peux le comprendre: cela a un impact important sur un certain nombre de coopérateurs, d'un côté, de titulaires de comptes sur des produits d'assurance, de l'autre.

Est-ce qu'on était assez armés? Est-ce que j'étais assez armé, pas trop sur les genoux et pas trop épuisé pour pouvoir traiter le dossier Dexia? Ma réponse est que je n'ai pas eu ce sentiment-là. Voilà! Que voulez-vous que je vous dise? Mais je vais vous dire que je n'ai pas négocié à genoux. J'ai dormi quand même quelques heures et je pense que nous étions encore tous assez lucides pour prendre ces décisions.

Pour le reste, sur les équipes autour de nous, je vous ai répondu. Je pense que, très souvent, travailler avec une équipe qui n'est pas trop

volumineuse, pas trop nombreuse, mais composée de gens de qualité... Et je tiens à saluer parce que cela ne se fait pas beaucoup de nos jours, par exemple, Luc Coene, qui a travaillé énormément dans ces dossiers, avec un comité de pilotage, avec un certain nombre de personnes autour de lui, et sans qui, je ne le cache pas, nous n'aurions probablement pas pu mener un certain nombre d'opérations.

Était-ce suffisant pour que les négociations se passent dans de bonnes conditions? Je ne peux pas donner l'appréciation moi-même, d'autant que vous m'avez demandé aussi: est-ce raisonnable que le seul ministre des Finances de l'époque puisse signer un arrêté royal sur des montants de cette importance? C'est à vous d'en juger à un moment donné mais, si je ne me trompe, les garanties de l'État font l'objet de mécanismes qui se trouvent dans la loi. Si vous voulez changer la loi et exiger, par exemple, parce que vous avez plus confiance dans d'autres collègues, que quelqu'un d'autre que le ministre des Finances signe, ou que le gouvernement doive délibérer ou que le parlement doive se réunir, faites-le.

J'attire juste votre attention sur un point. Si vous mettez trop de conditions, la garantie n'aura plus d'utilité et la banque sera déjà en faillite. Il y a une question d'urgence et de rapidité qui peut aussi jouer dans ces démarches.

Enfin, puisque vous avez posé une question juridique, madame la présidente, je sais que vous êtes spécialiste en la matière, je vais – mais je pense que ce n'est pas la première fois de nouveau – tenter de vous expliquer, monsieur Gilkinet, quelles sont les conditions des garanties en France, au Luxembourg et en Belgique. Vous me dites, et j'admire votre confiance dans le gouvernement de M. Sarkozy et dans la majorité en place en France...

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): C'est le Sénat.

**Didier Reynders**, ministre: Non, ne dites pas n'importe quoi, quand même! Le Sénat, avec la même majorité. Elle vient de changer.

Vous apprendrez que les conditions d'une garantie, quel que soit le décret français, quel que soit l'arrêté pris en Belgique, ces conditions se trouvent dans une convention qui est exactement la même pour les trois États. Vous pouvez lire 25 fois le décret français, 43 fois l'arrêté royal belge! Je suis très heureux que l'arrêté royal nous donne plus de capacités de négociations et ouvre beaucoup plus de possibilités d'actions du

gouvernement belge.

Mais, en bout de course, cela va peut-être vous surprendre, le texte juridique qui lie les trois États en matière de garantie, il est le même. Les Français, les Luxembourgeois et les Belges sont tenus par le même dispositif. Expliquez-moi en quoi nous avons pris plus ou moins de risques que nos collègues français ou luxembourgeois en acceptant exactement le même texte.

Je suppose qu'il y a quelque chose qui m'échappe. Il y a certainement quelque part un raisonnement juridique que, malheureusement, je n'ai peut-être pas pu percevoir. Je n'ai fait que cinq années de droit.

Voilà ce que je peux vous dire sur ce point. C'est la même convention qui fixe les conditions d'appel à la garantie et d'organisation de la garantie pour les trois États.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Il y a une hiérarchie des normes: l'arrêté royal du 18 octobre ne fait pas référence à une convention. Simplement, est-ce que ce document est accessible? Ou bien est-il totalement top secret?

**Didier Reynders**, ministre: Je pense que, oui, mais je pense aussi que le mieux, c'est d'interroger le ministre des Finances.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Dommage que vous ne soyez plus ministre des Finances alors! Madame la présidente, voilà un document supplémentaire à demander pour la bonne documentation de cette commission.

La **présidente**: Nous allons écrire au ministre des Finances, monsieur Gilkinet.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Mevrouw de voorzitter, de heer Gilkinet heeft 80 % van mijn vragen gesteld. Ik heb er nog 15 % kunnen stellen en zal nu die laatste 5 % nog stellen.

Ik kom niet terug op wat de Nederlanders zeggen en het feit dat wij ons hebben laten rollen en onze mond niet hebben opengedaan bij de Europese Commissie. Daarop zal ik wellicht nooit een antwoord krijgen.

Ik kom terug op ARCO. U zegt dat de garanties geld hebben opgebracht. In 2008 werd besloten dat de verzekeringsmaatschappijen konden toetreden tot het Garantiefonds. Ook voor de coöperanten werd dat goedgekeurd.

ARCO trad niet toe. Wat gebeurde er toen het kalf verdrongen was, toen de boel failliet was? In september 2011 werd er vlug besloten om aan de coöperanten van ARCO een garantie te geven die kan oplopen tot anderhalf miljard euro. Dat wordt nu betwist door de Europese Commissie. Gelukkig is er nog een onafhankelijke scheidsrechter die zich daarmee bezighoudt.

Wat mij dan verwondert, is dat u plots instantwetgeving maakt, terwijl de Groep ARCO drie jaar lang niets heeft betaald. Ik betwist al het feit dat zij aandeelhouder zijn. In feite zijn het geen spaarders, maar die discussie zal ik hier niet voeren.

De wet is goedgekeurd, maar de Groep ARCO betaalt niets aan het Garantiefonds. Groep ARCO betaalt geen verzekeringspremie en wanneer zij haar wagen kapot rijdt, eist zij een omniumuitbetaling. Wat doet u als Waals minister van Financiën? U stemt daarmee in.

Dat is onrechtvaardig. ARCO had kunnen toetreden tot het fonds en men had de wet kunnen aanpassen, maar men heeft gewacht tot op het laatste moment. Daarmee heb ik het moeilijk. Ik zou daarover graag concrete uitleg krijgen.

Mijnheer de minister, u bent daarnet lang aan het woord geweest en ik heb daaruit een zin onthouden met betrekking tot politieke benoemingen en het feit dat dit in de toekomst niet meer zal gebeuren.

Dat is logisch als ik zie wat er is gebeurd en hoeveel politieke benoemingen er in die raden van bestuur en zelfs in de auditcomités waren. Er waren vertegenwoordigers van alle zuilen, en nog niet van de minste: mensen die vandaag zelfs eerste minister zijn of baas van Europa. Ik vraag mij af wat zij op die raden van bestuur hebben gedaan, behalve waarschijnlijk kreeft eten.

U zegt dat dit in de toekomst niet meer zal gebeuren. Ik heb het over de toekomst. Ik heb het er nog over gehad vorige week in de plenaire vergadering. Wij zijn nu al vier maanden bezig met Dexia Bank en men is nog steeds aan het bakkeleien wie daar wordt benoemd op basis van de juiste politieke kaart.

Wij hebben de heer Guy Quaden gehoord. Hij is afgetreden en ik verneem dat hij er nu ook in moet, want de PS moet daarin een vertegenwoordiger hebben. Er moeten er zoveel zijn van cdH en nog een paar van MR. Er is dus niets veranderd.

Mijnheer de minister, kunt u mij dan zeggen waarom dit op vandaag nog niet is gebeurd? Toen u daarnet uitweidde, kreeg u het op uw heupen toen ik u onderbrak. Heel die mooi theorie van geen politieke benoemingen meer, we zijn vier maanden ver met de bank en u komt nog niet overeen wie u zult benoemen in de raden van bestuur op basis van de politieke lidkaart.

Wat hebt u dan in feite geleerd uit het verleden, uit al dat geld dat wij allemaal in Dexia hebben gestopt en de waarborgen die wij hebben verstrekt?

Dat zijn nog twee concrete vragen en daarna zal ik u vandaag niet meer lastigvallen.

Minister **Didier Reynders**: Ten eerste, wat ARCO betreft, ik heb altijd gemeend dat het geen goed idee was om zoveel waarborgen te verstrekken aan veel andere actoren, en dit in twee richtingen.

Eerst was er het bankproduct. Op Europees vlak heb ik met mijn collega's beslist om 100 000 euro toe te kennen voor alle rekeningen. Dat is volgens mij een heel goede waarborg.

Wat een uitbreiding tot en met de Tak 21 en op het einde voor Ethias betreft, ik was niet zeker om in die richting te gaan zonder te veel risico's, maar het was een duidelijke vraag en een politiek compromis.

Ik ben heel duidelijk daarover. Ik heb gezegd dat het voor mij als minister van Financiën een evenwichtsoefening was. Het was misschien nuttig om dat te doen om zodoende een oplossing te vinden voor Dexia.

Men kan niet naar een handtekening gaan voor Dexia, met Frankrijk, Luxemburg en andere landen. U weet dat er in een politieke bespreking verschillende vragen van verschillende partijen zijn, zeker in een coalitie.

Wat ARCO betreft, is het dezelfde problematiek. Ik heb dezelfde vraag gekregen. Dit is al vaak gezegd in dit Parlement. Ik heb gezegd dat het niet alleen de bankrekening is, niet alleen enkele verzekeringsproducten zoals de Tak 21 of de First-rekening van Ethias, maar er zijn ook coöperanten. Ik heb dezelfde redenering gevolgd. Als het nodig is om dat te doen om een oplossing te vinden voor Dexia, waarom niet?

Er is een tweede reden. Er was niet een vraag van verschillende politieke partijen van de coalitie,

maar ook daarna, bij de volgende stappen in 2011, was er een vraag van de mensen van ARCO en de verschillende standen, de verschillende bewegingen rond ARCO.

De vraag was heel duidelijk en ik heb ze heel goed begrepen. Het zal heel moeilijk zijn voor alle coöperanten. Ik heb dezelfde commentaar gehoord van de Gewesten wat de Gemeentelijke Holding betreft. Het zal heel moeilijk zijn om verder te werken met Dexia Bank België als het niet mogelijk is om een waarborg te krijgen van de federale Staat.

Ik wil alleen zeggen dat ik dat ook heb gezien voor de Gemeentelijke Holding. Voor een Gewest was het mogelijk om naar een andere bank te gaan. Dat was een keuze.

Dat is de reden waarom DBB met zijn nieuw management – het management van een aparte bank na de operatie met Frankrijk – heeft beslist om deel te nemen aan een akkoord met de Gemeentelijke Holding. Ik heb altijd, samen met de eerste minister, gezegd dat er geen nieuwe interventie op federaal vlak zou komen.

De financiering daarvan was georganiseerd door Dexia Bank België. Dat was voor de klanten. Dexia was een heel ingewikkelde constructie. Er waren immers aandeelhouders die ook belangrijke klanten waren: de gemeenten met de Gemeentelijke Holding, maar ook 800 000 coöperanten met ARCO en de andere partners.

Er waren dus twee elementen. Een echte vraag op politiek vlak en een evenwicht tussen de interesse van de bank om nog met zijn klanten te werken en nog iets te doen. Dat is de reden waarom Dexia in 2008 heeft beslist om een financiering te organiseren. Het is ook de reden waarom DBB nu heeft beslist om hulp te geven voor de vereffening van de Gemeentelijke Holding, zonder dat de federale Staat daarom heeft gevraagd. Wij zijn daarvan aandeelhouder.

Er was een vraag in 2008. Wij hebben gewacht tot de wet met betrekking tot een waarborg voor de coöperanten in het Parlement werd goedgekeurd. Waarom daarna alleen een premie? Dat staat in de tekst. Men moet een vraag krijgen van een coöperatieve en, als het mogelijk is, kan men met een koninklijk besluit een waarborg geven, met een betaling van een premie.

**Jean Marie Dedecker (LDD)**: Waarom gebeurt dat nog? Ik heb de lijsten bij. Op 17 maart 2009 wordt de wet ingediend en op 26 april 2009 wordt

hij goedgekeurd.

Daarin staat wat u zegt, of men daarmee akkoord gaat of niet. Ik ben daarmee niet akkoord en ik hoor dat u daarover ook heel sceptisch bent, maar de wet werd goedgekeurd. De coöperanten, de tak21 krijgen dat.

Er komt een lijst van al de mensen die daarop inschrijven en die daarvoor betalen. Er moet daarvoor immers worden betaald.

Minister **Didier Reynders**: Op vraag.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Zij vragen dat niet. Zij wachten tot ze een ongeval hebben en hun wagen in de prak rijden of hun huis afbrandt. Wat doet u op dat moment als minister van Financiën? Zij hebben nooit een premie betaald en toch maakt u snel een koninklijk besluit zodat u ze ook kunt betalen. Vindt u dat normaal?

Minister **Didier Reynders**: Ik herhaal de twee redenen. Ook in 2011, ook op het laatste moment, was ik op de Ministerraad. Er was een vraag van verschillende partners om dat te doen. Er was ook een probleem bij DBB. Zonder dat was het misschien zeer moeilijk om verder te gaan met dezelfde klanten en partners. Er waren twee redenen.

Waarom heb ik onmiddellijk een notificatie aan de Europese Commissie gestuurd? Omwille van dezelfde reden. Ik heb aan de Ministerraad gezegd en ik mag dat ook tegen u zeggen: ik ben niet zeker of het mogelijk was om een dergelijke, zeer late procedure aan te vragen bij de Europese Commissie.

Ik heb een notificatie aan de Europese Commissie gestuurd. Dat was het laatste document voor mijn aantreden als minister van Buitenlandse Zaken. Ik heb dat aan mijn opvolger gegeven. Ik heb een brief van de Europese Commissie gekregen waarin stond: "U moet daarmee stoppen. Wij zullen een zeer concreet onderzoek instellen".

Ik kan u geen andere elementen geven. Dat is de waarheid. Er was een akkoord op politiek vlak. Ik was daarmee niet zo tevreden. Voor mij was het belangrijk dat er een oplossing voor Dexia was met Ethias en ARCO.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): (...), de christelijke zuil, de socialistische zuil.

Minister **Didier Reynders**: Dat kunt u zeggen, maar u moet begrijpen dat het belangrijkste punt

voor een minister van Financiën was dat er een oplossing voor Dexia kwam.

Ik heb een vraag gekregen voor Tak 21 van Ethias. U kunt een andere mening hebben, maar u kunt toch zien....

Er zijn veel klanten van DBB. Er is ook een vergelijkbare toestand, misschien niet helemaal dezelfde maar wel vergelijkbaar, tussen Tak 21, bijna een bankproduct, en een bankrekening. Dat werd zo gezegd door veel concurrenten van Ethias, dat het bijna een bankproduct was.

Dus waarom niet een uitbreiding naar de Tak 21? Een coöperant is ook een spaarder. Als minister van Financiën moet ik de wet volgen en in de wet staat dat het mogelijk is om dit te doen.

Ik heb ook een vraag van het Waals Gewest gekregen om een bankprobleem tussen een bedrijf in het Waals Gewest en een grote bank ook in het pakket op te nemen. Ik heb gezegd: neen, daar stop ik mee. Ethias, ARCO, maar niet meer dan dat.

Ik zeg altijd, dat is gekend in de Ministerraad: en daarna misschien een (...) voor iemand. Dus ik stop. Ik zie een logica of niet. Ethias en ARCO, dat was geen vraag van mij, maar ik begrijp de redenering van anderen en van Dexia als ze zeggen: wij hebben ook klanten en partners.

Het is alleen dat en nu zullen we zien. Over de wettelijkheid oordelen rechtbanken. Over de staatsschuld oordeelt de Europese Commissie.

Het tweede punt, politieke benoemingen. Eerst en vooral, wat betreft de banken, wij waren geen aandeelhouders. Wij zaten niet in de algemene vergadering, dus ik heb geen keuze gemaakt voor 2008 voor een enig lid van een bank. Ze waren misschien allen zeer goed, zonder enige politieke benoeming destijds, in Fortis, in Dexia misschien minder, maar in Fortis blijkbaar wel. Dat waren zeer goede leden van de raad van bestuur. Ik heb dat gezien in 2008, met een zeer goede toestand van de bank.

In Dexia, dat was misschien meer politiek voor een deel van de leden, was dat ook een slechte toestand. Ik wil alleen zeggen dat een privé-bank, een zogenaamde publieke bank, privé-benoeming enerzijds, publieke en misschien politieke benoemingen enerzijds, maar aan het einde was dat hetzelfde verhaal: interventie van de Staat.

Wat heb ik gedaan? Voor alle leden sinds 2008

van de verschillende raden van bestuur heb ik altijd een keuze op basis van professionele kwaliteiten gevraagd. Dat kunt u verifiëren. Bij Fortis, bij BNP Paribas in Frankrijk, bij KBC voor een specifieke rol, dat was geen aandeelhouder, en voor Dexia nu, heb ik dat altijd gevraagd.

U kunt misschien een andere mening heb over een of andere persoon, maar ik heb geen politieke benoeming gedaan in een dergelijk verhaal. Het was altijd met zeer gekwalificeerde mensen van in de sector of buiten de sector.

Wat heb ik voor Dexia gedaan tot en met begin december? Ik ben niet meer belast met het management van dat dossier. Ik zal wachten op een voorstel van de eerste minister en de minister van Financiën in de Ministerraad.

Ik heb onmiddellijk gezegd, ook in het Parlement: ik zal aan een expertbureau vragen om een lijst van bekwame mensen te maken. Ik heb als minister van Financiën een eerste voorstel gekregen voor twee of drie mogelijke kandidaten voor de voorzitter van de raad. Ik heb gevraagd wie volgens hen de beste was. Ik heb de heer Bouckaert voorgesteld.

Men kan zeggen dat dit zeer goed is of niet, daarover bestaan misschien verschillende meningen, maar men kan toch niet zeggen dat dit een politieke benoeming is. Het is een echte man van de sector. Ik heb geen naam aan iemand gegeven. Ik heb een naam gekregen van een *headhunter*, na veel contact in de banksector...

Ik denk dat de reactie van iedereen, ik heb dat gelezen, zeer goed was. Het is een bekwame man.

Daarna heb ik een lijst van namen gevraagd aan hetzelfde bureau. Die lijst is sinds december in de handen van mijn opvolger. Ik pleit voor een keuze van iemand op die lijst. Waarom?

Ik heb niets tegen politieke overtuigingen van de een of de ander, maar ik vraag eerst een selectie op professioneel vlak. Wij weten dat mensen een politieke oriëntatie kunnen hebben. Ik heb alleen gevraagd om eerst een selectie te maken. Op basis van die lijst kan men een keuze maken.

De mogelijkheid voor iemand om terug naar de bank te gaan, na een rol in het hele proces sinds 1999, zal een voorstel van mijn opvolger zijn. We zullen zien. Ik wacht op de laatste lijst.

Tot dat de beslissing valt, zal ik blijven zeggen dat men een keuze moet maken uit de lijst, niets

anders.

Waarom? Het heeft geen zin om te zeggen dat men geen politieke benoeming wil. Men wil iemand op basis van een selectie in de raad van bestuur. U kunt zoeken, maar ik heb altijd voor die redenering gepleit en ik heb op die manier een aantal beslissingen genomen voor de verschillende banken en nu nog voor Dexia.

Ik ben daar fier op. Ik heb zo veel kritiek gekregen op mijn verschillende kabinetschefs, maar mijn eerste kabinetschef is nu een lid van de Europese Centrale Bank. Alle leden van de ECB hebben gezegd dat hij beter is als *chief economist* dan een Fransman en een Duitser, zelfs met een zeer forse druk van de twee landen. Ik ben daar fier op om toch enkele specialisten te hebben.

Dat was misschien ook een antwoord op de vraag van de heer Gilkinet. De heer Praet was bij mij gedurende de behandeling van de bankencrisis. Het is misschien geen expert. Er zullen andere, betere experts zijn in het Parlement, maar de heer Praet was bij mij tijdens alle onderhandelingen en de heer Praet is nu gekozen door de voorzitter van de ECB als *chief economist*. Hij was bij mij gedurende een jaar en is dan benoemd bij de Nationale Bank. Ik heb de heer Praet gevraagd om gedurende de hele crisis met mij te werken in het begeleidingscomité.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Het tegendeel zou nogal erg zijn.

Wat hier wel is gebleken, is het volgende. Mensen van de Franse kant zeggen dat doordat er mensen in de raad van bestuur zitten van verschillend politieke pluimage, ze weinig uit een mond spreken.

U zegt ook dat de aandeelhouders in de raad van bestuur verschillende belangen hebben. Men komt dan voor de Franse machine te staan met mensen die allemaal uit een mond spreken en men wordt platgewalst.

Met betrekking tot de politieke benoemingen is ook een feit zeker: men is vandaag terug bezig met politiek getouwtrek. U bent geen minister van Financiën meer. Daarin hebt u gelijk. En over uw zonden van het verleden zal ik u toch geen absolutie geven maar dat is ook mijn taak niet.

Ik zeg alleen dat het politiek getouwtrek vandaag weer bezig is, terwijl u daar een mooi exposé gaf – dat volgens mij veel te lang was, dat heb ik toen ook gezegd –, mag dat in de toekomst niet meer

gebeuren.

Mijnheer de minister, ik dank u voor uw aandacht.

La **présidente**: Merci, mijnheer Dedecker. Nous avons deux Dedecker et tout à l'heure j'ai fait une confusion. Je vais maintenant passer la parole à mijnheer Peter Dedecker.

**Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik vergeef het u uiteraard sowieso.

Ik heb nog drie resterende vragen, mijnheer Reynders. De andere vragen zijn ondertussen al behandeld. Ik zal ze alledrie punctueel stellen, zonder er heel veel rond te vertellen.

Ten eerste, ik kom terug op de bestuurders die mijn collega en naamgenoot net met u heeft besproken. U zei daarnet dat zij met drie doelen voor ogen moesten handelen. Ten eerste, de leefbaarheid van de onderneming zelf; ten tweede, de vertegenwoordiging van de aandeelhouder en, ten derde, en misschien het meest belangrijke doel dat u vermeldde, het correct toepassen van de beslissingen van de Europese Commissie. De bestuurders moesten op voormelde drie punten toezien.

Wij hebben ondertussen gezien dat zulks niet altijd het geval was. Er waren nog opmerkingen ter zake, zoals bijvoorbeeld het feit dat Dexia geen leningen met een te lage *risk-adjusted return on capital* mocht uitgeven. Ik meen dat het om een *return* lager dan 10 % ging.

Werd u door uw bestuurders en vertegenwoordigers daarover gebriefd? Zijn zij volgens u op de raad van bestuur voldoende opgetreden met betrekking tot deze materie en andere zaken inzake de verplichtingen tegenover de Europese Commissie, waaraan Dexia niet voldeed?

Ik zal na uw antwoord nog een paar vragen stellen.

Minister **Didier Reynders**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Dedecker, ik bevestig mijn woorden, namelijk dat de taak van de bestuurders was om met de activiteiten van de bank door te gaan en om alle beslissingen van de Europese Commissie correct uit te voeren, onder andere inzake de vennootschappen.

Wij hadden en hebben één vertegenwoordiger in de raad van bestuur van Dexia, omdat wij 5 % van de aandelen bezitten. Zulks was het gevolg van

het feit dat wij slechts voor 5 % aandeelhouder waren.

Ik heb de snelle en correcte uitvoering altijd gevraagd. Ik weet — en dat was ook door het management naar voren gebracht — dat er in de raad van bestuur verschillende meningen waren over de verschillende mogelijke toepassingen en tenuitvoerleggingen van de verschillende beslissingen van de Europese Commissie. Het discussiepunt was niet de inhoud van de beslissingen maar het ritme ervan. De vraag was of het al dan niet mogelijk was om vlugger te gaan.

Ik heb onze vertegenwoordigers altijd voorgehouden dat wij zo vlug mogelijk een correcte uitvoering aan alle elementen van de beslissingen van de Europese Commissie moesten geven.

Wij waren slechts één lid tussen vele, verschillende leden van de raad van bestuur. Ik kan bevestigen dat er onderappreciaties waren. Voor de vertegenwoordigers van andere aandeelhouders was het immers om andere redenen misschien belangrijker om bij Dexia geen verlies te boeken, wat ik begrijp. Het was echter zo.

Ik heb de correcte en snelle uitvoering altijd gevraagd. Een en ander werd ook door de vertegenwoordiger van de Staat naar voren gebracht. Echter, wij waren slechts één lid tussen de verschillende leden van de raad van bestuur en hadden slechts 5 % van het kapitaal in ons bezit. Het was onze keuze om slechts 5 % en niet meer dan dat in handen te hebben.

**Peter Dedecker** (N-VA): Uw vertegenwoordiger stond in de raad van bestuur dus tegenover een groep die dikwijls een andere mening was toegedaan. Hij vertegenwoordigde echter wel degelijk het standpunt om maximaal invulling te geven aan de vereisten van de Europese Commissie. Hij kwam volgens u ook positief tussenbeide in discussies over de interpretatie van de verplichtingen van de Europese Commissie.

Minister **Didier Reynders**: Het is zoals in een regering, in een ander bedrijf of in een andere bank, in die zin dat er verschillende contradicties zijn tussen de verschillende doelstellingen. Ik heb erop gewezen dat het in het belang van de vennootschap ons recht is om aldus te handelen.

In het belang van de vennootschap moesten de beslissingen van de Europese Commissie worden

uitgevoerd voor een specifieke operatie. Ik geef een voorbeeld. Moet de verkoop van bepaalde activa zeer vlug gebeuren en tegen een zeer lage prijs en dus met een heel groot verlies voor de bank of moeten wij op een betere prijs wachten? Ik heb altijd geopperd om zo vlug mogelijk te verkopen, onder druk van een correcte uitvoering van de beslissingen van de Europese Commissie. U moet echter begrijpen dat het op het einde van de bespreking van sommige dossiers in de raad van bestuur meer in het belang van de vennootschap was om te wachten. Er is dus een mogelijke contradictie tussen verschillen doelstellingen.

De aanbeveling van de minister van Financiën aan de vertegenwoordiger van de Staat was echter een snelle en correcte uitvoering van de beslissingen van de Europese Commissie.

**Peter Dedecker (N-VA):** Daar duiken dus alweer de contradicties op tussen de rentabiliteit van de onderneming en de veiligheid van de investering en garanties van de Belgische Staat.

Ik heb nog een tweede vraag.

De onderhandelingen met de Europese Commissie bestaan uit twee delen, namelijk, de onderhandelingen tussen de technische werkgroepen en het Directoraat-Generaal Mededinging, enerzijds, en de politieke onderhandelingen met Kroes, anderzijds.

Hebt u een lijst van de personen die aan de verschillende onderhandelingen deelnamen, dus zowel de onderhandelingen in de technische werkgroepen als de onderhandelingen met Kroes?

Kunt u daarover iets meer zeggen? Zijn er notulen van?

Wat was vooral de houding van de Belgische Staat tegenover de *trustee*? Er is een hele discussie geweest. Een aantal *trustees* is door de Europese Commissie geweigerd. Welke rol heeft België in hun weigering gespeeld?

**Minister Didier Reynders:** U vraagt naar een document met een lijst van de verschillende vergaderingen of interventies.

Ik moet evenwel herhalen dat ik zovele keren allerlei zaken over de onderhandelingen met de Europese Commissie heb gehoord. U moet de Europese Commissie echter kennen.

Voor onderhandelingen stappen wij naar de

Europese Commissie met een beslissing. Wij hebben een beslissing genomen. Wij proberen vervolgens de Europese Commissie van onze beslissing te overtuigen. Op het einde is het echter een onafhankelijke beslissing.

Ik weet dat er in de verschillende lidstaten verschillende methodes zijn om een heel grote druk op de Europese Commissie te leggen of om tot een andere onderhandelingsmethode te komen. Wij hebben veel contact gehad met het *case team*, de organisatie van de Europese Commissie, daarna met het kabinet van de commissarissen en vervolgens met de commissarissen zelf. Ik zal een presentatie daarvan aan de commissie bezorgen.

**Peter Dedecker (N-VA):** In mijn laatste vraag wil ik nog even op uw inleidende uiteenzetting terugkomen.

U verklaarde dat was afgesproken dat, zolang Dexia SA staatssteun of staatsgaranties krijgt, geen nieuwe bonussen zouden worden toegekend. U zei duidelijk "geen nieuwe bonussen", "*pas de nouveaux bonus*." Het woordje "nieuw" valt mij op. Wat bedoelt u precies met "nieuw"? Betekent het dat wie nu in een bonussysteem zit en een bonus verwacht, op zijn bonus mag blijven rekenen en dat zijn bonussysteem een soort permanent systeem is? Wat doet u met de andere regelingen? Zal men met de functioneringstoelagen akkoord gaan? Wat bedoelt u precies met het woordje "nieuw"?

**Minister Didier Reynders:** "Nieuw" wil zeggen dat er in het verleden bonussen waren. Bij het geven van de nieuwe waarborg hebben wij als voorwaarde gesteld dat er geen nieuwe bonussen in de toekomst zouden komen.

Het was een klaar en duidelijke beslissing met Frankrijk om geen nieuwe bonussen toe te staan. Er zijn regels ter zake.

Er is al een lange bespreking aan de gang over het verschil tussen bonussen en verschillende elementen van de variabele remuneratie. Dat moet men misschien doen met het nieuw of het huidig management van Dexia. Welke mogelijke verschillen zijn er ter zake?

Daaromtrent is er een referentie in mijn tekst. Ik heb altijd gezegd dat er geen bonus mag zijn voor de verschillende, specifieke functies, niet voor de non-executieve bestuurders en niet voor de executieve bestuurders. Ik heb de voorbije dagen ook een en ander gelezen. Daarna is het mogelijk

om een deel van de remuneratie op variabele basis aan alle leden van de bank te geven. Dat is een ander verhaal.

Geen echte bonus was echter een klaar en duidelijke voorwaarde tijdens de onderhandelingen met Frankrijk bij onze laatste interventie inzake een nieuwe waarborg.

**Peter Dedecker** (N-VA): De andere functioneringstoelagen die nu zijn uitgedeeld, blijven toch weer een inbreuk op wat de wet heeft bepaald. Wij moeten een kat een kat noemen.

Minister **Didier Reynders**: Tijdens de onderhandelingen was de voorwaarde klaar en duidelijk. Het is ook voor mijn opvolger mogelijk om te reageren. Ook onze ene vertegenwoordiger in de raad van bestuur van Dexia SA kan reageren. Wij zullen zien. Ik zal het in de regering vragen, echter niet meer in de hoedanigheid van minister van Financiën. Dat begrijp u wel, gezien de huidige toestand.

**Peter Dedecker** (N-VA): Uw opvolger heeft inderdaad al een reactie op bedoelde toelagen gegeven. Zijn reactie was echter niet echt naar onze zin.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ook voor mij geldt dat al veel van de vragen die ik wou stellen, al gesteld zijn. Ik zal niet terugkeren op wat al is gezegd.

Wat mij intrigeert, is het volgende: wat heeft België geprobeerd om er een andere oplossing door te krijgen dan de oplossing met kapitaalverhoging met bankgaranties. De minister heeft gezegd – u hebt dat in oktober in de commissie gezegd en u hebt nu opnieuw gezegd – dat de federale regering, ik citeer: “In 2008 heeft de federale regering getracht om de Belgische activiteiten van Dexia los te koppelen van de Franse activiteiten.” U hebt dat nu opnieuw gezegd en dat dat niet ging omdat de Fransen niet wilden. Ik denk dat dit een vaststelling is.

Bij de onderhandelingen met de Europese Commissie, mijnheer de minister, bood zich – voor zover wij daar nu zicht op hebben – een tweede kans om die Belgische piste gerealiseerd te krijgen. Volgens onze informatie heeft de Europese Commissie het eerste voorstel van plan afgewezen en was men bij de Europese Commissie veeleer voorstander van de oplossing met een *bad bank*. In plaats van DCL in een *bad bank* te steken, is het uiteindelijk een *bad bank* in de Groep geworden.

Mijn vraag aan u is de volgende. Was dat toen geen kans met België en de Europese Commissie die voor een andere oplossing waren dan Frankrijk? Het heeft in de krant gestaan. Er is wel een probleem dat u hebt om mij te overtuigen, met name omdat men ons heeft gezegd dat de Belgische stem tijdens die onderhandelingen met de Europese Commissie niet erg hoorbaar was. Er is ons gezegd dat de finale keuze voor de *bad bank* in de Groep gemaakt is in een driehoek: de commissaris, de Franse minister van Financiën en een vertegenwoordiger van Dexia Bank. België was daar niet aanwezig in de persoon van een politiek verantwoordelijke. Kunt u mij overtuigen van het feit dat men tijdens die onderhandelingen echt heeft geprobeerd om een andere piste te volgen?

Wij hebben vernomen dat er bij de Europese Commissie grote twijfels waren over de leefbaarheid van Dexia met het plan zoals het door de Belgen en de Fransen werd doorgevoerd. Er is ons gezegd dat de Europese Commissie daar niet echt in geloofde, maar als Dexia, België en Frankrijk het echt zo wilden, dan was dat voor de Commissie ok, op voorwaarde dat men een reeks criteria strikt zou naleven.

Over de naleving van die voorwaarden weten wij dat de Europese Commissie een *trustee* had aangesteld bij Dexia, die twee rapporten heeft opgesteld. Het eerste rapport was officieus, maar het tweede rapport van april 2011 was toch vrij kritisch. Er is ons gezegd dat toenmalige commissaris Almunia u daarover een brief heeft gestuurd. Hoe hebt u gereageerd op die brief?

Zeg mij als ik mij vergis. Men probeert ons te doen geloven dat België voorstander was van het loskoppelen van de Dexia Bank van de rest, maar de Fransen wilden dat niet. In die onderhandelingen met de Europese Commissie had u de Commissie aan uw kant. Voor zover wij kunnen zien, is er niet veel activiteit geweest van België om dat te verkrijgen. Op dat moment valt men terug op de tweede lijn, namelijk de voorwaarden die allemaal goed moeten worden nageleefd. Dat blijkt echter niet te kloppen. U krijgt een brief. Ik denk niet dat dat zoveel gebeurt. Ik weet niet of u brieven heeft gekregen met dezelfde klachten over KBC of andere banken. Mijn vraag is wat u hebt gedaan.

Ik kom dan tot mijn derde en laatste punt. Is hier geen politieke verantwoordelijkheid in het gedrang? Ik ben nog niet overtuigd van het feit dat wij hard hebben geprobeerd om de Fransen af te



houden van hun idee en de kant te kiezen van de Commissie, die pleitte voor een opsplitsing. Dat is een politieke verantwoordelijkheid. Als men zich daarvoor niet inzet, lijkt het mij dat de verantwoordelijkheid er komt. Hoe hard hebt u geprobeerd om de voorwaarden van de Europese Commissie te laten naleven door Dexia?

Minister **Didier Reynders**: Het is een werk van jaren om de heer Van der Maelen te overtuigen. Ik zal dat vandaag nog eens proberen.

In 2008 was het onmogelijk om een andere oplossing door te drukken dan de verhoging van het kapitaal met garanties. Er werd ter zake een veto gesteld door de Fransen.

Wij hebben alles geprobeerd, zelfs met een bezoek van de eerste minister aan de Franse president. Wij hebben een vergadering gehad in Parijs om andere mogelijkheden aan te kaarten. Het was echter onmogelijk om een andere oplossing door te drukken. Gedurende heel de onderhandelingen in 2008 met mevrouw Lagarde en de heren Fillon en Sarkozy bleek het onmogelijk te zijn om onmiddellijk een andere oplossing te aanvaarden. Wij hebben voorgesteld om terug te keren naar twee banken. Alles werd op tafel gelegd, maar er werd een veto gesteld. Dit is zeer klaar en duidelijk. Ik heb dit gevraagd aan veel intervenanten, maar eerst en vooral aan de eerste minister en de president van Frankrijk. Ik heb hun gezegd dat wij in België een zeer groot risico liepen op een *bank run*. Bij ons gaat het immers over een echte bank, een depositobank. In Frankrijk was dat niet het geval. In de pers werd daar geen druk uitgeoefend. Dexia was een probleem in Frankrijk, maar in België was het een ander verhaal.

Ik moet u zeggen dat wij geprobeerd hebben om toch iets te doen. De kapitaalverhoging was een verhaal van 50/50 met 3 miljard euro van beide zijden. Dat is niet te vergelijken met de vorige repartitie van de aandelen. Op die manier was het toch mogelijk om iets te vragen aan Frankrijk. Het was echter niet echt gemakkelijk.

Wat de waarborg betreft, heb ik altijd gezegd dat het percentage ten laste van België van meer dan 60 % misschien te veel is voor sommige parlementsleden, maar ik heb altijd gezegd dat het nog altijd minder is dan het percentage van België in het aandeelhouderschap. Bovendien hebben wij tot nu toe premies ontvangen zonder dat de waarborg moest worden aangesproken.

Men kan altijd zeggen dat het ging om een heel

groot risico. Dit is juist, maar tot nu toe werden wel premies uitbetaald zonder dat de waarborg werd aangesproken. Wij hebben destijds geprobeerd. Ik moet u zeggen dat ik veel contact heb gehad met Christine Lagarde gedurende heel het proces. Wij hebben hier heel wat nachten aan gespendeerd in Brussel. Jean-Claude Trichet was voor Fortis in Brussel en wij hebben ook contact gehad in verband met Dexia. Wij hebben altijd gezegd dat het misschien nuttig kon zijn om te kiezen voor een andere oplossing. Ik herhaal echter dat hiertegen een veto werd gesteld.

U kunt zeggen dat hier sprake is van politieke verantwoordelijkheid, maar het is nu eenmaal zo dat men met twee moet zijn om een tango te dansen. Om een akkoord te bereiken over Dexia was het akkoord van Frankrijk nodig.

Ik was niet aanwezig tijdens de verschillende hoorzittingen met de Commissie. Ik ben een beetje verrast. Mocht het in 2008 mogelijk zijn geweest om met de huidige commissaris in een andere richting te gaan, dan had de Commissie op dat moment perfect een beslissing kunnen nemen.

Waarom heeft de Commissie een akkoord tussen de drie landen aanvaard? Waarom? Ik begrijp dat niet goed. Ik heb destijds in 2008 geen vraag gekregen van de Commissie om te stoppen met de kapitaalverhoging en om de Groep te splitsen. U weet dat het mogelijk is voor de Commissie om voorwaarden op te leggen in het akkoord. Ik zal het niet herhalen zoals in Nederland voor de Nederlandse minister en in Frankrijk voor een andere commissie.

De Europese Commissie probeert nu misschien te zeggen dat ze destijds een beter idee had, een idee dat evenwel onmogelijk was. Waarom was dat onmogelijk? Als de Commissie echt beslist had om die operatie niet goed te keuren, maar wel een splitsing vroeg van de twee banken van Frankrijk en België, dan was er de mogelijkheid voor Frankrijk om nee te zeggen. We hebben het akkoord van de Commissie gezien en gehoord.

Ik heb veel contacten gehad, ook met de commissaris in Rotterdam. Ik heb in antwoord op andere vragen gezegd dat ik altijd aan onze vertegenwoordigers daar heb gevraagd om zo vlug mogelijk uitvoering te geven aan alle beslissingen van de Commissie.

Ik heb echter problemen met het commentaar een aantal jaren later waarbij men zegt dat men niet veel contact met België heeft gehad en dat het

dus onmogelijk was om een correcte beslissing te nemen. Dat is toch een zeer zware politieke verantwoordelijkheid voor de Commissie. Ik was niet aanwezig en ik heb dus geen echt concrete indicaties daarvan. Voor de Commissie was het mogelijk om nee te zeggen en te zeggen dat er een andere evolutie moest komen. Ik heb dat echter niet gehoord of gelezen in 2008, zelfs niet in een brief.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik moet wat opletten want sommige van die dingen zijn achter gesloten deuren gezegd en ik wil niet in de problemen komen. Mijnheer de minister, ik vraag u mij een bewijs te geven van het feit dat wij van de situatie die bij het begin van de onderhandelingen ... Voor zover wij weten is er een eerste plan gekomen en de Europese Commissie heeft dat geweigerd. Dat was een plan naar laat ons zeggen Frans model. Ik denk dat toen, als wij echt een Belgische oplossing wilden, onze politieke overheden gebruik hadden moeten maken van de situatie dat het 2 – de Europese Commissie en België – tegen 1 – Frankrijk – was. Is dat gebeurd? Kunt u dat bewijzen? Zijn wij trouw achter Frankrijk blijven lopen? Dat is mijn eerste vraag.

Ten tweede, voor zover wij alles kunnen samenstellen heb ik de indruk dat de technici bij de Europese Commissie vonden dat het het beste was om een *bad bank* te creëren, de zieke delen af te scheiden en de goede delen over te houden. Wij horen dat het onder zware Franse druk op de Commissie – niet op de technici maar op de commissaris – op politiek vlak men een andere beslissing heeft genomen die te vertalen is als wanneer DCL niet in een *bad bank* kan we een *bad bank* in de Groep zullen maken, die een *run off* zetten en daar een hoop voorwaarden aan verbinden.

Het is dus een soort van compromis maar dan met strenge voorwaarden. Wat mij betreft, om uit te maken of er politieke verantwoordelijkheid in het geding is, als men toch het politieke compromis tussen de lidstaten en de Europese Commissie volgt, dan komt het erop aan hoe hard wij in België ons best hebben gedaan om ervoor te zorgen dat tenminste die voorwaarden zijn nageleefd.

Ik geef grif toe dat niemand kan beweren dat als al die voorwaarden nageleefd zouden zijn, Dexia niet in de problemen zou zijn gekomen. Feit is wel dat Dexia zwakker stond omdat een reeks van voorwaarden niet vervuld was. Er is niet hard genoeg gewerkt. Misschien hebben wij in 2008 en 2009 te veel de zachte heemeester gespeeld

en daarom zitten wij nu met de stinkende wonden. Hoe hard heeft België bij de onderhandelingen met de Europese Commissie aangedrongen op een Belgische oplossing?

Ten tweede, probeer ons ervan te overtuigen dat u heel scherp hebt toegezien op de naleving van de voorwaarden. Ik ben daarvan nog altijd niet overtuigd. U kunt mij overtuigen als u mij documenten toont, als u mij kunt aantonen dat u gevraagd hebt om ter zake een en ander te ondernemen. Dan wil ik van mening veranderen.

Minister **Didier Reynders**: Dat weet ik, mijnheer Van der Maelen. Ik heb uw mening gelezen voor de commissie. Het heeft geen zin om te zeggen dat ik zo hard mogelijk gewerkt heb, want voor u is dat niet genoeg.

U zegt dat Frankrijk meer capaciteit heeft om iets te vragen aan de Europese Commissie dan België. Dat is misschien waar. Misschien geldt dat ook voor Duitsland. Het is mogelijk dat Duitsland iets meer te zeggen heeft aan de Europese Commissie dan België. Het is misschien mijn politieke verantwoordelijkheid dat wij niet dezelfde kracht hebben tegenover de Europese Commissie als de heer Sarkozy of mevrouw Merkel. Misschien hebt u de laatste weken en maanden gezien dat dit hetzelfde verhaal is voor iedereen.

Mijn probleem is dat ik niets gelezen heb van dergelijke audits. U zegt dat iemand dat achter gesloten deuren gezegd heeft. Wat moet ik daarop zeggen? Ik heb daar geen commentaar op. De keuze aan het einde werd niet met drie gemaakt maar alleen door de Europese Commissie. Als het waar is dat het voor de Europese Commissie zo belangrijk was om een *bad bank* te hebben, waarom heeft de Europese Commissie dan deze beslissing genomen? Waarom? Onder druk van Frankrijk? U moet die vragen aan de Europese Commissaris stellen.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Die komt niet.

Minister **Didier Reynders**: Het was geen stemming tussen twee landen, de Europese Commissie had de eindbeslissing. De uiteindelijke beslissing lag in handen van de Europese Commissie.

Madame la présidente, c'est quand même très difficile... Je veux bien répondre à beaucoup de questions mais me demander si des gens qui se sont exprimés à huis clos de cette façon, si je suis d'accord avec eux ou pas... Excusez-moi, mais...

La **présidente**: C'est tout le problème.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Dat is mijn vraag niet, mijnheer de minister.

Minister **Didier Reynders**: Mijn antwoord is klaar en duidelijk. Ik heb zo hard mogelijk gewerkt. Ik weet echter sedert jaren uit de commissie voor de Financiën dat ik zoveel inspanningen mag doen als ik wil, maar dat het voor u nooit genoeg zal zijn. Dat is niets nieuws.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijnheer de minister, laten wij het verleden laten wat het is. Wij zijn met een ander dossier bezig.

Minister **Didier Reynders**: Is het geen dossier uit het verleden?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Heeft België tijdens het onderhandelingsproces met de Europese Commissie de splitsing, de *bad bank*, ter tafel gelegd? Ja of nee? Als het ja is, maak het ons dan alstublieft duidelijk aan de hand van een nota of van een verslag van een vergadering die er geweest is waar dit namens België gesteld is. Meer vraag ik niet. Als u het document voorlegt, dan zal ik u proficiat wensen, mijnheer Reynders en dan zal ik zeggen dat u uw werk zeer goed hebt gedaan. Ik heb dat bewijs echter nog niet.

Minister **Didier Reynders**: Mijnheer Van der Maelen, u zult nooit zo'n bewijs krijgen. Waarom? U vraagt dat niet, u hebt sedert vele jaren uw mening over het dossier.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijn mening doet hier niet ter zake.

Minister **Didier Reynders**: Mag ik een antwoord geven?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ja, maar mijn mening doet hier niet ter zake. Ik vraag alleen of u mij zo'n document kunt geven. Als u mij zo'n document geeft zal ik toegeven dat ik mij vergist heb.

La **présidente**: Monsieur Van der Maelen, étant donné votre expérience et votre âge, vous êtes capable de comprendre que tout ce qui se passe lors d'échanges n'est pas nécessairement transcrit. Demander des preuves pour tout et exiger qu'elles soient supportées par des documents est un peu infantile. Il n'y a pas des documents pour tout.

Comme M. Gilkinet et moi-même, du fait que je

suis parlementaire depuis 2003, en tant que membres de la commission des Finances, nous avons l'habitude d'avoir parfois un style avec M. Reynders et inversement. Essayez chacun de vous départir de vos affects éventuels et de répondre aux questions. Toutefois, exiger un document, c'est un peu bête. S'il n'y a pas de document, comment voulez-vous prouver un fait négatif? Vous ne savez pas le prouver.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik kan er ook niets aan doen, maar in dezen heeft België de indruk tegen. U was hier. Ik was hier. Wij hebben iemand horen zeggen, het heeft ook in de krant gestaan: "Wij hebben tijdens gans dit onderhandelingsproces de stem van België bijna niet gehoord." Dat klopt toch?

Mijnheer de minister, kunt u dat weerleggen? U zegt tegen mij dat u hard uw best gedaan hebt. Ik wil dat geloven, maar ik vraag de minister dat te weerleggen aan de hand van een document, eender welk document waaruit blijkt dat België dat op tafel heeft gelegd. Is dat zo infantiel?

La **présidente**: Ce n'est pas tout à fait la même chose! Vous avez dit deux choses différentes. D'une part, vous posiez la question de savoir si la Belgique était présente lors des négociations. A-t-elle fait entendre sa voix? D'autre part, vous demandez si le scénario de la scission a été abordé par la Belgique. Ce sont deux choses différentes.

Ce qui a été dit – et c'est exact, monsieur le vice-premier ministre – et qui n'engage que celui qui l'a dit, c'est qu'on n'entendait pas beaucoup la voix de la Belgique. Quant au scénario dont vous parlez, sauf erreur de ma part, je ne me souviens pas, et j'en appelle à la mémoire de mes collègues, que la même personne ait dit que ce scénario a été évoqué, qu'il aurait dû l'être ou qu'il ne l'a pas été parce que la Belgique n'était pas présente mais qu'elle aurait dû le faire, etc. Je n'ai pas entendu cela!

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Elle n'a pas dit cela.

La **présidente**: Vous demandez de le prouver. Comment voulez-vous prouver le fait d'être là, d'avoir échangé et négocié etc. autrement qu'en le disant? Chacun s'engage sur ce qu'il dit.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): En plus, on ne sait pas qui a eu des contacts avec la Commission européenne. Cependant, si on nous envoie M. Wunsch ou M. Praet et que ceux-ci nous disent avoir proposé cela à ce moment-là, lors de cette

réunion, je suis prêt à les croire. Jusqu'à présent, tout ce que l'on sait, c'est que quelqu'un de bien placé pour le savoir est venu nous dire qu'on n'a pas entendu beaucoup la Belgique.

Je dis simplement – et vous êtes aussi bien au courant que moi – que la Commission n'était pas du tout convaincue au début de la validité du premier plan. La Commission a donc proposé différentes choses. C'est le *splitsing*-scénario et la vente de plusieurs parties. La Belgique a-t-elle profité de cette situation pour mettre sur la table le plan belge envisagé en 2008 mais que nous n'avons pas pu exécuter à cause du veto des Français? C'est une question logique!

**La présidente:** Si la question a été posée et qu'il y a eu des échanges à ce sujet mais qu'il n'y a pas de document, comment voulez-vous que l'on vous transmette un document? Y a-t-il une obligation de tout transcrire mot à mot dans des échanges de ce type-là? Je ne crois pas.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): (...)

**La présidente:** Madame Almaci, vous aurez votre tour! Vous êtes sur la liste.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Het gaat over de manier van werken, mevrouw de voorzitter. Ik vind het als lid van de oppositie, die niet aan het woord is en de vraag niet heeft gesteld, bijzonder vreemd om u te horen antwoorden op een vraag van een van de leden van de commissie en een stelling daarover in te nemen. Ik heb daar een probleem mee.

**La présidente:** Non, je ne prends pas position! Vous vous trompez et vous utilisez encore un artifice pour faire valoir votre point de vue. Je réponds à quelque chose de fondamental qui est qu'on ne peut pas prouver un fait négatif. Donc, vous dites: "L'avez-vous fait? Quelqu'un m'a dit que vous ne l'aviez pas fait." Vous ne savez pas prouver un fait négatif, réfléchissez un peu! Maintenant, cela n'engage que moi. Et je vais repasser la parole, si vous le permettez, à M. le vice-premier ministre.

**Didier Reynders**, ministre: Je n'ai pas grand-chose à ajouter.

**Minister Didier Reynders:** Ik zal het nog eens herhalen. Wij hebben zo hard mogelijk gewerkt om tot een oplossing te komen. De eerste minister stond in contact met de Commissie en Frankrijk. Ik heb alleen gezien dat het voor de Commissie onmogelijk was om een beslissing te nemen en

een *bad bank* te vragen. Waarom? Dat weet ik niet. Het is te gemakkelijk om achter gesloten deuren te zeggen dat het de fout van België was.

Wij hebben een andere beslissing genomen. Wij hebben altijd gezegd dat wij liever naar een splitsing gingen van de twee activiteiten, in Frankrijk en in België, maar dat werd geweigerd – hoeveel keer moet ik dat zeggen? – door Frankrijk. Ik heb nooit een beslissing van de Commissie gezien waarin stond dat zij een *bad bank* en een splitsing van de twee activiteiten vroeg. Op het einde hebben wij dus gewerkt aan een andere oplossing. Dat is juist. U wil dat niet begrijpen, maar ik probeer niet om die enkele mensen te overtuigen. Dat heeft geen zin.

Wat de volgende stap betreft – dat was ook een vraag van u, mijnheer Van der Maelen, maar misschien bent u niet geïnteresseerd in het antwoord – wat hebben wij in 2011, drie jaar later, gedaan? Toen was het wel mogelijk om nog meer druk uit te oefenen op Frankrijk en de Commissie. Wij hebben namelijk gevraagd om Dexia Bank België uit de Groep te halen, op basis van een verkoop aan België. Dat was mogelijk. Drie jaar eerder was dat onmogelijk.

Tot en met de laatste dagen in 2011 was het onmogelijk om de woorden "*bad bank*" in Frankrijk te gebruiken. Zij hebben het altijd, zelfs in het Parlement, "*une banque résiduelle*" genoemd. Wij hebben gezegd dat het een *bad bank* is, maar zij vonden dat wij dat niet konden zeggen. Drie jaar later, misschien met meer druk van België, of misschien dankzij de toestand van de markten, was het mogelijk de Fransen ervan te overtuigen dat het nuttig was om een aparte redenering te volgen voor Dexia Bank België en een echte *bad bank* op te richten voor Dexia SA.

Er is nog een probleem, maar in Frankrijk. Er is nog geen echte oplossing voor een Franse bank. Ik zal niet meer zeggen. Ik probeer u ervan te overtuigen dat ik hard en genoeg gewerkt heb. Ik was in Parijs met de eerste minister. Het was onmogelijk om een andere mening te krijgen in Frankrijk. Mijnheer Van der Maelen, dat waren de standpunten van Frankrijk en België.

Ik was niet aanwezig tijdens de hoorzitting met iemand van de Commissie. Heb ik goed begrepen dat het beter was om naar hun oplossing te gaan? Waarom was er dan geen beslissing van de Commissie daarover? De politieke verantwoordelijkheid ligt toch daar? De eindbeslissing is een beslissing van de Europese Commissie. Ik meen dus – ik heb niets tegen

mevrouw Kroes of anderen – dat zij hebben gedacht dat de enige mogelijke oplossing de oplossing was die op de tafel lag.

Op het einde was er geen stem van België of een stem van Frankrijk. Het was een onafhankelijke beslissing van de Commissie. Als de Commissie vond dat ons voorstel, met een splitsing van de twee activiteiten, beter was, waarom heeft de Commissie dan die beslissing niet genomen? Dat begrijp ik niet. De politieke verantwoordelijkheid daarvoor ligt bij de Commissie, niet bij mijzelf.

Heb ik te veel of te weinig gewerkt? Het spijt mij, maar dat is een zeer rare vraag. Na zo'n werk, gedurende zovele maanden, met de banksector, is het raar om dat te horen, maar ik ken uw standpunt daarover.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijnheer de minister, ik twijfel er niet aan dat u hard hebt gewerkt. Ik heb dat zelfs gezien. Ik heb zelfs gelezen hoeveel uren en nachten. Daar gaat het niet over, maar ik denk dat de twijfel redelijk is, nadat wij hier iemand hebben horen zeggen: "Wij hebben van België niet veel gehoord."

Ik heb alleen gevraagd of wij tijdens het onderhandelingsproces opnieuw geprobeerd hebben om "de Belgische oplossing" op tafel te krijgen. Het is ook voor de andere leden van de commissie belangrijk om dat op een of andere manier duidelijk te maken. Dan is dat al een punt waarover wij niet met elkaar moeten discussiëren.

Het plan werd dan aanvaard door de Commissie. Wat betreft de problematiek van de naleving van de voorwaarden, hebben wij de brief van commissaris Almunia, mevrouw de voorzitter? Hebben de experts die al gezien? Ik meen dat dit een belangrijk document is. Zo kunnen wij zien wat de heer Almunia juist heeft laten weten aan de minister. Hebben wij die brief? Hebben de experts die al gezien?

La **présidente**: Oui.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): La réponse est oui?

La **présidente**: Oui.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): OK. Donc on peut en débattre lors de nos prochaines réunions.

La **présidente**: Absolument.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Merci.

La **présidente**: Monsieur le vice-premier ministre, je voudrais revenir, mais de façon différente et de manière plus synthétique, sur certains éléments.

J'ai huit questions à vous poser dont la première moitié concerne le sauvetage de 2008 et l'autre moitié le démantèlement de 2011.

Lors de la recapitalisation de 2008, la piste d'une *bad bank* a été écartée en raison de motifs politiques et économiques. Pour ce qui concerne les motifs politiques, nous savons ce qu'il en est du côté français. D'un point de vue économique, la principale objection concernant ce scénario était – vous l'avez rappelé – le coût du passage en valorisation de marché au cas où le *legacy* était isolé dans une structure résiduelle.

M. Mariani nous a dit qu'il était dangereux et inacceptable de se faire le prophète du passé. Il a également dit qu'ils avaient réalisé a posteriori une étude qui portait sur le coût qu'aurait représenté le scénario de la *bad bank*. Selon cette étude, 20 milliards d'euros auraient été nécessaires si, en 2008, on avait opté pour cette solution.

La question n'est-t-elle pas finalement de savoir si les engagements qui ont été pris un peu plus tôt vis-à-vis de Fortis et le risque qui pesait sur l'État au moment où il a fallu sauver Dexia – on avait sauvé Fortis, dans la première partie du week-end, avec des engagements importants – n'ont pas conditionné l'attitude du gouvernement et la proposition de recapitalisation qu'il a faite plutôt que d'opter pour un autre scénario.

Dans le cas où le Holding Communal et/ou ARCO ne pouvai(en)t pas participer à cette augmentation de capital, qu'auriez-vous fait?

Lorsque l'on doit prendre une décision, on examine quelles sont les solutions possibles. Apparemment, les Français vous coupaient la route d'office lorsqu'il s'agissait d'envisager la solution de la *bad bank*. C'est ainsi que l'on s'est orienté vers une recapitalisation dans laquelle l'État belge a essayé de prendre la part la moins importante car un investissement important avait été consenti pour le sauvetage de Fortis. Mais qu'aurait-on fait si la recapitalisation n'avait pas pu être supportée par le Holding Communal et ARCO? Comment la question a-t-elle été examinée, à ce moment-là?

J'en viens à ma deuxième question. La Commission européenne n'était, en principe, pas défavorable à l'adossment global du groupe comme solution acceptable dans le cadre du plan

de 2010. Or cette possibilité n'est pas explicitement évoquée dans le plan approuvé en 2010. Quelle a été la position de l'État belge par rapport à une telle éventualité?

Enfin, des engagements ont-ils été pris par le gouvernement vis-à-vis du Holding Communal et d'ARCO en termes de garantie de remboursement du capital et de dividendes lors de la recapitalisation de 2008?

**Didier Reynders**, ministre: Sur le volet recapitalisation, il y avait une volonté des actionnaires de participer. On peut se demander ce qu'on aurait fait si les actionnaires n'avaient pas voulu participer. Ils étaient conscients du fait que, dans ce cas, nous aurions pu augmenter la participation de l'État, comme on l'avait fait dans d'autres opérations, et les diluer complètement en réalisant l'opération de cette façon et donc entraîner très vite des difficultés pour les différents groupes à l'intérieur même de leurs activités, que ce soit le Holding Communal ou ARCO. Ce qui aurait été sur la table à ce moment-là, était une augmentation de la participation de l'État dans l'augmentation de capital. J'ai essayé de limiter cette participation mais s'il avait fallu venir en complément, nous l'aurions fait, seuls ou en demandant aux Régions de prendre une part plus importante dans la participation belge dans le montage de l'opération. Le choix a été différent, les actionnaires ont choisi de participer. Nous ne nous sommes pas posé très longuement la question.

Pour l'adossement global, il est vrai que ce n'était pas exclu dans les différentes remarques de la Commission à l'époque. Il n'y avait pas de volonté d'aller dans ce sens. Du côté des négociations avec le partenaire français et, dans une certaine mesure, le partenaire luxembourgeois, la démarche n'a pas fait l'objet d'un accord ni d'un examen.

Je ne saisis pas bien le sens de votre dernière question.

La **présidente**: Lors de la recapitalisation, le gouvernement a-t-il pris des engagements vis-à-vis du Holding Communal et d'ARCO en termes de garantie de remboursement du capital et de dividendes?

**Didier Reynders**, ministre: Non. Au moment de l'opération elle-même, il n'y a pas de garantie donnée. Vous retrouverez, dans la note sur le Holding Communal, le débat sur la manière dont l'État est intervenu et dans quelle mesure, y

compris de manière temporaire à la fin, il a participé à une garantie sur le Holding Communal même, mais pas en venant garantir ce qui pourrait être mis en avant par Dexia. Nous l'avons fait avec une garantie directe sur le Holding Communal mais le relais a été très vite pris par les Régions en la matière. Normalement, les Régions auraient dû prendre le relais en recapitalisant – et vous trouverez cela dans le document annexe à mon intervention –, c'est ce qui était convenu, et en prenant seules le solde de garantie.

Pour ARCO, il n'y a pas eu de demande en ce sens. Il n'y a pas eu d'engagement de garantie sur le capital ou sur les dividendes. On en a longuement parlé tout à l'heure, il y a eu, par contre, dès l'opération de 2008, une demande de garantie à octroyer aux coopérateurs. Pour être complet sur ARCO, je dois dire que, y compris dans la toute dernière phase en 2011, les actionnaires institutionnels de ces coopératives ont tout de suite dit qu'ils perdraient leur mise, je dois le reconnaître. Le syndicat chrétien ou les mutualités chrétiennes, qui étaient présents dans le capital, ont tout de suite dit qu'ils ne demandaient pas le même type de démarche. La seule démarche depuis 2008, qui a abouti aux décisions finales en 2011, visait les coopérants. C'est à nouveau un système de garantie qui est au-delà des garanties à l'intérieur du groupe Dexia.

Au sein de la liquidation actuelle du Holding Communal et des coopératives d'ARCO, l'État n'interviendra, d'abord que si la Commission européenne l'y autorise en bout de course, mais n'interviendra qu'à la fin de la liquidation. Dans le cas des coopératives d'ARCO, il interviendra exclusivement pour les coopérateurs individuels, donc pas du tout pour couvrir en quoi que ce soit des pertes qui seraient liées à d'autres actionnaires.

Voilà comment on peut expliquer la démarche mais il n'y a pas eu de garantie donnée sur la mécanique.

Les garanties que nous avons données sur le financement interbancaire du groupe Dexia ont évidemment un impact sur l'ensemble des actionnaires. Cela garantit la bonne activité du groupe mais ce n'est pas spécifiquement pour ARCO ni pour le Holding Communal.

La **présidente**: Il n'y a donc pas eu de tensions spécifiques en disant "on recapitalise, donc vous nous donnez ceci". Il n'y a pas eu d'échange sur

cette base entre le pôle de l'État fédéral et le pôle du Holding Communal et d'ARCO.

**Didier Reynders**, ministre: Je l'ai dit tout à l'heure, ce n'est pas seulement le Holding Communal et ARCO. Après la négociation, qui s'est terminée au palais d'Egmont, à l'aube, avec nos partenaires français et luxembourgeois, je suis revenu avec le premier ministre pour voir le kern. La demande est venue directement de membres du kern d'avoir, d'un côté, des mécanismes de garanties qui portaient sur Ethias et, de l'autre côté, des garanties concernant ARCO. La décision politique consistait à mettre cela en œuvre. C'est pour cela que la décision a été prise, bien entendu. Il n'y a pas d'élément neuf en la matière.

La **présidente**: J'ai des questions sur le démantèlement en 2011.

À partir de quel moment le gouvernement a-t-il considéré explicitement le scénario du rachat par l'État de la franchise DBB en 2011? À quel moment vous êtes-vous dit "c'est cela qu'on va faire"? Cela a-t-il fait l'objet d'un plan articulé, notamment à travers lequel le gouvernement "troquerait" une garantie importante contre un prix de rachat acceptable?

J'en viens à la deuxième question. La somme de 4 milliards d'euros a-t-elle été challengée par une offre concurrente, ferme, émanant d'une société privée? Tout à l'heure, vous avez dit qu'il n'y avait personne pour reprendre, mais nous savons, au travers des entretiens de nos experts notamment, que M. Mariani avait une offre sérieuse.

Troisièmement, le groupe Dexia a-t-il évoqué une alternative consistant à conserver la franchise DBB au sein du groupe en l'isolant des autres entités? Cela s'appelle le *ringfencing* afin de la revendre ultérieurement ou non et en n'utilisant que la garantie des États? Dans l'affirmative, sur quels arguments cette proposition a-t-elle été rejetée?

Quatrièmement, le management ou les administrateurs de DBB ont-ils eu des contacts avec le gouvernement pour induire celui-ci à formuler une offre de reprise? Si oui, quand ces contacts ont-ils eu lieu?

**Didier Reynders**, ministre: Depuis la crise de 2008, – je l'ai rappelé tout à l'heure, mais on ne l'a peut-être pas évoqué avec suffisamment de force – nous avons en tête la solution de séparation des activités, donc bien entendu de

reprise de Dexia Banque Belgique.

J'en ai parlé dès le début des opérations en 2008, en ce compris avec Jean-Luc Dehaene qui devenait président du groupe, mais je le répète, à l'époque, ce n'était manifestement pas envisageable. Nous avons gardé cette hypothèse en permanence à l'esprit.

À présent, je peux rechercher si un jour je me suis levé en étant plus enclin à le faire que le jour précédent, mais lorsque je vous ai donné les dates, quand le signal a été donné en 2011 que Dexia se retrouvait de nouveau dans des problèmes de liquidités – je tiens à rappeler, parce que le monde avait changé en trois ans, qu'à la suite de la faillite de Lehman Brothers, la zone euro s'est retrouvée devant une situation de crise des dettes souveraines – nous avons évidemment ressorti cette hypothèse.

Dès le début de la discussion, notamment avec François Baroin – j'ai cité tout à l'heure les contacts que nous avons eus à Luxembourg lors d'une réunion européenne et puis au Fonds monétaire –, j'ai toujours évoqué l'idée d'un rachat de cette participation.

M. Mariani a-t-il eu d'autres offres? En tout cas, il ne nous en a pas communiqué. Il a évoqué des offres sur beaucoup de sujets. Certaines se sont réalisées, d'autres pas. J'ai constaté que, depuis 2008, à certains moments, il annonçait des offres sur des reprises d'actifs. On ne voyait pas ces actifs vendus. À d'autres moments, il n'en annonçait pas. Je serais, en tout cas, très heureux si vous disposez d'une offre ferme et définitive d'un groupe financier pour racheter Dexia Banque Belgique à l'époque, de nous la communiquer, d'autant que je n'ai jamais caché qu'un jour, il sera peut-être plus utile pour l'État de se retirer de ce groupe. Donc, si quelqu'un voulait faire une offre dans de bonnes conditions, nous en serions ravis. Pour le reste, en ce qui concerne la manière de gérer cette relation au sein du groupe ainsi que DBB, ce que nous essayons de faire depuis longtemps, c'est de sortir l'entité. Quelles que soient les propositions ou les analyses qui aient pu être faites à l'intérieur du groupe, notre intention était de l'isoler comme une banque de dépôts en Belgique, d'où je vous ai donné tout à l'heure les chiffres de réduction des risques de DBB sur le groupe.

La réglementation européenne, fort heureusement, fixera aussi des limites en la matière. Cependant, on ne peut, du jour au lendemain, mettre fin aux relations à l'intérieur du

groupe sous peine d'entraîner des difficultés majeures pour DBB, qui dispose aussi de crédits sur un certain nombre d'acteurs.

Nous avons souhaité sortir et protéger la franchise, mais depuis longtemps, les responsables de Dexia Banque Belgique – je l'ai encore fortement vécu en 2011 – s'inquiétaient de l'évolution de la franchise en Belgique. Je le répète, c'est le seul endroit où il y avait vraiment un réel risque bancaire dans les deux pays. Nous avons souhaité pouvoir sortir sans aucun problème en la matière.

Pour ce qui est des contacts, je vais regarder si je peux vous donner des éléments de dates plus précis encore que ceux que vous lirez dans le texte dont j'ai donné lecture tout à l'heure.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, sta mij toe een bedenking mee te geven die ik daarnet wilde maken, omdat ik het belangrijk vind voor het verslag. Ik heb het zeer moeilijk met volgend feit. De heer Axel Miller zei in de commissie dat hij met verschillende mensen, bestuurders, over het splitsingscenario heeft gesproken. Hierover zegt men dan dat men daarvan niets terugvindt, hoewel men documenten belangrijk vindt, om hem te geloven of om gewicht te geven aan zijn uitspraak dat het splitsingscenario al dan niet ter tafel lag, en om te weten in hoeverre het bij verschillende mensen al dan niet een optie was.

Ik vind het zeer bizar dat wij diezelfde houding niet aannemen ten aanzien van onze regering als die in Europa gaat praten. In het ene geval vinden wij het infantiel om te vragen naar bewijzen. In het andere geval vinden wij het infantiel om te geloven wat iemand zegt als er geen bewijzen zijn. Dit is in tegenspraak met elkaar. Ik hoop dat de commissie overal dezelfde lijn doortrekt, onafhankelijk van de persoon die getuigt. Dat wilde ik toch even kwijt, want ik vind dat echt problematisch.

Als wij dat niet kunnen, als wij twee maten en twee gewichten hanteren met betrekking tot de mening of de uitspraken van bepaalde mensen, dan moet u overgaan naar een onderzoekscommissie, die onder ede mensen kan laten getuigen. Ik ben dan bereid om eender welke uitspraak te geloven en om daaraan belang te hechten. Net als de heer Van der Maelen hecht ik in deze echter wel belang aan documenten en niet aan getuigenissen alleen.

Mijnheer de minister, ik heb u daarnet horen zeggen dat het in 2008 onmogelijk was om een

andere oplossing te krijgen, vanwege het Franse veto en vanwege, terecht, de kans op een *bank run* bij onze depositobank, bij Dexia Bank België; dat was een terechte bekommernis.

Ik vraag mij af of er sinds het scenario van 2008 verder gewerkt is door de regering aan het idee om op termijn over te gaan tot ontmanteling, in 2009 of 2010. Het is in dat verband belangrijk om de rol te kennen van de aandeelhouders, alsook van Europa en van onze eigen vertegenwoordiger in de raad van bestuur.

Frankrijk wilde het niet in 2008, de Fransen stelden toen hun veto. Hoe komt het dan dat wij op zo'n moment, als Frankrijk zijn gewicht laat voelen, hun de CEO geven, dat wij hen op dat moment toelaten om de machtsverhouding te veranderen in een bank waar wij ons op dat moment borg stellen voor het grootste deel van de risico's? Wij hadden 60 % van de problemen in handen en gaven hun 50 % van de beslissingsmacht, hoewel op dat moment reeds duidelijk was dat het businessmodel scheef zat; dat wisten wij op dat moment reeds. Ik begrijp dat niet. Ik heb het daarmee moeilijk.

Het gaat over zelfs meer dan 50 % van de beslissingsmacht, want de CEO werd de heer Mariani en wij hebben in verschillende getuigenissen gehoord dat de heer Mariani zeer veel beslissingen naar zich toetrok, met een legerijte externe adviseurs.

In 2008, toen u het Franse veto vaststelde en u meeging in het idee dat er een Franse CEO moest komen, werd er toen nagedacht over hoe op langere termijn moest worden omgegaan met een scenario van ontmanteling? Of heeft men dat scenario toen meteen verlaten?

Ik vraag dat omdat, in de logica der dingen, FSA zeer snel werd afgestoten, maar wij zien dat Dexia Municipal Agency nog heel lang werd aangehouden, hoewel de waarde in de loop van de tijd verminderde, vanwege de problemen.

Ik vind dat raar. Als men wist dat het businessmodel zo kaduuk was als het was, als men wist dat de heer Axel Miller met verschillende mensen heeft gesproken — al hebben wij ook daar geen documenten van — om te zeggen dat het businessmodel niet goed was, dat men daarvan af moest en dat men moest overgaan tot een splitsing, dan stel ik mij volgende vraag. Het is een randvraag, maar wel een belangrijke. Wat was de houding van de aandeelhouders, van ARCO, van de Gemeentelijke Holding? Hebben zij



ooit de ontmanteling gevraagd? Hebben zij ooit een alternatief gegeven? Is hun houding veranderd door de tijd heen, na 2008? Dezelfde vraag met betrekking tot de toezichthouders. Werd er ooit een dergelijk splitsingscenario voorbereid door de regering en de toezichthouders of niet?

Op dat moment zat de heer Koen Van Loo reeds in de raad van bestuur. Hij zei dat de heer Miller met hem heeft gepraat over een splitsingsscenario en dat de heer Miller met verschillende mensen daarover heeft gepraat. Ik kan mij dan niet van de indruk ontdoen, en dat lijkt mij de logische gang van zaken, dat als de heer Van Loo dat gesprek heeft gehad, er ook een rapportage naar boven is gegaan, aangezien hij de vertegenwoordiger van de regering was. Er moet dan een verslag zijn geweest van dat gesprek en van de discussie over het businessmodel, zeggende dat het businessmodel inderdaad zo problematisch was als voor 2008 reeds bleek en dat hij een gesprek had met de voormalige CEO, alsook dat zij verschillende problemen zagen. Zou het dan niet interessant geweest zijn om op het moment dat de heer Van Loo daar was, toch een dergelijk scenario te ontwikkelen?

Mijnheer de minister, ik begrijp dat u zegt dat de beleidslijn die u hebt meegegeven aan al degenen die u een mandaat hebt gegeven, de heer Van Loo, de heer Dehaene, enzovoort, erin bestond dat zij voorrang moesten geven aan het vennootschapsrecht met betrekking tot de koers die zij moesten volgen.

Minister **Didier Reynders**: U zegt dat heer Van Loo dat de CEO hem zei dat ...

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Nee, de heer Van Loo heeft hier getuigd dat de heer Axel Miller en hij een gesprek hebben gehad over de splitsing.

Minister **Didier Reynders**: Wanneer vond dat gesprek plaats? Was dat op een moment dat de heer Axel Miller nog CEO was?

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Nee, de heer Axel Miller was reeds ex-CEO. Het was een gesprek met de voormalige CEO.

In 2008 zei u dat het onmogelijk was. Werd er toen gewerkt aan een langetermijns scenario van ontmanteling?

De heer Van Loo was vertegenwoordiger van de

regering en zei dat hij een gesprek heeft gehad met de voormalige CEO, die hem sprak over een splitsingsscenario. Werd daarvan een rapport overgemaakt aan de regering? Werd er toen over dat splitsingsscenario nagedacht?

Hebben de aandeelhouders, ARCO en de Gemeentelijke Holding, ooit een ontmanteling gevraagd, in 2008 of later? Hebben zij ooit alternatieven voorgesteld, in 2008 of later?

Werd ooit een dergelijke ontmanteling voorbereid door België zelf, bijvoorbeeld na de kritiek van Europa?

U zegt dat Europa "nee" had kunnen zeggen en een splitsing had kunnen vragen. Ik maak daaruit op dat België nooit een splitsingsvoorstel heeft voorgelegd. Ik maak daaruit ook op dat u abstractie maakt van een eventuele lobbyoefening bij de Europese Commissie.

Mijn volgende vraag heeft betrekking op het koninklijk besluit over de bescherming van de coöperanten. Wij hebben in 2008 de crisiswet goedgekeurd en ik verwachtte dat er op dat moment een koninklijk besluit verscheen. Er is echter een enorm gat tussen het moment dat wij de crisiswet hebben goedgekeurd en het moment van verschijnen van het koninklijk besluit. Ik vind dat raar.

Ik merkte daarnet in uw antwoord, en ik stel de vraag gewoon om duidelijkheid te krijgen, dat u nogal aarzelde en de beslissing daaromtrent overliet aan Europa. Ik heb heel sterk de indruk dat er onenigheid was binnen de regering met betrekking tot de bescherming van de coöperanten, dat daarom het koninklijk besluit zo lang op zich heeft laten wachten en dat er nu, afhankelijk van in welke positie men zit, gehoopt wordt of niet gehoopt wordt dat Europa de beslissing tot bescherming van de coöperanten zal doorvoeren of niet. Het is dus eigenlijk afhankelijk van welke positie men vertegenwoordigt binnen de regering, welke oplossing wordt beoogd.

Dat is bezwaarlijk de resultante van een inhoudelijk debat over de positie van coöperanten, waarmee hier in deze commissie continu wordt geschermd. Ik betreur dat ten eerste. Wij hebben de crisiswet op zeer korte termijn moeten slikken in het Parlement, ze werd erdoor gejaagd. Ik stel vast dat er toen ook binnen de regering duidelijk, geen deftig debat is geweest over de gevolgen daarvan. Wij zien dat er dan eigenlijk een spelletje is ontstaan over het al dan niet publiceren van een

koninklijk besluit en dat men nu het lot in de handen van Europa legt. De belastingbetaler noch coöperanten zijn daarmee gebaat. Ik vind het nogal perfide om het op die manier te spelen.

Ik heb mijn voornaamste vragen gesteld, ik ben enorm benieuwd naar het antwoord, temeer omdat verschillende mensen hier ook hebben getuigd dat er wel degelijk alternatieven werden voorgesteld en dat er bijvoorbeeld met betrekking tot de herkapitalisatie bijzonder veel druk uitgeoefend is geweest door de regering die een splitsingsscenario ook niet genegen was.

Minister **Didier Reynders**: Mevrouw de voorzitter, mevrouw Almaci, ik heb contact gehad met de heer Miller, toen hij CEO was en ook daarna nog. Ik moest dus geen verslag krijgen van de heer Van Loo om te weten dat volgens de heer Miller een splitsingsscenario een goed idee was. Spijtig genoeg heb ik nooit een document van de heer Miller op de tafel van de raad van bestuur gezien.

Als oud-CEO is het natuurlijk mogelijk te zeggen dat iets een goed idee is, of dat men beter een andere richting zou uitgaan. Hij was CEO. Het was voor de heer Miller perfect mogelijk naar de raad van bestuur te stappen en zo'n oplossing voor te stellen aan de raad van bestuur.

Ik heb aan de heer Van Loo gezegd: "Stuur mij niet een verslag nadat u allerlei mensen op straat gesproken hebt." De heer Miller was op dat moment geen CEO van Dexia meer. Hij had wel goede contacten met de familie, en met vele anderen, maar wat hij zei, was geen verslag van de raad van bestuur. Ik vond het niet nodig dat de heer Van Loo mij kwam zeggen dat volgens de heer Miller – misschien een beetje laat – een splitsing een goed idee was.

Hij heeft dat misschien tegen uw commissie gezegd. Ik was toen minister van Financiën, maar ik had geen aandeel in de Dexiabank of in de Dexiagroep.

De heer Miller was CEO geweest. Als de heer Miller dacht dat een splitsing een goed idee was, is er toch een document dat dat bewijst? Men moet toch altijd een document hebben?

Heeft hij als CEO zo'n document aan de raad van bestuur gestuurd? Ik vraag aan de heer Van der Maelen mij dat te bewijzen. Ik weet het niet.

Daar stopt het. De heer Miller heeft misschien ook nu vele goede ideeën, maar ik vraag de heer Van Loo toch niet een verslag te sturen over wat een

oud-CEO van Dexia dacht? De heer Miller was de baas van Dexia geweest tijdens een aantal slechte jaren, waaronder 2008.

Men kan zeggen dat de man die tot eind 2008 baas van Dexia was, goede ideeën had, maar het is zeer moeilijk mij daarvan te overtuigen. Het zal zeer moeilijk zijn, zelfs met een schriftelijk bewijs. Het zal zeer moeilijk zijn mij te overtuigen dat de baas van Fortis of de baas van Dexia uitstekende mensen waren. Dat denk ik niet. Maar goed, misschien lees ik een bewijs in uw verslag.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, u moet niet proberen woorden in mijn mond te leggen. Dat heb ik niet gezegd. Mijn vraag is fundamenteel...

Minister **Didier Reynders**: Ik probeer een antwoord te geven. Mag ik dat doen? Dank u.

Ten eerste, ik heb geen voorstel gekregen van de heer Miller, als CEO van Dexia, om Dexia te splitsen. Hij heeft daarna in zijn contacten met mij en zelfs gedurende de crisis wel gezegd dat het een betere oplossing was. Ik heb al tegen de heer Van der Maelen gezegd dat het ook onze oplossing was. Wij hebben erom gevraagd aan Frankrijk en aan de Commissie, maar het was onmogelijk Frankrijk en de Europese Commissie daarvan te overtuigen.

Wij hebben aan een splitsingsscenario gewerkt vanaf het begin. En nu is het zover.

Wat ARCO betreft, zal ik het hele verhaal niet herhalen. Ik heb klaar en duidelijk gezegd dat in een regering compromissen gesloten worden. In de nacht dat wij inzake Dexia een akkoord bereikten met Frankrijk, Luxemburg en anderen, heb ik vragen gekregen. Ik heb vragen gekregen binnen de regering. Ik heb vragen gekregen inzake Ethias en ik heb vragen gekregen inzake ARCO.

Er is toen een proces gestart, waarvan ik heb gezegd dat het een lang proces zou worden, waarbij misschien een waarborg geboden moest worden, maar dat de Europese Commissie daar dan een notificatie van moest krijgen. Zo is het gegaan, en wij hebben een antwoord gekregen van de Europese Commissie.

Ik kan daar niets meer over zeggen. Ik heb geen andere vragen gehoord.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Jawel.

Ik heb geen probleem dat de minister antwoordt. Ik heb er wel een probleem mee dat hij de vraag of de realiteit probeert te verwringen, zodat zij in zijn kraam passen en hij eigen analyses kan maken over wat gevraagd werd.

Mijn vraag was heel duidelijk. Heeft ARCO of heeft de Gemeentelijke Holding op een bepaald moment zelf een voorstel gedaan, bijvoorbeeld het oprichten van een *bad bank*, of een splitsingsscenario, in 2008, of daarna?

Minister **Didier Reynders**: Het antwoord is neen.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Ok, dat is duidelijk.

Minister **Didier Reynders**: Tegen u misschien, maar niet tegen mij.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Geen enkel probleem. Dit komt in het verslag. Ik merk dat daar verschillende uitingen over zijn.

De heer Van Loo heeft gezegd dat hij een gesprek had met de heer Miller. U zegt dat u ook een gesprek gehad hebt. België was op dat moment het splitsingsscenario genegen. Frankrijk wou het niet. Mijn vraag is dan: is het splitsingsscenario gefaseerd voorbereid of niet.

Wij hebben gezien dat FSA werd afgestoten. Ik heb heel duidelijk gevraagd waarom niet relatief vroeg is nagedacht over iets wat heel gemakkelijk kon: het afstoten van DMA. Dat heeft in de loop van de tijd – men ziet dat ook – steeds meer aan waarde verloren. Het had kunnen helpen om te werken naar een splitsingsscenario, misschien niet in 2008 – ik ben het ermee eens wanneer men het heeft over het pakken van verliezen – maar later, wat voor ons land belangrijk had kunnen zijn.

België is in 2008 akkoord gegaan om twee derde van de lasten op zich te nemen, terwijl de beslissingsmacht deels uit handen gegeven is. Natuurlijk hangt hoe een splitsingsscenario wordt uitgewerkt ook samen met de beslissingsmacht. Ik ga ervan uit dat u daar rekening mee hield?

Op welke manier is dat gebeurd? De heer Dehaene is komen zeggen dat hij dacht aan het belang van de vennootschap. Was het dan alleen de heer Van Loo, die mee de belangen van de Belgische Staat in de gaten hield? Hoe ging dat dan?

Minister **Didier Reynders**: Ik verwijs naar mijn vorige antwoorden. Ik zal niet meer zeggen. Ik heb

vragen gekregen over het mandaat van een lid van de raad van bestuur. Ik heb gezegd welke de mogelijke oriëntaties zijn. Wat het splitsingsscenario betreft, heb ik na de beslissing van de Europese Commissie gevraagd uitvoering te geven aan wat er beslist was.

Ik weet niet of er aan andere scenario's gewerkt is. Ik weet alleen dat er een evolutie was binnen de Europese Commissie, en de jongste maanden ook in Frankrijk. Dat hebt u gezien. In de realiteit is er nu een splitsing.

Achteraf is het altijd gemakkelijk, dat klopt. De splitsing is er nu. Dat resultaat hebben wij toch geboekt. Misschien te laat volgens u, maar toen was het onmogelijk voor de Europese Commissie en Frankrijk. Nu is het geen scenario meer, nu is het beslist. Wij hebben het gedaan. DBB is 100 % van de Belgische Staat. Er is nu een echte splitsing.

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Absoluut. Wij hebben opnieuw twee derde van de lasten op ons genomen, terwijl het probleem – dat was in 2008 al duidelijk in het businessmodel – vooral bij Frankrijk zat. Toen hebben wij onze handen laten binden door de beslissingsmacht deels uit handen te geven aan Frankrijk. Dat is ook al sinds 2008 duidelijk.

Het is ook zeer duidelijk dat men uiteindelijk naar een ontmanteling ging. De vraag die ik stel is: heeft België ooit een gefaseerd ontmantelingsscenario voorbereid. Het antwoord daarop is klaarblijkelijk: neen. Heeft men nagedacht over het afstoten van DMA? Klaarblijkelijk: neen. Men heeft daar niet over nagedacht. Men heeft zich laten leiden door de raad van bestuur, waarvan u zelf zegt dat sommige aandeelhouders vooral geïnteresseerd waren – het is afhankelijk van wie er komt praten – in het opnieuw creëren en het krijgen van dividenden enzovoort.

De Fransen waren erbij gebaat dat het slechte businessmodel zo lang mogelijk behouden werd, omdat dat in hun voordeel was. Goed. Ik stel dat vast. Ik betreur bijzonder dat wij ons in 2008 jammer genoeg de handen zo hebben laten binden en dat wij in 2011 opnieuw de zwaarste lasten op ons hebben genomen. In termen van het bbp zijn onze lasten toch het vijfvoudige van die van Frankrijk.

Ik herhaal wat ik daarnet zei. Ik vind het onvoorstelbaar hoe men hier omgaat met de vraag naar documenten. In het ene geval noemt

men het infantiliteit en in het andere geval noemt men het normaal...

Minister **Didier Reynders**: (...) de laatste vraag van mevrouw Almaci. Zij heeft vragen gesteld en ik heb antwoorden gegeven. Moet ik nog blijven? Ik weet het niet. Ik zeg: neen, neen, neen, maar in het verslag komen de antwoorden van mevrouw Almaci.

Mevrouw Almaci, u stelt een vraag en geeft dan zelf het antwoord.

Le **président**: Mme Almaci, vous avez encore une question?

**Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Ik rond af met te zeggen dat ik al lang geleerd heb dat de minister, ook in de commissie voor de Financiën en in de Bijzondere Bankencommissie, het verhaal altijd beperkt tot wat in zijn kraam past, en van de rest van de elementen – de ratingverlaging, die ons land veel geld kostte, enzovoort – heel graag abstractie maakt.

Voor de antwoorden die hij hier geeft, geldt exact hetzelfde.

Mijnheer de minister, u vertelt uitentreuren alleen wat u wil en de rest negeert u. U wordt daarin bijgestaan op een manier die ik betreur.

Minister **Didier Reynders**: Mevrouw Almaci, dat ik steeds dezelfde antwoorden geef, is toch logisch! Ik heb een zeer coherente redenering. Daarom blijf ik dezelfde antwoorden geven. U gaat daarmee niet akkoord, maar ik blijf bij dezelfde antwoorden. Dat is logisch.

**Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Mijnheer de minister, welkom in onze Dexiacommissie.

Eerst en vooral zou ik willen inpikken op de opmerkingen die er zijn gemaakt aangaande de heer Miller, vooraleer ik tot mijn vragen kom. Ik maak direct de doorsteek naar mijn eerste vraag.

Het moet mij namelijk van het hart — dit geldt niet alleen voor de heer Miller, maar voor alle CEO's die wij hier de revue hebben zien passeren — dat het inzicht en de grote wijsheid bij elk van hen telkens erg laat is gekomen. Op die manier is het makkelijk om CEO te zijn. Men hoeft alleen de *credits* te nemen als het goed gaat en men neemt er dan ook nog de bonussen bij, maar als het fout gaat, doet men de paraplu open en wijst men naar iemand anders. Dat vind ik net iets te makkelijk.

De heer Miller heeft twee jaar op die stoel gezeten. In die periode geraakte het opgeblazen model helemaal in *overdrive*, wat nog mee geholpen heeft tot de val die in 2008 aanbrak.

Ik vermeld dat tussen haakjes, maar ik zeg dat om de volgende reden. Wij hebben de heer Miller gevraagd naar de reden van zijn onvermogen. Zo noem ik dat toch wel, want hij was CEO, maar hij was totaal niet in staat om zijn aandeelhouders en zijn raad van bestuur op andere gedachten te brengen, tot het te laat was. Als reden voor zijn onvermogen gaf hij aan dat hij zijn aandeelhouders niet overtuigd kreeg, dat hij eigenlijk door zijn aandeelhouders werd tegengewerkt.

Dat brengt mij tot mijn eerste vraag over iets dat mij ongelooflijk intrigeert. Wij hebben de redding van Fortis meegemaakt. Weinigen, zo niet niemand, erkennen dat de top van de regering zowel in 2008 als nadien in 2011, bij omstandigheden die totaal uit de lucht kwamen vallen — u hebt ook verwezen naar de inspanningen van de heer Coene ter zake — op zeer korte tijd onder zeer hoge druk beslissingen heeft genomen die in een aantal gevallen beter zijn uitgevallen dan voor de Nederlanders, waar men ons toen graag mee vergeleek. Voor Fortis, een erg moeilijk dossier, werd er wel gekozen voor een heel zuivere oplossing. Dat blijkt maar na verloop van tijd. In het Fortisdossier werd een derde partner gevonden. Dat heeft heel veel pijn gedaan aan de aandeelhouders, maar vanuit een macro-economische logica is dat wel een heel zuivere oplossing, omdat het risico bij aandeelhouders ligt en ook hoort te liggen.

De regering, die de belastingbetalers vertegenwoordigt, behoort dus in eerste instantie de kant van de spaarders te kiezen en moet dan ook de meeste zekerheid bieden aan de spaarders. Heel kort gezegd, het is mijn inschatting dat dit in het Fortisdossier is gebeurd.

Er is toen veel kritiek geuit en die kritiek was tweevoudig.

De eerste kritiek was dat oh ramp een kroonjuweel was vertrokken. Een kroonjuweel in een geglobaliseerde wereld, alstublieft zeg. Daar kwam dus heel veel kritiek op.

De tweede kritiek was dat er zelfs rechtszaken uit gevolgd zijn. De aandeelhouders hadden namelijk in het zand gebeten.

In die context komt de zaak-Dexia op het bord van

de regering.

Dexia heeft een ander type aandeelhouder. Dexia heeft weinig particuliere aandeelhouders, wel een aantal, maar lang niet zoveel als bij Fortis. Bij Dexia zijn er preferentiële aandeelhouders die dan nog eens erg verweven zijn in onze samenleving.

Dan is er de oplossing die in 2008 gekozen werd. De logica om uit te gaan van de spaarder is ineens niet meer zo zuiver wanneer het gaat over Dexia. Op zijn minst – verbeter mij als u daar in uw coherente logica een andere visie op zou hebben – kan toch wel worden gesteld dat er in heel het Dexiadossier op een overdreven manier rekening is gehouden met de belangen van de preferentiële aandeelhouders. Misschien zijn daar goede redenen voor.

Ik heb ondertussen aan verschillende mensen geprobeerd te vragen welke de andere opties waren. Ik doel dan niet op de *bad bank*, want ik denk dat dat stuk wel klopt. Zowel de heer Dehaene als anderen hebben gezegd dat we op dat moment niet het beste van twee werelden konden hebben, alle anderen met al de rommel laten zitten en wij alleen als kleine Belgen zeggen dat we de goede stukken moeten hebben. We leven in een realiteit die niet te ontkennen valt, zelfs al zouden we het graag soms anders willen.

Van opties zoals een derde partner, een volledige nationalisering, of nog andere mogelijkheden die dan wel uitgaan van het belang van spaarders en minder van aandeelhouders, zou ik graag willen weten of die op tafel zijn gekomen. Werd er rekening mee gehouden? Dat is mijn eerste vraag. De rol van die specifieke aandeelhouders loopt immers als een rode draad doorheen onze hoorzittingen.

Ten tweede, ik wil aanknopen op iets dat u daarnet hebt gezegd, maar verbetert u mij als ik dat niet goed heb gehoord. U hebt gezegd dat u teruggekomen bent van het Egmontpaleis, van de onderhandelingen met de Fransen en de Luxemburgers, dat u recht naar het kernkabinet bent gegaan en dat er onmiddellijk een vraag op tafel lag van “*un membre du kern*.” Kunt u dat verduidelijken? Dat heeft dan te maken met de specifieke regeling die toen gevonden is voor die preferentiële aandeelhouders.

Ten derde, de heer Dehaene, die er uiteraard de laatste jaren met zijn neus echt bovenop heeft gezeten, heeft als een van de elementen – laat me maar mankementen zeggen – in de Dexia Holding aangehaald dat er te weinig

onafhankelijke bestuurders waren. U voelt wel dat mijn vragen allemaal dezelfde richting uitgaan. De heer Dehaene zei dat men vastzat in de logica van preferentiële aandeelhouders waar hij mee moest werken. Hij merkte dat er aan Franse kant wel onafhankelijke bestuurders waren, daar waar aan Belgische kant, historisch gegroeid weliswaar, al die aandeelhouders een zekere verwevenheid hadden en dus minder afstand konden nemen van hun belangen als aandeelhouder. Afstand nemen is echter wel nodig als men op het niveau van een Holding wil werken.

Mijnheer de minister, wat is uw inschatting daarin? Is dat ooit op tafel gekomen?

Men heeft daar wel iets aan proberen te doen in 2008, maar is dat voldoende geweest?

Tot slot, mijn laatste vraag gaat over 2011. U hebt volgens mij zeer goed duidelijk gemaakt dat het verhaal over de nationalisatie van Dexia Bank België of het idee om Dexia Bank België op een of andere manier uit de Holding te halen, wel altijd in het achterhoofd heeft gezeten. Uiteindelijk is dat in 2011 mogelijk geworden. De heer Coene is ons komen uitleggen hoe dat in 2011 in zijn werk is gegaan.

Het is nog altijd zeer onduidelijk wanneer het dan echt is beginnen gaan over een splitsing of over het eruit halen, dan wel of er nog andere opties overbleven. Ik weet dat u in Washington vergaderd hebt over de Dexiazaak.

Kunt u ons zeggen met wie u waarover hebt vergaderd? Op welk moment was duidelijk dat men naar een opsplitsingsscenario zou gaan?

Minister **Didier Reynders**: Mevrouw Rutten, ik zal eerst de verschillen tussen Fortis en Dexia bespreken.

Voor Fortis hebben er verschillende oplossingen op tafel gelegen, ook de piste van een nationalisatie, als ik dat mag zeggen. Een eerste mogelijke operatie bestond erin dat de Belgische Staat juist minder dan 50 % van Fortis zou nemen. Ik heb altijd gezegd dat voor de tweede operatie wij een partner moesten vinden. Mijn redenering was zeer eenvoudig destijds. Over de beslissingen omtrent Fortis heb ik nochtans al veel commentaar gekregen.

Ik heb destijds een eerste contact met de heer Miller gehad, want het volgende probleem was Dexia, en ik had ook enkele elementen tegenover KBC.

Ik heb onmiddellijk gezegd, dat was mijn mening, niet de mening van iedereen in de regering, dat het volgens mij beter was om een sterke partner te vinden. Er waren enkele contacten in de Fortiszaak, maar sedert het begin heb ik bijna alleen BNP Paribas gevonden. Het was een heel sterke bank.

Thans moet ik u zeggen dat ik tevreden ben over die operatie. Een echte nationalisatie van Fortis en de Belgische Staat alleen als aandeelhouder voor 100 % van Fortisbank België, maar ook van Dexia, dat is een ramp voor ons land. Ik begrijp de vraag of het niet mogelijk is het risico te kennen dankzij de waarborg voor Dexia. Dankzij een samenwerking met Fortis hebben wij een lager niveau van risico dan een bank met alleen de Staat voor Fortis en enkele tijd later, ook voor Dexia. Wat was het probleem?

Ik heb geen aandeelhouder gevonden in Fortis. Ik heb veel kritiek gekregen van aandeelhouders maar ik heb geen aandeelhouder gevonden die bereid was om tenminste een euro op tafel te leggen. Niemand. De Staat was alleen. Ik ben niet zeker dat het nodig was om zo een groot bedrag te betalen voor Fortis. Het was ook een echte bespreking in de regering. Ik heb altijd gezegd: dichtbij een faillissement, waarom zo een bedrag? Ik heb veel besprekingen gehad in de regering over de betaling van meer dan vier miljard euro, in twee keer.

Dexia is een totaal ander verhaal. Ik heb destijds de baas van Dexia, de heer Miller, gezien. Ik heb ook de verschillende aandeelhouders gezien. De Staat was geen aandeelhouder. Zij hebben gezegd: wij willen verdergaan en wij zijn bereid om een herkapitalisatie te beslissen. Niet alleen in België. Drie miljard euro vanuit Frankrijk. Dus, aandeelhouders rond de tafel. U zegt 'preferentieel'. Ja, maar echte aandeelhouders en niet zoals in Fortis zonder institutionele aandeelhouder. Dat was haar probleem. Zij heeft gevraagd om meer geld te geven.

Bij Dexia hadden de aandeelhouders de keuze om te zeggen dat zij bereid waren om een herkapitalisatie te beslissen. Dat is een zeer groot verschil. Het was inderdaad misschien mogelijk om naar een andere oplossing te gaan. De enige andere weg voor België was om naar een verkoop van DBB te gaan en dus de huidige oplossing te hebben. Nogmaals, in 2008 was het onmogelijk. Na onderhandeling met Frankrijk en na zovele gesprekken gedurende de namiddag, was het spijtig genoeg niet de wil van de Europese

Commissie om dat te beslissen. Dat heb ik goed gehoord na zoveel contacten met de Europese Commissie.

We hebben dan beslist om tot een kapitaalverhoging over te gaan.

Ik heb goed gehoord: in een geval met als doelstelling de spaarders en niet... neen, de twee gevallen.

Mijn eerste bekommernis was een echte bescherming van de spaarders. Waarom? Ik was een beetje verrast in de namiddag. Het waren alleen specialisten. Ik heb specialisten gehoord over de risico's van België tegenover de banksector. Ik heb niemand gehoord die zei wat is het grootste risico. Het grootste risico is 100 000 euro per bankrekening in België zoals in andere landen. Dat is de belangrijkste beslissing. Om meer vertrouwen te hebben in de bank hebben wij een waarborg gegeven aan alle spaarders tot en met 100 000 euro per spaarder in een bank met een bankrekening. Het was dus onze eerste doelstelling de bescherming van de spaarders, tot en met Kaupthing. Dat was niet nodig voor België om iets te doen. Wij hebben dat beslist tot en met Kaupthing. Een echte bescherming voor de spaarders. Als het mogelijk is een zo breed mogelijke bescherming voor het personeel in alle banken, voor alle klanten van de bank. Dat was een zeer belangrijke beslissing maar als minister van Financiën was het logisch om dat te zeggen, ook een bescherming van de belastingplichtige. Dus een zo laag mogelijk niveau van storting van geld vanuit de Staat.

In de pers bijvoorbeeld, in *De Standaard*, en andere, heb ik de laatste week volgende berichten op de eerste pagina gelezen: "enkele risico's bij Dexia, het is de fout van de regering met een waarborg." Twee of drie pagina's later staat er: "succes bij Fortis dankzij het nieuwe management". De regering heeft er niets mee te maken. Dat kunt u nu lezen in de pers. Ik zal geen titels noemen. 'Dexia is een probleem, het is de verantwoordelijkheid van de regering. Fortis is een succes maar dat heeft niets te maken met de regering.' Neen, de keuze was dezelfde maar met andere middelen.

Een derde voorbeeld, KBC. Ik heb een eerste vraag gekregen van KBC waarbij werd gemeld dat er problemen zouden komen. Ik was toen in Marokko, denk ik. Ik was terug om een laatste contact te hebben en dan een beslissing te nemen. Het ging om een lening, quasi-kapitaal; u kent de redenering. De vraag van de aandeelhouders was: geen deelname van de

regering, geen deelname van de federale Staat, maar of het mogelijk was om steun te krijgen dankzij zo een lening. Ik heb dat gedaan. Enkele weken later was er een tweede vraag. Namens de regering heb ik gezegd: wij zullen vlugger gaan. Wij pakken ook onze lening voor KBC. Maar waarom een lening? Een totaal andere toestand. Er is niet alleen verschil tussen Fortis en Dexia. Het is ook zeer verschillend voor KBC en nog anderen. Ik heb geprobeerd om in alle omstandigheden een correcte beslissing te nemen op basis van de toestand van de aandeelhouders.

Nog een ander verhaal. Ik kom tot uw andere vragen. Het was ook een keuze binnen de regering. Het was niet zo gemakkelijk om tot en met de laatste dagen een partner te hebben voor Fortis. Er waren enkele algemene vergaderingen, enkele problemen bij het hof van beroep van Brussel, zelfs met een gerechtelijk onderzoek ten aanzien van enkele magistraten die soms contact hadden gehad met politici. Dat is een lang verhaal. Het is een heel moeilijk dossier. Tot en met de laatste dag heb ik geprobeerd om in dezelfde richting te gaan met een partner, dus niet alleen met de Belgische Staat. Wij zijn toch de eerste aandeelhouder van BNP Paribas en 25 % bij Fortis.

Dexia en de aandeelhouders hebben gezegd dat zij deelname wilden. Ik heb gezegd ja. Waarom? Ook om te zeggen: voor 6 miljard euro — heb ik al gezegd in de namiddag — kapitaalverhoging, alleen één voor de Belgische Staat. Eén op zes miljard euro. Ik begrijp veel vragen over een zeer groot risico voor de Staat. In sommige gevallen heb ik ook geprobeerd om een lager niveau van risico te nemen. Een miljard op zes in de herkapitalisatie is toch een lager niveau tegenover het bedrag van de premie betaald door Dexia voor onze waarborg.

KBC was nog een ander verhaal. De doelstelling was dezelfde. U herinnert het zich wellicht, dat ik, samen met de heer Yves Leterme, in september 2008 heb gezegd dat wij nooit een spaarder zouden laten vallen.

Ik was minister van Financiën gedurende twaalf jaar en ik heb nooit een spaarder laten vallen, voor geen euro.

**Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Mag ik daarop even ingaan? Ik zal mijn vraag anders stellen. U maakt heel goed duidelijk dat u in de drie dossiers voor een andere aanpak hebt gekozen. Ik deel uw analyse wat Fortis betreft. Ik vond dat een goede oplossing.

Ik vind het volgende wel een beetje vreemd. Als Dexia moet worden gered en de aandeelhouders zeggen dat ze willen helpen, doen zij dat uiteraard uit eigenbelang. Daarmee is niets mis, het zijn aandeelhouders, maar ze willen niet verwateren. Dat is hun eerste bekommernis. Voor ARCO en de Gemeentelijke Holding stort de wereld plots in boven hun hoofd. Zij denken – iedereen denkt dat op dat moment – dat het te maken heeft met toxische producten en de Verenigde Staten. Als ze dat onder controle krijgen, denken zij dat alles kan blijven zoals het was. Ze willen eigenlijk geen derde partner of andere oplossing, omdat zij dan hun eigen positie zien verwateren. Dan is het kiezen tussen de pest en de cholera. Ofwel verwateren, en dan zitten ze met een probleem, ofwel mee stappen in het kapitaal, waarvan eigenlijk blijkt dat ze die kapitaalverhoging allebei zeer moeilijk konden dragen.

Ik val een beetje over uw zinnetje. Natuurlijk bent u verantwoordelijk voor de belastingplichtigen. U zegt dat u dat op een zo laag mogelijk niveau hebt gehouden.

De heer Dehaene is hier komen zeggen dat de omvang van de kapitaalverhoging te klein was om de Holding daadwerkelijk te kunnen redden. De waarheid is dat dat uiteraard is bekeken vanuit het standpunt van de belastingbetaler, die op zijn limieten zit met Fortis én KBC enzovoort. In die context zit u echter ook met twee aandeelhouders die het niet meer aankunnen. Als die aandeelhouders het niet meer aankunnen en de Staat kan het niet meer aan, dan vertrekt men eigenlijk met een kapitaalverhoging die achteraf gebleken te klein is geweest om een goede doorstart te kunnen maken.

Het is een inschatting op het moment. Het is echt niet mijn bedoeling om te wijzen naar deze of gene. Ik vind wel, als men als overheid vertrekt, hoe moeilijk dat ook is... De Gemeentelijke Holding zijn wij als politici allemaal; iedereen is wel ergens in een gemeente actief. Ook daar moet niet met de vinger worden gewezen. Ik begrijp dat zij, net zoals ARCO, een eigen logica heeft, dat het heel verleidelijk is om op dat moment mee te stappen in de logica van een versterking met de bestaande aandeelhouders.

De moeilijke oplossing was die van Fortis. Daaruit is heel veel miserie voortgekomen. U hebt het zelf daarnet kort verteld. Die oplossing was moeilijk, maar ze was wel zuiver en juist. Dat is de analyse, die ik voor mijn rekening neem.

Mijn vraag is de volgende. Is er ooit een derde partner in het spel geweest voor Dexia? Waren er andere? Als er geen is, dan kunnen we wel een theoretische beschouwing maken, maar die lost dan toch niets op. Ik wil weten of er interesse was – zoals er wel interesse was voor de andere banken – om met Dexia iets anders te doen.

Minister **Didier Reynders**: Ik heb drie elementen van antwoord.

Ten eerste, er was geen interesse. Waarom niet? Ik zal niet het hele verhaal herhalen, maar er was geen akkoord met Frankrijk om te beslissen over de splitsing van de Groep. Zonder een splitsing was het bijna onmogelijk, behalve voor enkele delen, om een partner te vinden. Ik heb nooit iemand gezien met een echte wil om nieuwe aandeelhouder te zijn van Dexia. Dat is belangrijk. Het zal misschien mogelijk zijn in de toekomst, voor DBB. Tot nu toe was dat onmogelijk.

Ten tweede, u zegt dat de heer Dehaene heeft gezegd dat de herkapitalisatie in 2008 met 6 miljard euro te klein was om een echte oplossing te vinden. Ik was geen voorzitter of CEO van Dexia, maar ik heb gelezen dat de heer Mariani heeft gezegd dat een herkapitalisatie niet nodig was. Het was misschien beter om naar een andere oplossing te gaan. Wat is de waarheid? Ik weet het niet.

Destijds hebben we toch geprobeerd om een zo breed mogelijke herkapitalisatie te realiseren. Dat is met veel moeilijkheden gepaard gegaan. Het was juist na de interventie van de Staat in Fortis. Het was ook niet gemakkelijk om een akkoord te bereiken met de drie Gewesten. De andere aandeelhouders zegden dat ze niet zo veel geld hadden om de herkapitalisatie te doen. We moesten een keuze maken.

Ten derde, ik ben misschien naïef of te naïef, maar ik begrijp de redenering van enkele aandeelhouders, die hebben gezegd: we hebben zo'n groot succes geboekt gedurende zovele jaren, waarom niet nog een inspanning? Ik wil toch het volgende herhalen. Voor veel gemeenten was Dexia, gedurende het hele proces vanaf 1996 tot het einde van het verhaal, zes keer een investering, met dividenden als resultaat. Er is misschien een klein probleem in België, en dat was ook het geval met de aandeelhouders van Fortis: risicokapitaal. Risicokapitaal betekent dat er een kans is om dividenden te krijgen, maar er is ook een risico om een verlies te boeken. Wat de gemeenten betreft, was het een zeer groot succes gedurende vele jaren. Enkele mandatarissen

dachten misschien "*the sky is the limit*", er zou nooit een probleem zijn, het was een bank!

Ik heb vaak gezegd: aandeelhouders van een bank en zelfs de Staat moeten weten dat aandeelhouders van een bank een groter risico lopen dan in andere bedrijven. Men speelt met geld van de mensen. Daarom moet men de eerste verantwoordelijke zijn om elk verlies te dekken, met een grotere dekking dan in veel andere bedrijven.

Daarom is er nu Basel III en zijn er nieuwe regels: om altijd meer en meer eigen vermogen te vragen van de bank.

Ik begrijp hoe dit ligt voor enkele aandeelhouders, ook voor ARCO. Zij waren klant, aandeelhouders, dus van de twee kanten. Voor gemeente is dat niet gemakkelijk, want ze vragen Dexia een lening met een zeer lage intrestvoet, maar ze vragen ook een dividend. Gedurende vele jaren was dit een zeer groot succes. Ik begrijp de laatste poging om iets te doen. Ik heb niets tegen de reacties in de verschillende gemeentes, zelfs voor de laatste operatie. Sommige hebben nee gezegd, andere ja, andere ja voor een deel. Ik heb ook verklaringen van gemeenten gelezen die het voor een deel deden, want het was een groot succes gedurende enkele jaren.

U heeft gezegd dat er bij de aandeelhouders twee specifieke gevallen waren en dat is juist: Ethias en ARCO. Voor Ethias was dat een zeer lange nacht van onderhandelingen in het Egmontpaleis in 2008. In een kleine zaal daarvan hadden wij na de nacht contact met mensen van de kern. Er waren ook mensen van het Waals Gewest aanwezig. We hebben klaar en duidelijk vragen gekregen van leden van het Waals Gewest en leden van de kern om iets te doen voor Ethias, met een specifieke waarborg voor Tak 21. U heeft dat gezien. Het is logisch in alle regeringen: op vraag van een lid kan men al dan niet zijn akkoord geven. We hebben beslist om dezelfde waarborg te geven voor Tak 21 als voor de bankrekening, dus de 100 000 euro.

Aan de andere kant heb ik ook vragen gekregen in de kern voor ARCO. We zijn een lang proces gestart met een waarborg voor de coöperanten. In feite was er een vraag voor een vergelijkbare waarborg voor enerzijds Tak 21 en anderzijds de coöperanten als voor een bankrekening. Voor mij was het zeer moeilijk om dat te doen, dat heb ik onmiddellijk gezegd. Het was een keuze: ofwel een oplossing voor Dexia daarmee, ofwel geen oplossing. Aan het einde van de nacht moest men



een keuze maken.

Er is een zekere correcte redenering om te zeggen dat er twee aandeelhouders zijn. Als het mogelijk is om iets te doen, is het misschien beter voor de ganse groep. Meer dan dat: ze hebben veel klanten. Het was misschien niet zo veel voor Ethias, maar voor daarna de Gemeentelijke Holding en ook ARCO. Daarvan heb ik altijd gehoord over 800 000 coöperanten. Is dat waar of niet? Ik denk van wel. 800 000 klanten, waaronder veel verenigingen die klant zijn van DBB. Het beste bewijs daarvan is dat aan het einde van het proces met de Gemeentelijke Holding wij hebben geprobeerd een akkoord te sluiten met de Gewesten. Met de premier heb ik altijd gezegd dat we niet verder gaan dan ons eerste engagement. Maar DBB, zelfs met 100 % aandelen in handen van de Staat, heeft gezegd iets te zullen doen. Waarom? Voor de klanten. Voor de franchise van DBB was het belangrijker dan voor de Staat om iets te doen. U heeft het gelezen. De Gemeentelijke Holding heeft gezegd liquiditeit te zullen geven aan DBB. Maar het is kleiner en dat is ook geen verrassing.

Het is voor het Parlement geen verrassing, hoop ik, te horen dat enkele leden van de regering een vraag hebben gesteld voor Ethias en anderen voor ARCO. Ik heb geprobeerd om een oplossing te vinden met zo laag mogelijke kosten.

Wat de functionering van de raad van bestuur en de onafhankelijke bestuurders betreft, wij waren geen lid van de aandeelhouders van Dexia vóór 2008. Daarna hadden wij slechts 5 %. Ik heb dus gezegd: één lid van de raad van bestuur voor de Staat. Het was mogelijk om naar een andere oplossing te gaan. Dat is nu het geval. Dat was al mijn redenering in 2008, maar dat was toen onmogelijk.

Na de verkoop van DBB kan men een andere redenering volgen, rond de tafel van DBB, en een echt akkoord proberen te bereiken over de samenstelling van de raad van bestuur. Ik heb een vraag daarover gekregen van de heer Dedecker. Ik heb gezegd: alleen professionelen. Ik probeer nog steeds in de regering om dat te doen. Ik heb vragen daarover gesteld aan een *headhunter*. U hebt gezien dat er een nieuwe voorzitter is bij DBB, met een zekere erkenning door alle analisten op de markt. Nu hebben wij een lijst gekregen met de toekomstige leden van de raad van bestuur van DBB. Ik hoop dat het mogelijk zal zijn om daaruit een keuze te maken, met alleen maar professionelen. Dat moet mogelijk zijn.

Wat de splitsing van de activiteiten van Dexia betreft, het was misschien een lang verhaal, gedurende drie jaar, maar nu is het een realiteit. Het spijt mij dat dezelfde evolutie in Frankrijk tot nu toe onmogelijk is. Ik ging ermee akkoord, met Frankrijk en de eerste minister, om DBB te nemen en voor DMA een andere oplossing te vinden. Tot nu toe hebben wij van een evolutie in Frankrijk niets gezien. Dat zal misschien nog wel komen, maar tot nu toe is er enkel een splitsing tussen de Holding en DBB. Voor België is dat een goede zaak. Is het al dan niet te laat? Dat is moeilijk te zeggen.

Ik begrijp uw redenering. Ik heb vaak de vraag gehoord waarom wij bij de ene bank voor een andere oplossing hebben gekozen dan bij een andere bank. De situatie was verschillend, maar er was vooral een verschil in capaciteit bij de verschillende aandeelhouders om iets te doen. Bij Fortis was dat onmogelijk. Ik heb vragen gekregen van de aandeelhouders, maar geen voorstellen om iets te doen. Bij Dexia was de toestand anders. Ik heb een partner gevonden voor Fortis. Tot nu toe heb ik geen partner gevonden voor Dexia SA.

Ik ben niet zeker dat het mogelijk zal zijn om een partner voor Dexia SA te vinden. Voor DBB kan dat in de toekomst misschien een oplossing zijn.

Wat KBC betreft, tot nu toe heb ik altijd de vraag gekregen van KBC om hen steun te geven, maar zonder inmenging in de aandelen en de samenstelling. Wij proberen om altijd een adequate oplossing te vinden, maar dat is niet zo evident. De eerste doelstelling, sinds het begin, is altijd de bescherming van de spaarders geweest.

**La présidente:** Si toutes les questions ont été posées, je propose de clôturer nos travaux pour aujourd'hui en remerciant M. le vice-premier ministre pour son exposé chronologique précis et clair ainsi que pour les réponses apportées aux questions, lesquelles étaient tout aussi précises et claires.

**Didier Reynders,** ministre: Madame la présidente, je remercie l'ensemble des membres de la commission pour leur intérêt pour ce dossier.

*La réunion publique de commission est levée à 19.42 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.42 uur.*